

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA RESPONSABILITÉ

Du Fait des Choses inanimées

(Fondement juridique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 20 mars 1909, à 1 heure

PAR

Raphaël-Alexandre FARRA

Président : M. WEISS, *professeur*
Suffragants } MM. BARTIN, *professeur*
WAHL, *professeur*

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

—
1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA RESPONSABILITÉ

Du Fait des Choses inanimées

(Fondement juridique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 20 mars 1909, à 1 heure

PAR

Raphaël-Alexandre **FARRA**

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants } MM. BARTIN, professeur
WAHL, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547127_0063

DE LA
Responsabilité du Fait des Choses
Inanimées

(*Fondement Juridique*)

INTRODUCTION

Il peut paraître téméraire d'aborder, après tant d'autres, le problème de la responsabilité. C'est assurément l'une des questions de droit qui ont été le plus étudiées à toutes les époques. Dès l'origine des sociétés, elle s'impose à l'attention du législateur et du juge, car il suffit qu'un dommage ait été causé pour que l'on ait à se demander qui doit le supporter. Dans la vie sociale, même la plus rudimentaire, du moment que deux ou plusieurs individus exercent leur activité dans une même sphère, il doit nécessairement se produire des cas où l'un d'eux

souffre, dans sa personne ou dans ses biens, de son contact avec la personne ou avec les biens des autres.

Ces occasions se multiplient à mesure que l'activité sociale se développe. En même temps qu'elle contribuait à l'amélioration du sort de l'humanité, la science créait de nouvelles sources de dommages. Les engins de plus en plus puissants qu'elle mettait à la disposition de l'industrie multipliaient les dangers pour la vie de ceux qui sont appelés à les manier ou que les circonstances placent dans le rayon de leur fonctionnement. La préoccupation est donc devenue de plus en plus pressante d'assurer une équitable réparation des dommages inséparables de toute activité.

Le juge s'y est essayé d'abord ; la doctrine est venue ensuite qui a tenté de systématiser les tendances qui se faisaient jour dans la jurisprudence ; puis, entrée dans cette voie, elle a pris hardiment un rôle de direction et les tribunaux ont fait pénétrer dans la vie pratique les idées nouvelles, auxquelles les juristes avaient donné une formule juridique.

Sans aspirer au rôle d'initiateur, nous voudrions apporter notre contribution à l'étude de la responsabilité en dégagant l'état actuel de la jurisprudence et de la doctrine sur la responsabilité du fait des choses. On assiste, en effet, depuis un peu plus d'un quart de siècle à une évolution des plus intéressan-

tes sur les conditions dans lesquelles est engagée la responsabilité d'une personne à raison des choses qu'elle a sous sa garde. Timide d'abord, elle s'est affirmée dans ces dix dernières années avec une autorité de plus en plus grande depuis que notre plus haute juridiction a paru y donner son adhésion. Les décisions les plus importantes ont été soigneusement analysées par les arrêtilistes. Nous avons pensé qu'il n'était pas sans intérêt de dégager les idées générales qui ont inspiré les solutions des tribunaux et d'en faire, si le mot ne paraît trop prétentieux, la synthèse.

En prenant pour thème de notre travail l'étude de la jurisprudence, nous obéissons aux tendances de la doctrine moderne, qui se sont si nettement affirmées dans les œuvres juridiques de ces dernières années. « Il faut, dit M. Esmein, que la doctrine prenne la jurisprudence pour son principal objet d'études ; elle ne perdra point pour cela son originalité et sa force ; elle acquerra, au contraire, une sève rajeunie et des floraisons nouvelles » (1).

Pour placer exactement dans son cadre — l'étude qui fait l'objet de ce travail, il est indispensable de la rattacher à ses origines historiques. Il nous faudra donc montrer tout d'abord comment s'est déga-

1. Esmein. *La Doctrine et la Jurisprudence. Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 11.

gée historiquement la notion de la faute, considérée comme élément essentiel de la responsabilité. Nous verrons ensuite sous l'empire de quelles idées a été rédigé le Code civil et quels principes il a consacré en cette matière. En examinant les diverses doctrines auxquelles son interprétation a donné jour, nous aborderons ce qui fait l'objet essentiel de cette étude. Nous terminerons enfin par un aperçu du travail législatif qui s'est fait en France et dans quelques pays étrangers sur cette matière si pratique de la responsabilité et nous nous demanderons si ce mouvement ne révèle pas un abandon des doctrines traditionnelles sur la faute et un acheminement vers une conception nouvelle, qui n'envisagerait plus la faute comme le moyen d'arriver à une répartition équitable des risques auxquels sont exposés les individus dans l'exercice de leur activité.

Cette étude comprendra donc cinq chapitres :

CHAPITRE I. — Développement historique de la notion de faute.

CHAPITRE II. — La doctrine du Code civil sur la responsabilité en général et spécialement sur la responsabilité du fait des choses.

CHAPITRE III. — Interprétation jurisprudentielle. Théories fondées sur la faute présumée.

CHAPITRE IV. — Doctrines modernes de la responsabilité sans faute.

CHAPITRE V. — Mouvement législatif en France et dans quelques pays étrangers sur la responsabilité du fait des choses.

CHAPITRE I

DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DE LA NOTION DE FAUTE

Pour tout juriste de l'école classique, c'est un axiome, c'est-à-dire une vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée, que la responsabilité civile a sa source dans une faute. Cette notion paraît avoir à ce point pénétré la conscience universelle que l'homme le plus étranger aux connaissances juridiques à qui on demande réparation d'un dommage, ne trouve pas meilleure réponse que d'invoquer l'absence de toute faute : Ce n'est pas de ma faute.

Quant au sens qu'il convient de donner au mot « faute » il manque un peu de précision. Cependant au milieu des divergences qui se manifestent dans les définitions proposées, il semble que, jusqu'à ces derniers temps, une idée commune se trouve invariablement, c'est celle qui voit dans la faute un manquement à un devoir imposé par le droit, que ce devoir résulte directement de la loi ou d'une convention : dans le premier cas, la faute est dite délictuelle ; elle est qualifiée contractuelle, lorsque l'obli-

gation à laquelle il a été manqué résultait de la convention.

La faute se manifeste, d'ailleurs, sous les formes les plus variées et il est difficile d'en donner une classification scientifique qui les englobe toutes (1).

Elle peut être intentionnelle, lorsque son auteur a agi dans le but de produire un résultat dommageable à autrui : elle prend alors le nom de délit, de dol ou de fraude. Elle peut avoir été commise sans intention de nuire et résulter d'une simple négligence ou imprudence : on la désigne alors plus spécialement sous le nom de faute. Mais, dans tous les cas, un fait dommageable ne peut être qualifié faute qu'autant qu'il émane d'un être conscient et raisonnable. L'acte d'un fou ne peut pas engager sa responsabilité (2).

Dans la réaction qui s'est produite dans ces derniers temps contre la notion de la faute, on a exagéré, pour mieux le combattre, son caractère sub-

1. M. Planiol a récemment tenté de ramener toutes les fautes à l'une des trois catégories suivantes : 1^o fautes contre l'honnêteté ; 2^o fautes contre l'habileté ; 3^o fautes contre la légalité (*Etudes sur la responsabilité* dans la *Revue Critique de législation et de jurisprudence*, 1905, p. 277 et suiv., 1906, p. 80 et suiv.). V. sur cette classification les observations de MM. César Bru et Morin dans les *Annales des Facultés de droit et des lettres d'Aix*, 1906, p. 63 et suiv.

2. Génys, *Risques et Responsabilité*, dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 838.

jectif, en prétendant voir dans la faute requise comme condition de la responsabilité un élément principalement psychologique et moral, impliquant chez l'auteur de la faute la volonté consciente du dommage causé. Il y a là certainement une erreur. « La faute n'est pas autre chose, dit M. Gény, qu'une erreur de conduite, une défaillance d'attitude, qui, normalement, s'apprécie d'après le type abstrait de l'homme droit et sûr de ses actes ». Comme il est impossible d'apprécier avec certitude l'état interne de l'esprit d'une personne au moment où elle agit, comme, d'autre part, une règle uniforme doit s'appliquer à tous les individus pris dans les mêmes circonstances, on est amené à apprécier la conduite individuelle de chacun d'après un modèle abstrait que le juge adapte aux circonstances de la cause (1).

Telle est la notion courante de la faute. Mais les idées qui nous paraissent les plus élémentaires ne sont souvent que le produit d'une lente transformation dans les conceptions de l'esprit humain. Les études d'ethnologie comparée nous montrent que certaines notions, considérées comme indiscutables, ne se sont dégagées que très lentement. A toute phase d'évolution d'un peuple correspond un ensemble d'idées universellement acceptées, mais qui se

1. Fromageot, *De la Faute comme source de la responsabilité en droit privé*, p. 39 et suiv.

modifient perpétuellement sous l'influence de besoins nouveaux, de changements dans ses conditions d'existence. C'est ce qui rend si décevante et si vaine la recherche d'un prétendu droit naturel immuable.

N'a-t-on pas découvert des peuplades où il est du devoir des enfants de supprimer leurs parents devenus vieux ou infirmes ? On les étonnerait assurément, si on leur disait qu'ils commettent le plus horrible des crimes. Mais, lorsque ces peuplades ouvertes aux conceptions d'une civilisation plus avancée, ont façonné leur manière de penser à celle qui leur a été enseignée, elles sont les premières à réprouver comme barbares les pratiques qui leur avaient paru dictées par le devoir le plus impérieux.

La notion de la responsabilité nous fournit un exemple frappant de ces modifications profondes, qui se produisent dans les conceptions juridiques. Il est d'autant plus intéressant à relever qu'alors que les peuples les plus civilisés se croyaient en possession d'une règle de droit définitivement établie et à l'abri de toute discussion, on vient affirmer aujourd'hui que la notion de la faute est une notion vieillie dont il faut débarrasser le droit civil pour la cantonner dans le domaine du droit criminel. Des jurisconsultes éminents avaient pensé pourtant que le progrès du droit se ferait par une analyse de plus en plus raffinée de la notion de la faute. « Maintenir l'équilibre entre la gravité de la peine et le degré de

la faute est la mission la plus élevée de la justice », écrivait Ihéring (1). « Proposition d'une éternelle vérité » ajoutait-il. Et pourtant nul plus que lui n'aurait dû se défier de ces formules de vérité éternelle, car nul n'a mieux montré qu'à toutes les époques le droit obéit aux conditions générales dans lesquelles vit le peuple qu'il est destiné à régir. Les solutions du droit doivent toujours s'inspirer du but à atteindre. Et, comme le but auquel aspire l'humanité se modifie sans cesse, le droit doit sans cesse se modifier, pour satisfaire, de la façon la plus adéquate, aux besoins présents.

A peine avait-il proclamé comme une vérité éternelle que la faute doit être la source et la mesure de la responsabilité que Ihéring s'attachait à montrer que, chez les peuples primitifs et notamment chez le peuple romain, le droit donne à sa proposition un énergique démenti. Tout le système des délits privés a été, en effet, construit en dehors de l'idée de faute. Comment expliquer, par exemple, avec nos idées modernes, l'extinction de l'action par la mort de la victime qui nous est attestée pour le droit primitif par des témoignages certains ? Comment justifier les peines qui atteignent l'impubère dans le

1. *De la faute en droit privé* (trad. de Meulenaëre, p. 9). C'est aussi l'opinion de M. Planiol, *loc. cit.*, et de M. Hauriou, note au Sirey, 1905. 3. 113.

régime primitif des Douze Tables, abstraction faite de toute question d'imputabilité ? Comment concilier avec la notion de la faute la disproportion existant entre l'amende dont le coupable était frappé et sa culpabilité subjective, pourquoi le *fur manifestus* fut-il primitivement attribué à la victime, qui pouvait le vendre comme esclave et plus tard frappé de la peine du quadruple, alors que le *fur nec manifestus* se libérait par la prestation du double de la valeur de la chose volée ?

Pourquoi celui qui était trouvé en possession d'un objet volé se voyait-il exposé à une amende très lourde, sans qu'on eût à se préoccuper de sa bonne ou de sa mauvaise foi ?

Pourquoi, dans le système des *actions noxales* le possesseur actuel de l'auteur du dommage pouvait-il seul être recherché, alors qu'aucun rapport de droit n'existait entre eux au moment du délit et qu'on ne pouvait par conséquent lui reprocher aucune faute ?

Tous ces résultats et bien d'autres encore qu'il est inutile de rappeler ici, ont été expliqués de la façon la plus heureuse par l'idée de vengeance. Celui qui est lésé dans sa personne ou ses biens ne se préoccupe pas de savoir si l'auteur du dommage a agi en connaissance de cause. Son premier mouvement est de rendre le mal pour le mal. La vengeance sera d'autant plus vive que le ressentiment sera plus violent : ainsi se comprend la différence que fait le droit en-

tre le voleur pris sur le fait et celui qui est déjà hors d'atteinte lorsque le vol est découvert. Qu'importe à la victime que l'auteur du dommage soit ou non privé de ses facultés intellectuelles. L'homme dominé par la passion ne raisonne pas ; il frappe qui l'a frappé. On a remarqué très ingénieusement que les peuples primitifs ressemblent à cet égard à l'enfant qui frappe avec acharnement la pierre qui a causé sa chute.

Si la réparation se mesure sur le ressentiment, elle doit cesser lorsque meurt la victime, puisqu'elle emporte avec elle dans la tombe le désir de vengeance qui l'animait.

Tout le système des *actions noxales* s'éclaire à son tour, si on le rattache à cette base. La victime du dommage se venge sur la personne ou la chose, qui a causé le préjudice en quelque endroit qu'elle la trouve.

De même le mode de réparation des délits privés, qui nous paraît aujourd'hui si surprenant, puisqu'il aboutissait non seulement à indemniser la victime, mais à lui procurer un bénéfice sous forme d'amende, se comprend très bien, lorsqu'on le rattache au sentiment qui anime celui qui a subi une lésion de son droit. Dans l'aveuglement de la passion, il ne lui suffit pas d'une réparation des conséquences dommageables, il exige une satisfaction personnelle pour

apaiser son désir de vengeance, une peine pécuniaire.

On a relevé d'autre part, dans la procédure primitive des Romains, des dispositions nombreuses qui frappent d'une même peine la partie qui succombe, sans distinguer si elle a ou non commis une faute. En soutenant devant la justice ce qu'elle a pu établir, elle a eu tort ; coupable ou innocente, elle doit être punie (1).

Est-il besoin de rappeler enfin la disposition du droit primitif qui frappait de la peine du double celui qui avait Mancipé une chose qui ne lui appartenait pas et dont l'acquéreur venait à être évincé ? Il aurait vainement essayé de se justifier : qu'il fut de bonne ou de mauvaise foi, il était exposé à l'action *autoritatis*, qui frappait le fait matériel de la Mancipation de la chose d'autrui.

Mais il est inutile d'insister davantage sur des notions acceptées aujourd'hui à peu près comme indiscutables (2).

Ce qu'il faut observer pour donner à ces indica-

1. V. Ihéring, *La faute en droit privé*, p. 16 et s.

2. V. notamment, outre Ihéring, op. cit., et *Esprit du droit romain* (trad. de Meulenaere), p. 132 ; Girard, *Actions noxales*, *Nouvelle revue historique*, 1886, p. 230 et s. ; 1888, p. 36 et s. ; et *Manuel de Droit romain*, p. 395 et suiv. ; Cuq, *Institutions juridiques des romains*, t. I p. 332 et suiv.

tions sommaires toute leur portée, c'est que cet état de choses se trouve à peu près identique chez tous les peuples primitifs (1). Il paraît donc avéré que, dans la première phase de son développement le droit ne fondait pas la responsabilité sur la faute. « On ne se préoccupe nullement de la culpabilité de l'agent, dit M. Cuq (2) : que le tort ait été commis par un être humain ou par un animal ; qu'une blessure ait été faite intentionnellement ou par mégarde il n'importe. La passion est aveugle ; sous l'empire de la douleur ou de la colère, la victime ne songe qu'à tirer vengeance du tort qu'elle a subi, quel qu'en soit l'auteur et quelle qu'en soit la cause. »

Le progrès du droit a consisté à faire pénétrer la notion de la faute dans les rapports juridiques, à la fois comme condition et comme mesure de la responsabilité. On la rencontre bientôt dans tous les rapports de droit, qu'ils naissent de la propriété ou du contrat ; elle y prend le nom de *mala fides*, de

1. On consultera par exemple : pour le droit celtique, d'Arbois de Jubanville, *Etudes sur le droit celtique* ; pour le droit germanique, Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, I § 21 et 22 ; pour le droit scandinave von Amira, *Nordgermanisches Obligationenrecht*, t. I, § 54 et suiv. ; t. II § 43 et suiv. ; pour le droit des populations iraniennes du Caucase, Kowalewski, *Coutume contemporaine et loi ancienne*, p. 237 et s. ; Adde, Dareste, *Etudes d'histoire du droit*, *passim*.

2. *Institutions juridiques des Romains*, t. I, p. 335.

dolus, de *culpa*, de *mora*. Lorsque l'action née du rapport de droit n'a pas suffi, une action de délit particulière a été créée pour assurer la réparation de la faute commise.

Mais c'est surtout dans le domaine propre des délits privés que le développement de la notion de la faute a pris une importance capitale. L'idée essentielle qu'ont dégagée les jurisconsultes romains, c'est qu'il n'existe pas de délit sans faute. La loi *Aquilia* d'où est sorti tout le développement juridique qui a abouti à notre article 1382 ne donnait une action à la victime du dommage qu'autant que l'auteur du fait dommageable s'était rendu coupable d'un dol ou d'une faute. *Injuria autem accidere intelligitur*, dit Gaius (1), *cujus dolo aut culpa id acciderit; nec ulla alià lege damnum quod sine injurià datur, reprehenditur; itaque impunitus est qui sine culpa et dolo malo casu quodam damnum comittit*.

La loi *Aquilia* n'atteint donc que le dol ou la faute; mais elle atteint la faute même la plus légère: *in lege Aquilia et culpa levissima venit*, dit Ulpien (2).

La faute ne pouvant émaner que d'un être conscient, le dommage causé par un fou ne peut lui être imputé (3). De même les enfants, tant qu'ils ne sont

1. *Inst.* 3, § 211. V. aussi Justinien, *Inst.* 4, 3, § 3 et 14.

2. *Dig.* IX, 2, *Ad legem Aquiliam*, 44 pr.

3. *Dig.* IX, 2, 5, § 2; — XXVI, 7, 61 *in fine*.

pas parvenus à l'âge où ils peuvent discerner le caractère injuste de leurs actions, ne peuvent en être rendus responsables.

Cesont les mêmes principes qui ont encore amené les jurisconsultes romains à écarter la responsabilité dans tous les cas où l'auteur du dommage n'a agi que sous l'empire de la nécessité (1).

Ils ont même parfois poussé trop loin la subtilité dans l'analyse de la notion de la faute en l'appliquant aux actes des animaux et en distinguant, pour rendre le maître responsable des dommages qu'ils avaient causé, selon qu'ils avaient agi *secundum* ou *contra naturam sui generis* (2). Mais ils ont abandonné cette idée : *nec enim potest animal injuriâ fecisse*, dit Ulpien (3), *quod sensu caret*.

Ce n'est que dans des cas tout spéciaux et pour des motifs d'intérêt public que le droit romain de l'époque classique admet une responsabilité sans faute. Il en est ainsi notamment dans le cas où un objet tombe d'un appartement et blesse un passant : le prêteur a donné à la victime une action de *effusis et dejectis*, contre celui qui occupe l'appartement d'où est tombé l'objet, sans qu'elle ait à démontrer sa faute. Ulpien en donne cette raison : *publice enim*

1. V. Notamment *Dig.* IX, 2, 29, § 3 et 49, § 1 ; XLIII, 24, 7, § 4.

2. V. notamment, *Dig.*, IX, 1, 1 § 11.

3. *Dig.* IX, 1, 1 § 3.

utile est sine metu et periculo per itinera commeari(1).

On peut encore signaler l'action donnée par l'édit contre les publicains à raison des vols ou des dommages causés par le personnel : l'action est donnée contre eux *sine noxa deditione*(2). Il en est de même de l'action *furti* contre les *nautæ, caupones, tabularii*.

Il est intéressant de noter l'explication que donnent les jurisconsultes de ces exceptions au principe général : elles sont motivées par des raisons d'intérêt public. C'est ce motif qui a fait apporter dans le droit moderne des dérogations de plus en plus larges à la nécessité de la faute comme condition de la responsabilité. C'est par lui que certains juristes essaient de justifier leurs conceptions nouvelles en matière de responsabilité du fait des choses.

*
* *

La notion de la faute, comme élément de la responsabilité, dégagée par les jurisconsultes romains a pénétré dans toutes les législations, soit sous leur influence directe, soit par un développement interne qui a suivi une évolution analogue. En France, particulièrement, au sortir de la période barbare, où le sentiment de la vengeance paraît avoir inspiré comme à Rome la réparation des délits (3), l'influence ro-

1. *Dig.* IX, 3. 1 § 1.

2. *Dig.* XXIX, 4, 1.

3. V. Brissaud, *Cours d'histoire générale du droit français public et privé*, t. II, p. 1367.

maine provoque une atténuation progressive des peines privées et la pénétration de la notion de faute comme mesure de la responsabilité. C'est surtout dans le domaine de la responsabilité contractuelle que nos anciens commentateurs se sont exercés à découvrir la pensée des jurisconsultes romains et à édifier une théorie rationnelle des fautes. Leur analyse parfois subtile est malheureusement gâtée par un raisonnement purement scolastique, qui leur fait perdre de vue les besoins de la pratique et les principes théoriques. Bigot Préameneu avait pu dire dans l'Exposé des motifs du Code civil que leur doctrine était plus ingénieuse qu'utile (1). Exception doit être faite pourtant pour les théories remarquables de Doneau au xvi^e siècle et de Lebrun au xviii^e siècle, qui ont servi de point de départ aux juristes allemands du siècle dernier dans leur reconstitution de la théorie romaine de la faute contractuelle (2).

Quant à la responsabilité délictuelle, elle est toujours rattachée à la faute, comme à sa source exclusive. Domat, jurisconsulte philosophe, celui que Boileau appelait le restaurateur de la raison dans la jurisprudence, s'exprime à cet égard dans des termes

1. Loqué, *Législ. civ.*, t. XII, p. 326.

2. V. un exposé sommaire des doctrines de l'ancien droit en matière de responsabilité contractuelle dans Fromageot, *La faute en droit privé*, p. 182 et s.

qui ont servi de modèle aux rédacteurs du Code civil.

« Toutes les pertes et tous les dommages qui peuvent arriver par le fait de quelque personne, écrit-il, soit imprudence, légèreté, ignorance de ce qu'on doit savoir, ou autres fautes semblables si légères qu'elles puissent être, doivent être réparées par celui dont l'imprudence ou autre faute y aura donné lieu » (1). La nécessité d'une faute se trouve répétée quelques lignes plus loin lorsque Domat exonère de toute responsabilité l'auteur d'un fait, innocent en lui-même, qui a causé un dommage par suite d'un événement fortuit. S'il arrive quelque dommage, dit-il, par une suite imprévue d'un fait innocent, sans qu'on puisse imputer de faute à l'auteur de ce fait, il ne sera pas tenu d'une telle suite, car cet événement aura quelque cause jointe à ce fait, soit l'imprudence de celui qui aura souffert le dommage ou quelque cas fortuit. Et c'est ou à cette imprudence ou à ce cas fortuit que le dommage doit être imputé (2).

Il ajoute, d'autre part (3), que toujours par application de l'idée de faute que « si le cas fortuit est une suite d'un fait illicite et qu'il en arrive quelque dommage, celui dont le fait y a donné lieu en sera

1. Domat, *Lois civiles*, liv, II, tit. 8, sect. 4, n° 1.

2. *Ibid.*, n° III.

3. *Ibid.*, n° X, V. aussi *Ibid.*, tit. IX.

tenu à plus forte raison que si le cas fortuit n'était que la suite de quelque imprudence ».

Un siècle plus tard, un jurisconsulte plus modeste Bourjon rattache également à la faute la responsabilité de l'auteur d'un dommage. Dans les chapitres de son *Droit commun de la France* dans lesquels il examina les différentes hypothèses où la responsabilité peut être engagée, il la rattache soit à l'impéritie soit au défaut de prévoyance de l'agent. Mais la faute y est toujours considérée comme la cause de la responsabilité, qui est écartée toutes les fois que le dommage ne peut être rattaché qu'à un cas fortuit (1).

Quelques-unes des dérogations que le droit romain avait admises pour des motifs d'utilité pratique se trouvent également reproduites par les anciennes coutumes ou les commentateurs, appuyées sur les mêmes raisons. C'est ainsi que lorsqu'un objet a été jeté d'une fenêtre et a blessé un passant, la victime a une action contre celui qui habite l'appartement d'où l'objet a été lancé. On donne même une action subsidiaire contre le propriétaire de la maison, si celui-ci y habite (2).

1. Bourjon. *Droit commun de la France*, liv. 6, tit. III, chap. V à VIII.

2. Domat. *Lois civiles*, liv. 2, tit. VIII, sect. I § 1. — Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. 6, tit. III, chap. V, sect. I, § 4.

« Celui qui habite une maison, dit M. Domat (1), soit le propriétaire, locataire ou autre, est tenu du dommage que peut causer ce qui est jeté ou répandu de quelque endroit de cette maison, soit de jour ou de nuit. Et il en doit répondre à celui qui aura souffert le dommage, soit que ce fût lui-même qui eût jeté ou quelqu'un de la famille ou de ses domestiques même en son absence et à son insu ».

Il est intéressant, pour en finir avec ces notions historiques, de noter la préoccupation qu'ont eu les juristes dans tous les temps d'assurer d'une manière particulière la réparation des dommages causés par les animaux ou par la chute d'un bâtiment.

Le droit romain avait créé des actions spéciales contre le propriétaire de certains quadrupèdes, en l'obligeant à réparer le dommage ou à faire abandon de l'animal. Les actions de *pauperie* et de *pastu* sont déjà connues à l'époque des Douze Tables et furent complétées plus tard par des actions spéciales.

Quant au dommage causé par la chute d'un bâtiment, le droit romain primitif avait déjà permis au voisin d'en obtenir la réparation par une action de la loi spéciale dont nous parle Gaius (2), mais dont nous ignorons l'objet exact. Plus tard, le préteur

1. *Lois civiles*, liv. 2, tit. VIII, sect. I, n° 1.

2. Gaius, IV, 31.

permet à quiconque était menacé par la ruine d'un bâtiment d'exiger du propriétaire la promesse de réparer le dommage éventuel (*cautio damni infecti*), qui résulterait d'un vice du bâtiment. Le dommage survenant, le stipulant n'avait aucune preuve à fournir pour en obtenir la réparation. Le propriétaire pouvait seulement se soustraire à cette obligation en établissant que la chute du bâtiment avait sa cause dans une force étrangère comme le vent, une inondation, un tremblement de terre (1).

Nos anciens auteurs ont eu également leur attention attirée par cette double source de dommages.

« L'ordre qui lie les hommes en société, dit Domat (2), ne les oblige pas seulement à ne nuire en rien par eux-mêmes à qui que ce soit, mais il oblige aussi chacun à tenir tout ce qu'il possède en un tel état que personne n'en reçoive ni mal ni dommage, ce qui renferme le devoir de contenir les animaux qu'on a en sa possession, de sorte qu'ils ne puissent ni nuire aux personnes, ni causer dans leurs biens quelques pertes ou quelque dommage. » Il n'est plus question des actions spéciales créées par la loi romaine pour les dommages causés par les animaux mais il semble bien qu'on dispense la victime de prouver la faute du propriétaire.

1. Dig. XXXIX, 2, *De damno infecto*, 24, 3.

2. Domat. *Lois civiles*. Liv. II, tit. 8, sect. 3.

En ce qui concerne la réparation des dommages que la chute d'un bâtiment peut causer aux propriétés voisines, nos anciens jurisconsultes ont essayé de « tourner et accommoder » selon l'expression de Domat, la ressource que leur donnait le droit romain. Il ne peut être question d'une stipulation imposée par voie d'autorité qui était le produit de l'organisation judiciaire romaine. Mais le propriétaire du bâtiment qui menace ruine peut être mis en demeure de le démolir ou de le réparer, et faute par lui d'obtempérer à cette sommation, les intéressés peuvent obtenir l'autorisation de procéder eux-mêmes aux travaux de réfection. La sommation avait en outre pour effet d'obliger le propriétaire à réparer le dommage qui pourrait résulter de la chute du bâtiment, alors, que, si elle n'avait été faite, il eût pu se libérer par l'abandon du terrain et des matériaux (1). Cette faculté d'abandon disparut, d'ailleurs, à la fin de notre ancien droit, et à l'époque de Bourjon, il n'est même plus nécessaire de faire une sommation préalable pour que le propriétaire soit tenu d'indemniser le voisin à qui la chute d'un bâtiment peut avoir causé le dommage. Cette obligation, Bourjon la fonde sur ce que chacun doit entretenir et jouir de son bien de façon qu'il ne nuise pas aux autres. Mais, si la responsabilité est encourue de plein droit, sans que

1. Domat, liv. II, tit. 8, sect. 2.

la victime ait aucune preuve à fournir, elle peut être écartée par la preuve que fera le propriétaire d'un cas fortuit ou de force majeure. « Cette action cesse, dit Bourjon (1), en plusieurs cas ; en effet, lorsque la chute de la cheminée ou de l'entablement n'est arrivée que par une force majeure et sans qu'il y ait de la faute du propriétaire, l'action qu'on examine n'a pas lieu ; c'est la faute qui la fonde ; elle cesse avec elle, et on ne peut en ce cas en imputer aucune au propriétaire de la maison, nul n'étant garant des forces majeures ; la victime d'un pareil accident est beaucoup à plaindre ; mais le propriétaire n'étant pas à blâmer, ne peut être tenu d'aucune action. »

Toutefois, si une faute avait précédé le cas fortuit ou la force majeure la présomption serait contre le propriétaire : « et c'est exacte justice, dit Bourjon, que d'admettre l'action en ce cas. »

1. *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. 3, chap. 6.
sect. n° 1 et suiv.

CHAPITRE II

LA DOCTRINE DU CODE SUR LA RESPONSABILITÉ EN GÉNÉRAL ET SPÉCIALEMENT SUR LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSSES

Théorie fondée sur la faute prouvée

Ce n'est pas adresser une critique aux rédacteurs du Code civil que d'affirmer qu'ils n'ont pas été des novateurs. Juristes avisés, praticiens fort au courant des affaires, ils ont voulu avant tout doter la France d'un Code simple, clair et précis, et il n'est pas téméraire de prétendre qu'ils y ont réussi. Ils ont eu d'admirables guides dans Domat, d'Aguesseau et Pothier. C'est la doctrine de ces jurisconsultes qu'ils ont fait passer dans le Code. Il serait donc bien étrange qu'ils aient eu, en matière de responsabilité, une opinion différente de celle qui avait cours alors dans la doctrine et dans la pratique, et qui faisait reposer la responsabilité sur la faute. S'ils avaient voulu introduire un principe nouveau, ils n'auraient pas manqué de le dire. Nous les voyons, au contraire, formuler, dans des termes qui ne paraissent laisser aucun doute à des esprits non prévenus, la doctrine

traditionnelle, dégagée peu à peu par les jurisconsultes romains et par les anciens auteurs. L'article 1382 rattache, en effet, expressément la responsabilité à la faute. « Tout fait quelconque de l'homme, dit ce texte, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » Tel est le principe.

Lorsqu'on se reporte aux travaux préparatoires, on s'aperçoit que les articles 15 à 20 du titre des « Engagements qui se forment sans convention », qui correspondent aux articles 1382 à 1389, n'ont donné lieu qu'à des observations très brèves, dans lesquelles on a présenté les dispositions proposées comme des règles d'équité en complète harmonie avec les solutions de la pratique. Les procès-verbaux de la discussion au Conseil d'Etat, qui eut lieu les 2 et 16 frimaire an XII (24 nov. et 8 déc. 1803) ne mentionnent aucune discussion de principe. On se borna à supprimer comme inutiles les articles 16 et 17 qui prévoyaient le cas qu'avaient discuté nos anciens commentateurs d'un dommage causé par un objet jeté d'un appartement. A propos de l'article 20 (devenu l'article 1836, Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély) proposa de substituer les simples mots « par sa faute » à la formule « par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de la construction », de peur qu'en énonçant quelques cas la loi ne parût décharger de la responsabilité pour les autres suivant la

règle *inclusio unius est exclusio alterius*. Il ne fut pas donné suite à sa proposition.

Après la communication officieuse au Tribunat, des changements de rédaction ne touchant pas au fond du droit furent opérés au texte primitif. Treilhard présenta la nouvelle réduction dans la séance du 5 pluviôse an XII (26 janvier 1804). C'est le texte adopté dans cette séance qui a passé dans le Code. Il ne fut fait aucune observation.

Quelques jours plus tard, le 9 pluviôse an XII, Treilhard présentait au Corps législatif le titre « Des engagements qui se forment sans convention », où se trouvent compris les articles 1381 à 1386, relatifs aux délits et quasi-délits. Ses observations furent brèves. « Celui qui, par son fait, a causé du dommage, disait-il est tenu de le réparer ; il est engagé à cette réparation, même quand il n'y aurait de sa part aucune malice, mais seulement négligence ou imprudence : c'est une suite nécessaire de son *délit* ou *quasi-délit*. Il offrirait lui-même cette réparation, s'il était juste comme il l'exigerait d'un autre s'il avait éprouvé le dommage. » Puis, après avoir repoussé avec indignation l'opinion de ceux qui contiennent que le prodigue ne pourrait pas s'obliger par ses délits, il ajoute : « Le principe une fois établi, nous n'avons eu qu'une disposition à ajouter ; c'est qu'on est responsable non seulement du dommage qu'on a causé par son propre fait, mais encore de celui qui

a été causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. » Il entre ensuite dans quelques détails sur la responsabilité à raison du fait des personnes dont on doit répondre, et garde un silence complet sur la responsabilité du fait des choses.

Un rapport était fait au Tribunat la semaine suivante, le 26 pluviôse an XII, par Bertrand de Greuille. Il y affirma à nouveau la responsabilité de celui qui, par négligence ou imprudence, cause un dommage à autrui. « Ce n'est pas trop exiger de lui, dit-il, que de l'astreindre à quelques sacrifices pécuniaires pour l'entière indemnité de ce qu'il a fait souffrir par son peu de prudence ou son inattention. C'est dans ce défaut de vigilance sur lui-même qu'existe la faute, et c'est cette faute qu'on appelle ce droit quasi-délit, dont il doit réparation. » Il justifie ensuite la responsabilité à raison du fait des personnes qui sont sous la dépendance d'un autre, puis celle du propriétaire d'une animal ou de celui qui s'en sert. Incidemment, il observe que, « dans la thèse générale, rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire impunément à un autre ». C'est par suite de cette incontestable vérité que le dernier article du projet décide que le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage qu'il a causé par sa ruine... » ; mais, pour donner à sa formule sa véritable portée,

il ajoute : «... lorsqu'elle est arrivée par le défaut d'entretien ou par le vice de construction ».

Devant le Corps législatif, le tribun Tarrible, orateur du Tribunat, soutenait le projet par les mêmes arguments. « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, disait-il, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un : s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort, dont chacun doit supporter les chances ; mais, s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation. C'est à ce principe que se rattache la responsabilité du propriétaire, relativement aux dommages causés par les animaux, ou par la ruine d'un bâtiment mal construit ou mal entretenu. C'est au même principe que se rattache encore la responsabilité plus importante prononcée par l'article 17 (responsabilité du fait des personnes)... » Il ne dit rien de la responsabilité du fait des choses.

Ainsi, après avoir parcouru les travaux préparatoires, on peut affirmer que les rédacteurs du Code, se conformant d'ailleurs à la tradition, ont donné comme base à la responsabilité, la faute de l'agent. Le principe est posé par les articles 1382 et 1383 et domine tout le chapitre des délits et quasi-délits. Si l'exigence d'une faute n'est pas expressément requise par les articles suivants, elle est nettement supposée

par les explications dans lesquelles sont entrés les rédacteurs du Code.

Si l'on analyse de plus près les dispositions du Code, on s'aperçoit que le législateur a considéré que la responsabilité d'une personne pouvait être engagée soit par son propre fait, soit par le fait d'autrui, soit par le fait de choses dont elle a l'usage.

Lorsque le dommage résulte du fait personnel de celui à qui on en demande la réparation, le demandeur est tenu de prouver à la fois la faute du défendeur, le préjudice subi et la relation de cause à effet entre la faute et le dommage.

Lorsque le dommage résulte du fait d'une des personnes dont une autre est légalement responsable, la victime n'a plus à démontrer la faute du civilement responsable. On a dit qu'en pareil cas, la loi avait imposé à celui-ci une sorte de cautionnement obligatoire (1) ou encore un mandat légal (2). Il est préférable de dire que la loi a présumé qu'il y a faute de sa part à ne pas avoir surveillé comme elle devait les personnes placées sous sa garde (3). Ce

1. Toullier, t. II, n° 271. — Larombière sur l'article 1384, n° 35.

2. Chironi. *La culpa extracontrattuale*. — V. la critique de cette opinion dans Orlando, *Saggio di una nuova teoria sul fondamento della responsabilita civile*, p. 39 et suiv.

3. Aubry et Rau, t. IV, § 446. — Sourdat, t. II, n° 751 et suiv.

qui prouve d'une manière incontestable que tel est bien le point de vue du législateur, c'est que cette responsabilité peut être écartée par celui à qui la loi l'impose, à la condition d'établir qu'il n'a pu empêcher le fait qui y donne lieu (art. 1384, al. 5). Si les maîtres et commettants ne sont pas recevables à fournir cette preuve, il a été expliqué, dans les travaux préparatoires, que cette rigueur avait pour cause la double faute dont ils sont présumés coupables : tandis que les autres surveillants légaux ne peuvent avoir commis qu'une *culpa in vigilando*, les maîtres et commettants peuvent en outre être recherchés à raison du mauvais choix de leurs commis et préposés *culpa in eligendo*. Quelque peu satisfaisante que soit cette explication au point de vue théorique, c'est certainement celle qui a inspiré les rédacteurs du Code : c'était l'idée de Pothier et des anciens auteurs (1).

1. Voici notamment ce que disait Pothier : On rend aussi les maîtres responsables des torts causés par les délits et quasi-délits de leurs serviteurs ou ouvriers qu'ils emploient à quelque service. Ils le sont même dans le cas où il n'aurait pas été en leur pouvoir d'empêcher le délit ou quasi-délit, lorsque les délits ou quasi-délits sont commis par lesdits serviteurs ou ouvriers dans l'exercice des fonctions auxquelles ils sont employés par leurs maîtres quoique en l'absence de leurs maîtres : ce qui a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques. *Traité des obligations*, 1^{re} partie, ch. I, sec. II, § 2. — V. aussi Bourjon. *Droit commun de la France*, liv. VI, tit. III, chap. VII, sec. II.

C'est celle qu'exprimait Theilhard, dans les travaux préparatoires, lorsqu'il disait : « ainsi réglée, la responsabilité civile est de toute justice. Ceux à qui elle est imposée ont à s'imputer pour le moins, les uns de la faiblesse, les autres de mauvais choix, tous de la négligence. Heureux si leur conscience ne leur reproche pas d'avoir donné de mauvais principes et de plus mauvais exemples ». Et Bertrand de Greuille ajoutait de son côté : « le maître n'a-t-il pas à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants ou maladroits ? Et serait-il juste que des tiers demeurent victimes de cette confiance inconsiderée qui est la cause première, la véritable source du dommage qu'ils éprouvent ». Une faute est donc à la base de la responsabilité du maître, telle que l'ont comprise les auteurs du Code.

C'est le même point de vue qui les a guidés lorsqu'ils se sont occupés de la responsabilité du fait des choses. Deux textes spéciaux prévoient : l'un celle qui résulte du fait des animaux, l'autre celle qui a sa cause dans la ruine d'un bâtiment.

Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit qu'il fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. Telle est la disposition formelle de l'article 1385. Il résulte incontestablement de ce texte que celui qui se prétend lésé par le fait d'un animal est en droit de demander

réparation du préjudice subi sans avoir à démontrer la faute du propriétaire ou du gardien de l'animal (1) : à la seule condition d'établir d'une façon précise que le dommage est résulté directement du fait de l'animal (2), il obtiendra la réparation demandée. La faute du maître de l'animal est présumée. Le texte ne le dit pas expressément. Mais on est d'accord pour convenir que l'article 1385 serait sans aucune utilité, s'il exigeait la preuve d'une faute, car le principe posé dans les articles 1382 et 1383 aurait suffi.

On s'est seulement demandé si la présomption de faute édictée par la loi admet ou non la preuve contraire. Il est certain que la responsabilité de celui qui a l'usage de l'animal cesse lorsque le dommage n'a eu lieu que par suite d'un événement fortuit ou de force majeure, ou comme conséquence d'une faute imputable à celui qui l'a éprouvé. Ce qui est plus douteux, c'est que le maître de l'animal soit admis à décliner toute responsabilité en prouvant simplement qu'il ne s'est rendu coupable d'aucune faute et qu'il a fait tout ce qui lui était possible pour empêcher le dommage.

1. Nous nous servons de ces expressions un peu vagues pour nous dispenser d'examiner de plus près les personnes responsables d'après les termes de l'article 1385. Nous n'avons pas à faire ici le commentaire de ce texte. Il nous suffit d'en déterminer la place dans le système général du Code.

2. Req. 29 janvier 1906. D. P. 1907. 1. 71.

La jurisprudence et la doctrine avaient d'abord paru hésitantes. Mais l'opinion qui considère la présomption de l'article 1385 comme absolue, a définitivement triomphé devant les tribunaux (1) et paraît approuvée par la majorité des auteurs (2).

Ce ne sont pas seulement les animaux qui peuvent nuire par leur propre fait ; les choses inanimées peuvent, elles aussi, indépendamment de toute action directe de la personne, occasionner des dommages. Ainsi une maison qui s'écroule peut blesser des passants et endommager les propriétés voisines ; une machine qui fait explosion cause parfois de véritables désastres dans le personnel ouvrier employé dans l'usine. A qui incombe la responsabilité ?

Depuis l'époque romaine la plus reculée, les dommages causés par la ruine d'un bâtiment ont fait l'objet de dispositions spéciales destinées à les prévenir ou à en assurer la réparation (*V. supra*). Les rédacteurs du Code se sont également occupés de cette source de responsabilité. Ils ont rompu avec la

1. Cass., 27 octobre 1885. S. 86. I. 33. — 9 mars 1886. S. 86. I. 244. — 8 janv. 1894. D. P. 94. 1403. — 29 mai 1902. D. P. 1903. I. 614. — 28 nov. 1904. D. P. 1905. I. 253. — *Contra* : Montpellier, 23 juillet 1886. S. 67. 2. 220.

2. Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 448, p. 771. — Larombière, sur l'article 1385, n° 9. — Baudry-Lacantinerie et Barde, t. IV, n° 2.946 et suiv. *Contra* : Colmet de Santerre, t. V, 366 bis, II. — Sourdat, t. II, n° 1101.

tradition qui autorisait les voisins à se faire garantir préventivement contre les dangers auxquels les exposait la ruine imminente d'un bâtiment. Ils se sont bornés à ouvrir une action en responsabilité au profit de ceux qui auraient à en souffrir. L'article 1382 aurait sans doute suffi à cet effet ; mais l'article 1386 leur fait une situation plus avantageuse, en les dispensant de prouver une faute précise du propriétaire, en exigeant seulement la preuve d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction. Cette preuve fournie, la responsabilité du propriétaire du bâtiment se trouvera engagée de plein droit.

En prouvant le défaut d'entretien ou le vice de construction, on fait généralement la preuve d'une faute. Il est vrai que le bâtiment peut avoir été mal construit sans que le propriétaire soit en faute, soit qu'il ait acheté la maison toute faite, soit qu'il ait eu recours à un architecte ou à un entrepreneur en qui il devait avoir toute confiance. Il n'en est pas moins certain qu'en énonçant le défaut d'entretien et le vice de construction, les rédacteurs de la loi ont cru donner comme base à la responsabilité du propriétaire une faute personnelle.

La preuve s'en trouve dans la proposition que faisait Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély) de substituer les mots « par sa faute » aux mots « par suite du défaut d'entretien ou du vice de construction ». La proposition ne fut pas acceptée parce que,

dit Malleville (1), « il est difficile de concevoir d'autres cas que ceux expliqués dans l'article qui puissent rendre le propriétaire garant ». Preuve manifeste que le législateur n'a pas vu d'autre base de la responsabilité du propriétaire qu'une faute qui lui est imputable (2). Si la faute n'est pas établie directement, la loi la présume.

Mais, en dehors de la responsabilité spéciale du propriétaire d'un bâtiment, existe-t-il une responsabilité du fait des choses inanimées ? La pensée des rédacteurs du Code est restée à cet égard quelque peu obscure. Ils n'ont pas expliqué le sens de la formule qu'ils ont employée dans l'article 1384, alinéa 1, en déclarant qu'on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde.

Ont-ils voulu faire allusion à la responsabilité du fait des animaux ? Il serait assez logique de le supposer. Les dispositions du Code se développèrent ainsi dans un ordre méthodique. L'article 1384, alinéa 1, pose le principe de la responsabilité pour le fait des personnes ou des choses que l'on a sous sa garde. La fin de l'article en fait application aux personnes ; l'article 1385 l'applique aux animaux. Ce

1. V. à cet égard les concl. de M. Sarrut, D. P. 97. 1. 440.

2. *Analyse raisonnée de la discussion du C. civ.*, t. III, p. 153.

qui confirme dans la pensée que la formule de l'article 1384, alinéa 1, ne s'applique qu'aux personnes et aux animaux, c'est, d'une part, que la disposition de l'article 1385 formait, dans la rédaction primitive, le dernier alinéa de l'article qui le précédait et qui contenait ainsi, dans un seul contexte, le développement du principe posé par le premier alinéa. C'est, d'autre part, le sens grammatical et logique des mots : le mot « fait » appliqué aux personnes suppose un mouvement actif de l'agent ; appliqué aux choses dans le même membre de phrase, il doit avoir le même sens et ne peut par conséquent viser que des choses capables de se mouvoir elles-mêmes.

On n'a pas affaibli la portée de cet argument, lorsqu'on a remarqué que l'article 1385 est plus extensif que l'article 1384 et ne peut par conséquent en être l'application, puisqu'il édicte la responsabilité du propriétaire ou de l'usager d'un animal, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. La même objection pourrait être faite en ce qui concerne les mêmes personnes, car les alinéas 2, 3, 4 de l'article 1384 édictent la responsabilité des pères et mères, des instituteurs et artisans, des maîtres et commettants, alors même que la personne dont elles doivent répondre ne serait pas directement sous leur garde, alors que l'alinéa 1 ne rend responsable que du fait des personnes que l'on a sous sa garde. Le législateur a posé ce principe général. Il

en a ensuite développé les conditions d'application. Il a pu, en formulant ces conditions, étendre ou restreindre la portée du principe du moment qu'il ne les contredisait pas.

Faut-il remarquer, en outre, que dans son sens grammatical, le mot « garde » ne s'entend que d'une surveillance exercée sur des choses qui ont besoin d'une direction. On garde des personnes ou des animaux. On ne garde pas un terrain ou un bâtiment, ou une chose inanimée (1).

Il serait, d'ailleurs, singulier, si l'article 1384 avait voulu poser une présomption générale de faute pour toutes les choses dont une personne a la garde, que l'article 1386 fût venu restreindre cette responsabilité au profit du propriétaire d'un bâtiment. Il était admis par tous nos anciens auteurs que le propriétaire d'un bâtiment était responsable des dommages causés par sa ruine. Le législateur a précisé cette responsabilité ; mais il exige de la part de la victime, la preuve d'un défaut d'entretien ou d'un vice de construction.

L'article 1386, qui a été écrit pour imposer aux propriétaires de bâtiments une responsabilité qui

1. V. le développement de cette argumentation dans la note de M. Esmein, au Sirey, 97.1.17 et dans l'ouvrage de M. Tart. *De la responsabilité à raison des choses mobilières inanimées* Liège, 1898, p. 24 et suiv.

n'aurait pas existé sans lui, ne peut avoir été compris par les résultats du Code comme un texte restrictif de la responsabilité des propriétaires, destiné à les soustraire à la responsabilité générale de l'article 1384.

Il semble donc légitime d'admettre qu'aucun texte n'ayant spécialement parlé des choses inanimées autres que les bâtiments, les dommages qui peuvent avoir été causés par leur intermédiaire sont soumis au principe général de l'article 1382. Ils ne donnent lieu à réparation qu'autant que la victime démontre une faute commise par le propriétaire de la chose ou celui qui s'en est servi.

Tel paraît avoir été sur l'ensemble de la question de responsabilité le point de vue des auteurs du Code. Ils ont formulé et mis au point les idées qui s'étaient fait jour dans les ouvrages de nos anciens auteurs et dans la pratique judiciaire. En particulier, ils n'ont certainement pas eu l'intention d'édicter de plein droit la responsabilité du fait des choses. Ils ne l'auraient pas fait sans justifier d'un mot l'introduction dans notre droit d'un principe aussi grave.

On ne peut leur prêter l'intention d'introduire sournoisement dans le droit, sans expliquer la portée de l'innovation, une réforme aussi radicale que celle-là.

En supposant que l'interprétation que nous venons de donner de la formule contenue dans l'ar-

ticle 1384, alinéa 1 ne soit pas exacte, on ne peut y voir qu'une formule incorrecte et vague, ayant pour objet d'annoncer dans des termes trop généreux les dispositions qui vont suivre et qui concernent les dommages causés par les animaux ou par la ruine d'un bâtiment.

Pendant près de trois quarts de siècle, les idées que nous venons de formuler ont été acceptées comme indiscutables. Les commentaires du Code les plus étendus ne contiennent sur ce sujet que des développements très brefs, tant la solution paraît évidente. Aucun auteur ne s'est avisé de soutenir que l'homme était responsable du fait des choses inanimées qu'il avait sous sa garde sans que l'on eût à démontrer sa faute. Une faute prouvée est considérée sans discussion comme la condition essentielle de la responsabilité, en dehors des cas exceptionnels où la loi a édicté une présomption de faute. C'est l'opinion qu'ont admise tous les auteurs (1).

Un certain nombre d'entre eux, comme Aubry et Rau ou Duranton, ne font même pas allusion à la

1. Larombière. *Obligations*, art. 1382, n° 3, art. 1384, n° 1 et art. 1386, n° 4.

Demante et Colmet de Santerre. *Cours de Code civil*, t. V, n° 363 bis, I et 366 bis, II. — Sourdat. *Responsabilité*, n° 645, 752, 1147, 1161, 1183. — Duvergier. *Revue étrangère et française*, t. X, p. 425 et 601.

responsabilité du fait des choses inanimées, comme source de responsabilité distincte, la laissant ainsi sous le principe général de l'article 1382.

Ceux qui s'en occupent l'étudient généralement à propos de l'article 1386, et se bornent à observer que la disposition de ce texte n'exclut pas la responsabilité du propriétaire, lorsque le dommage a sa cause dans la ruine ou la chute de choses inanimées autre qu'un bâtiment, ajoutant que le principe posé par les articles 1382 et 1383 suffit à justifier la demande des dommages-intérêts, lorsqu'une faute est prouvée. Mais de l'article 1384, il n'est nullement question (1).

En jurisprudence, la question ne paraît même pas discutée. Sauf pour le fait des personnes énumérées par l'article 1384 ou des animaux et sous réserve de la disposition spéciale de l'article 1386, le demandeur ne peut obtenir de dommages-intérêts qu'à la condition de prouver une faute.

Les praticiens ne songent pas plus que les commentateurs à tirer de la formule de l'article 1384 une responsabilité de plein droit à la charge de celui qui a causé le dommage. Une fois pourtant cette thèse a été soutenue devant les tribunaux et bien longtemps après le Code. Il faut, en effet, arriver à l'année 1870

1. V. notamment : Demolombe, t. XXXI, n° 664. — Larombière, art. 1386, n° 10.

pour en trouver les premiers vestiges dans les *Annales judiciaires*. Il n'est pas sans intérêt de rappeler les circonstances dans lesquelles la Cour de cassation fut appelée à donner son opinion sur cette thèse nouvelle, après le tribunal civil de la Seine et la Cour de Paris (1). Une dame Painvain, occupée à laver du linge dans un lavoir appartenant au sieur Deschamps, fut grièvement blessée par l'explosion d'une chaudière installée dans ce lavoir. Elle forma contre le propriétaire du lavoir une demande en dommages-intérêts qui fut rejetée par le tribunal de la Seine : « attendu que la femme Painvin n'établît pas, quant à présent, que l'événement dont elle a été la victime ait été causé par la faute ou la négligence de Deschamps ». Devant la Cour, la demanderesse soutint que c'était à son adversaire à prouver le cas fortuit qui le libérerait. Mais la Cour rejeta sa demande par adoption des motifs du jugement qui lui était déferé.

Un pourvoi en cassation fut alors formé pour violation de l'article 1315 du Code civil et des principes généraux en matière de preuve, en ce que l'arrêt attaqué avait mis à la charge de la demanderesse la preuve d'une faute que le défendeur devait être présumé avoir commise au moins jusqu'à preuve contraire. Quiconque a une chose en sa possession et

1. Trib. civ. Seine, 19 mai 1868. — Paris, 9 janv. 1869
— Civ. rej., 19 juil. 1870. S. 71. 1. 9.

en sa garde, disait le pourvoi, doit répondre, aux termes de l'article 1384, du dommage causé par le fait de cette chose. Ce n'est pas à la personne lésée à prouver la faute ou la négligence commise ; c'est au propriétaire ou gardien de la chose à combattre et à faire évanouir la présomption de faute et à établir sa libération en prouvant qu'il n'a commis aucune négligence. La question était posée. La Cour de cassation la résout dans les termes les plus formels. Son arrêt, qui pose le principe, mérite d'être cité intégralement. « Attendu, dit-il, que si, aux termes de l'article 1383 du Code Napoléon, chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence, il résulte en même temps des dispositions de l'article 1382 du même Code que son fait ne l'oblige à réparation que si le dommage est arrivé par sa faute ; qu'ainsi l'existence d'une faute légalement imputable constitue l'une des conditions essentielles de l'action en responsabilité ; que celui qui se prétend lésé par un délit ou un quasi-délit est, en conséquence, et en sa qualité de demandeur, tenu d'en justifier ; que, faute par lui d'en rapporter la preuve, sa demande n'est pas établie et doit être rejetée, sans que le défendeur ait à prouver le fait sur lequel il fonde une exception de libération ; attendu que, dans le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit de l'explosion d'une machine,

chaudière à vapeur, et bien que cette explosion se rattache au fait actuel du propriétaire ou de ses agents, celui qui poursuit la réparation du dommage par lui souffert doit établir, outre l'accident, la faute qu'il leur impute comme engageant leur responsabilité ; qu'un pareil événement, qui peut être le résultat d'un cas fortuit et de force majeure, n'implique point nécessairement par lui-même la faute ou l'incurie du défendeur ; d'où il suit qu'en déboutant les époux Painvin de leur demande par le motif qu'ils n'établissaient pas, quant à présent, que l'explosion de la chaudière eût été causée par la faute ou la négligence de Deschamps, qui alléguait qu'elle était le résultat de la force majeure, l'arrêt attaqué, n'a contrevenu à aucune loi ».

La jurisprudence, d'accord avec la doctrine, écartait donc la thèse nouvelle qui commençait à se faire jour. M. Labbé résumait le système du Code dans une de ces notes qui lui assureront un rang éminent parmi les jurisconsultes du xix^e siècle. « Tous les articles du chapitre des délits et quasi-délits, disait-il, ne répètent pas le mot faute ; mais ils sont tous dominés à cet égard par le principe écrit dans le premier article de ce chapitre, l'article 1382. Que le dommage provienne de notre fait ou du fait des choses nous appartenant, il n'y a pas à distinguer, sans faute, point d'obligation. Telle est l'interprétation embrassée catégoriquement par notre arrêt. »

CHAPITRE III

INTERPRÉTATION JURISPRUDENTIELLE. THÉORIES FONDÉES SUR LA FAUTE PRÉSUMÉE

SECTION I

**Causes qui ont amené un changement dans l'interprétation
de l'article 1384 alinéa I du Code civil**

Si l'interprétation que nous venons de donner des dispositions du Code civil est aussi certaine qu'aucune hésitation ne se soit produite dans la doctrine, ni dans la jurisprudence pendant trois quarts de siècle, comment se fait-il que cette interprétation soit aujourd'hui battue en brèche et paraisse à la veille d'être reléguée au rang des doctrines vieilles, qu'on ose à peine soutenir ? La cause en est dans deux phénomènes, l'un d'ordre économique, l'autre d'ordre juridique, qu'il est indispensable d'indiquer brièvement, si, l'on veut comprendre le changement d'orientation qui s'est produit chez les auteurs et dans la jurisprudence.

I. — Le phénomène économique n'est autre que l'immense développement de l'industrie au cours de la seconde moitié du siècle dernier. L'invention de la

vapeur a permis de construire et d'actionner des machines puissantes, qui se sont substituées aux forces de l'homme et des animaux. Les progrès réalisés chaque jour par l'adaptation de l'électricité aux besoins de l'industrie a donné un nouvel essor à ce mouvement. Des accidents de personnes, des dommages matériels de plus en plus nombreux ont été la rançon des immenses bienfaits qui sont résultés pour l'humanité de cet admirable essor de la science et de l'industrie.

En même temps que se multipliaient les accidents, leur cause devenait de plus en plus obscure. Dans la mise en œuvre des forces de plus en plus formidables accumulées dans les machines industrielles, la complication des rouages rend difficile la preuve d'une faute, lorsqu'un accident se produit. Sa soudaineté, comme l'importance du désordre qu'il occasionne, empêchent de reconstituer d'une façon précise les circonstances dans lesquelles il s'est produit. Des ouvriers, des passants, qui ignorent tout du fonctionnement de la machine dévastatrice sont blessés ; des voisins tout aussi peu versés dans la connaissance de son mécanisme voient leurs biens endommagés. Comment établiront-ils la faute de son propriétaire ? Il est pourtant indispensable qu'ils fassent cette preuve pour obtenir la réparation du préjudice qu'ils ont subi, si la théorie que nous avons présentée est exacte. Comme la statistique établit

qu'ils ne peuvent fournir la preuve qu'on exige d'eux que dans un nombre de cas très limités, à peine 25 o/o, ils restent sans recours utile dans tous les autres cas. Le résultat est choquant, socialement injuste.

Mais si la loi ne donne pas satisfaction à l'équité, il y a moyen d'y remédier, c'est de la changer. C'est à quoi l'on a pensé tout d'abord. C'est même à cela qu'on est arrivé pour une catégorie de victimes particulièrement exposées aux dangers d'accidents, les ouvriers qui sont perpétuellement en contact avec les machines meurtrières.

Dans presque tous les pays, un mouvement législatif s'est produit, qui a abouti à assurer à l'ouvrier une indemnité dans tous les cas où il est victime d'un accident, sans qu'il ait à fournir d'autre preuve que celle d'un rapport de causalité externe entre l'accident qu'il a subi et le travail auquel il était employé.

Toutefois, avant d'en arriver là, les tribunaux, unissant leurs efforts à ceux des jurisconsultes, ont essayé de donner satisfaction aux besoins les plus pressants, à l'aide des moyens juridiques qu'ils avaient à leur disposition. Il est né de là des théories extrêmement ingénieuses qui ont fait table rase de la doctrine courante et ont substitué à la loi vieillie qui ne pouvait plus suffire aux besoins qu'elle n'avait pas pu prévoir, un droit tout nouveau, auquel n'avait certainement pas pensé le législateur il y a cent ans.

L'essor une fois donné, le mouvement ne s'est pas arrêté avec la promulgation de la législation protectrice des ouvriers. On s'est aperçu, en effet, qu'à côté du monde des travailleurs qui souffrent des conditions nouvelles de l'industrie il est beaucoup d'autres personnes tout aussi intéressantes, sur qui le droit doit aussi étendre sa protection. Les moyens juridiques imaginés pour assurer à l'ouvrier la réparation des accidents dont il avait à souffrir ont été utilisés, avec le même succès, au profit des autres victimes, que la loi ne pouvait protéger par le moyen qu'elle avait créé au profit du monde des travailleurs.

II. — Mais, pour que de pareilles théories aient pu se faire jour avec un tel succès, *il* a fallu qu'un phénomène juridique vint révolutionner l'étude du droit : ce phénomène, qui est en effet gros de conséquences, consiste dans un changement radical de la méthode d'interprétation des lois (1).

A la suite de la codification de 1804, les commen-

1. Consulter principalement sur ces problèmes de méthode : Saleilles. *Annales du droit commercial*, 1891, p. 219 et suiv. — 1892, p. 290 et suiv. — 1897, p. 46-49. — Le *Code civil et la méthode historique* dans le *Livre du Centenaire du Code civil*, t. I. p. 95. — Gény. *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*. — Esmein. *La doctrine et la jurisprudence* dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902. — Lambert. *La fonction du droit civil comparé*. — Mallieux. *L'exégèse des Codes et la nature du raisonnement juridique*. — Edmond Picard. *Le droit pur*.

tateurs se sont cantonnés dans l'analyse des dispositions de nos Codes, dans la recherche de l'esprit dans lequel elles avaient été rédigées, puis dans la construction, par voie d'induction, de la théorie juridique consacrée par le législateur. Cette théorie une fois élaborée, on faisait entrer dans son cadre, par voie de déduction, avec plus ou moins de succès, les situations nouvelles que faisaient naître les changements qui se produisaient d'une façon continue dans les conditions économiques et sociales de la vie d'un peuple. Oubliant la mobilité perpétuelle du droit, on affirmait le pouvoir du législateur de soumettre aux dispositions élaborées par lui les rapports de droit les plus impossibles à prévoir au moment où il avait manifesté sa volonté dans un texte de loi.

Sans se soucier des problèmes de méthode, les tribunaux, qui se sont trouvés en présence de difficultés à résoudre, pour lesquelles les textes du Code ne leur présentaient pas de solution équitable, ont dû s'ingénier à mettre leurs décisions en harmonie avec l'équité et les besoins de la société nouvelle, à laquelle ils avaient mission de rendre justice. Ils ont parfois méconnu hardiment des textes impératifs, comme dans la théorie toute jurisprudentielle des astreintes. Plus souvent, ils ont coloré d'arguments empruntés au Code des solutions qui leur ont paru commandées surtout par l'intérêt

social. C'est ainsi qu'ils ont créé de toutes pièces l'importante matière des assurances sur la vie, en se servant d'un texte qui n'avait certainement pas été écrit pour elles, l'article 1121. Il y a loin de l'article 900 qui considère les conditions impossibles, immorales ou illicites, insérées dans une donation ou un testament, comme non écrites, à la jurisprudence qui annule la donation elle-même, lorsque la condition peut-être considérée comme la cause impulsive et déterminante de la libéralité. Est-il besoin de citer d'autres exemples, de rappeler notamment la théorie de l'inaliénabilité de la dot mobilière, la thèse ingénieuse que restreint dans des limites raisonnables la prohibition des substitutions, enfin la théorie d'abord vague, puis peu à peu plus consciente de l'abus de droit, ignorée du Code, qui reçoit chaque jour des applications de plus en plus importantes (1).

1. La théorie de l'abus de droit a déjà provoqué une littérature abondante. V. notamment : Beudant. *Cours de droit civil français*. — *Les contrats et les obligations*, nos 1175 à 1185. — Charmont. *L'abus du droit* dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 113. — Josserand. *De l'abus de droit* et note dans D. P. 1906. 2. 105 et 1908. 2.73. — Saleilles. Rapport à la première sous Commission de revision du Code civil dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1905, p. 325.

La jurisprudence de ces vingt dernières années a élargi considérablement le domaine de l'abus des droits. V. notamment :

Le plus haut représentant de la magistrature française, M. le premier président Ballot-Beaupré, a nettement affirmé la légitimité de cette tendance : « Lorsque, disait-il (1), le texte présente quelque ambiguïté, lorsque des doutes s'élèvent sur sa signification et sa portée, lorsque, rapproché d'un autre, il peut, dans une certaine mesure, être ou contredit ou restreint, ou, à l'inverse, développé, j'estime que le juge, alors, a les pouvoirs d'interprétation les plus étendus ; il ne doit pas s'attarder à rechercher obstinément quelle a été, il y a cent ans, la pensée des auteurs du Code en rédigeant tel ou tel article ; il doit se demander ce qu'elle serait si le même article était aujourd'hui rédigé par eux ; il doit se dire qu'en présence de tous les changements qui depuis un siècle se sont opérés dans les idées, dans les mœurs,

Req., 11 juin 1890. D. P. 91.1.193. — Civ., 3 août 1891. D.P. 92.1.566. — 22 juin 1892. D.P. 92.1.449. — Req., 26 décembre 1893. D.P. 95. 1.529. — Civ., 9 juin 1896. D.P. 96. 1. 582. — Req., 22 et 28 juillet 1896. D.P. 97. 1.401. — 29 juin 1897. D.P. 97. 1.537. — 22 avril 1898. D.P. 98. 1. 391. — 22 janvier 1900. D.P. 1900. 1. 359.

Civ., 20 juin 1904 D.P. 1906. 1.476. — Req., 13 mars 1905. D.P. 1906. 1. 113. — 14 mars 1905. D.P. 1905. 1.270.

Trib. civ. Toulouse, 13 avril 1905. D.P. 1906. 2.105. — Trib. Cour d'Eprenay, 28 février 1906. — Trib. civ. Lille, 12 nov. 1906 et Lyon, 23 janv. 1907. D.P. 1908. 2.73.

1. Discours prononcé lors de la célébration du centenaire du Code civil, dans le *Livre du Centenaire*, p. 27.

dans les institutions, dans l'état économique et social de la France, la justice et la raison commandent d'adapter librement, humainement, le texte aux réalités et aux exigences de la vie moderne. »

Ainsi se creusait de plus en plus le fossé qui séparait la doctrine et la jurisprudence. Les auteurs ignoraient la jurisprudence ou la critiquaient d'une manière sommaire, lorsque ses solutions ne rentraient pas dans le cadre des déductions logiques qui résultaient des principes qu'ils avaient posés. Les praticiens cessaient de s'intéresser aux discussions des interprètes, ne trouvant que des arguments qu'ils ne pouvaient développer sans provoquer la dédaigneuse réponse qu'on ne manquait jamais de leur faire : argument d'école !

Si cet état des choses s'était perpétué, il en serait résulté les plus fâcheux inconvénients pour le développement harmonique du droit. On aurait vu se reproduire comme en droit romain, la destruction du droit strict et du droit prétorien, ou, comme en droit anglais, le dédoublement du droit en *common law* et en *equity*.

Heureusement, la doctrine a repris conscience de son rôle, qui n'est pas de s'immobiliser dans des arbuts de textes, mais de suivre dans ses manifestations le mouvement incessant du droit, de se pénétrer des besoins économiques et sociaux de la société et d'orienter la formation des idées juridiques vers le

but à atteindre. Elle a pris contact avec la jurisprudence en discutant ses décisions au lieu de se borner à les approuver ou à les critiquer d'un mot. Les annotations d'arrêts dans les *Recueils périodiques* ont été l'une des manifestations les plus intéressantes de cet esprit nouveau qui animait la doctrine. Elles ont largement contribué à préciser la portée exacte des décisions judiciaires. Elles ont dégagé la tendance qui paraissait ressortir d'une série de décisions concordantes. Elles ont contribué à mettre de l'unité et de l'ordre dans la jurisprudence. L'un des plus graves défauts de la formation jurisprudentielle du droit consiste, en effet, dans son incertitude, dans les changements brusques auxquels elle est exposée. Par sa collaboration, la doctrine peut en diminuer les inconvénients, en dégagant les principes directeurs de la jurisprudence, dont la formation fragmentaire manque parfois d'unité et de cohésion. « La doctrine, dit M. Saleilles, doit faire la synthèse, reconstruire l'ensemble, signaler les contradictions, charpenter le système. C'est d'elle et d'elle seule que viendra l'ossature juridique, mais ce n'est plus dans les principes et dans les idées *a priori* que nous devons en aller chercher les éléments, mais dans l'évolution des faits et cette évolution des faits, c'est la jurisprudence seule qui est à même de la constater et et de s'en imprégner. » (1).

1. Saleilles. *Annales de droit commercial*. 1891. — Esmein.

Cette orientation nouvelle de la doctrine impliquait la reconnaissance d'un fait, qu'elle avait niée jusque-là avec obstination : la force créatrice de la jurisprudence comme source du droit. Il fallait donc désormais étudier la jurisprudence non plus seulement comme interprète du droit promulgué, mais comme participant à la formation même du droit. D'autre part, puisque les idées juridiques peuvent pénétrer dans le domaine de la pratique, sans passer par la voie toujours lente du pouvoir législatif, le rôle de la doctrine s'élargissait singulièrement, car il lui appartenait de faire pénétrer dans la pratique, par le canal de la jurisprudence, des conceptions nouvelles, que l'étude des phénomènes économiques et sociaux ou celle de la législation comparée lui ont révélées comme les plus propres à donner satisfaction aux idées d'équité et de progrès que le droit a pour but de réaliser.

Nulle part, mieux qu'en matière de responsabilité, ne s'est manifestée cette nouvelle tendance de la doctrine et de la jurisprudence. C'est ce que nous allons avoir l'occasion de montrer en faisant connaître les théories nouvelles qui se sont fait jour dans

La doctrine et la jurisprudence dans la Revue trimestrielle de droit civil, 1902. — M. Esmein proteste, d'ailleurs, contre les libertés trop grandes que prend avec les textes écrits la nouvelle méthode d'interprétation. V. aussi la note au Sirey, 98.1.66.

la doctrine et qui ont été appliquées par les tribunaux. Elles peuvent se ranger autour de deux théories principales : l'une qui a ses racines dans la conception traditionnelle et que l'on peut appeler la théorie de la faute présumée, l'autre, plus hardiment novatrice, qui repose sur une conception nouvelle de la faute et de la responsabilité et qu'on qualifie de doctrine objective ou de théorie du risque.

Le phénomène économique que nous venons de signaler a multiplié les actions en responsabilité devant les tribunaux, surtout de la part des ouvriers victimes d'accidents survenus au cours de leur travail. Pendant longtemps, la jurisprudence leur a appliqué la doctrine traditionnelle, qui les obligeait à prouver la faute du patron pour obtenir la réparation du dommage subi. Cependant, dès le milieu du siècle dernier, on voit se manifester une tendance des tribunaux, moins rigoureuse dans l'appréciation de la demande formée par la victime. Un arrêt de la Cour de Lyon du 9 décembre 1854 (1) contient déjà ce considérant significatif « que les entrepreneurs en tous genres devaient veiller à la sécurité de leurs ouvriers ». Mais, c'est surtout dans la période qui s'est écoulée depuis 1872 jusqu'à la loi du 9 avril 1898, que les tribunaux ont fait effort pour essayer de donner

1. Lyon, 9 décembre 1854. S. 55. 2. 606.

satisfaction à l'ouvrier. Ils affirment toujours la nécessité pour l'ouvrier de prouver la faute de l'employeur. Mais on les voit déclarer que le patron est tenu de protéger son ouvrier contre sa propre imprudence et de prendre toutes les précautions non seulement habituelles, mais possibles, quelque coûteuses qu'elles soient (1). La notion de la faute s'est ainsi notablement élargie. Au lieu d'exiger de l'ouvrier la preuve d'une imprudence ou d'une négligence déterminée, nettement précisée du patron, le juge se con-

1. Besançon, 21 mai 1873, sous Cass. S. 75. 1. 204. — Paris, 29 avril 1875. S 76. 2. 482. — Dijon, 27 avril 1877, sous req. du 7 janv. 1878. D. P. 78. 1. 297. — Caen, 17 mars 1880. S. 80. 2. 176. — Amiens, 15 nov. 1883. S. 84. 2. 26. — Besançon, 18 janv. 1888. D. P. 88. 2. 230. — Orléans, 11 déc. 1890. D. P. 91. 2. 283. — Lyon, 3 août 1892. D. P. 93. 2. 320. — Bordeaux, 9 nov. 1892. S. 93. 2. 148. — Grenoble, 20 décembre 1892. D. P. 93. 2. 534. — Req., 7 mars 1893. D. P. 93. 1. 208. — Rennes, 20 mars 1893. D. P. 93. 2. 526. — Trib. civ. Grenoble, 24 janvier 1894. D. P. 95. 2. 394. — Grenoble, 6 févr. 1894. S. 95. 2. 31. — Cass., 5 avril 1894. D. P. 94. 1. 479. — 7 août 1895. D. P. 96. 1. 81, note de M. Planiol.

V. sur cette jurisprudence : Pic. *Annales de droit commercial*, 1892, p. 246, 1893, p. 440. — Mongin. *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1894, p. 439. — Hubert Valleroux. *Le contrat de travail*, 1895. — Cornil. *Des louages de service au contrat de travail*, 1895. — Tabouriech. *La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, 1896. — Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897.

tenait de la preuve de faits extérieurs, qui, dans leur matérialité, abstraction faite de la volonté du patron, n'étaient pas conformes aux usages généraux de l'industrie. Mais, quoiqu'on ait prétendu le contraire, elle a toujours exigé la preuve d'une relation de cause à effet entre l'accident survenu dont elle reprochait l'omission à l'industriel actionné en dommages-intérêts. Ce lien de causalité entre la faute et le dommage est le principe fondamental que la Cour de cassation affirme avec le plus de netteté et de précision dans toutes ses décisions en matière de responsabilité.

Si la tâche du demandeur se trouvait facilitée, elle n'en restait donc pas moins très difficile, la preuve de la cause de l'accident étant toujours délicate à fournir. Pour améliorer sa situation d'une manière efficace, il fallait déplacer le fardeau de la preuve. C'est à quoi l'on s'est employé, sans demander l'intervention du législateur, en déplaçant le terrain du débat.

On s'est avisé tout d'abord de remarquer que, dans beaucoup de cas, et notamment en matière d'accidents du travail, un contrat préalable unissait le demandeur et le défendeur. Si on parvenait à faire entrer dans le contrat l'obligation pour celui des contractants qui expose l'autre à des risques, de veiller à sa sécurité, il ne serait plus nécessaire à la victime de prouver la faute de l'autre partie pour

avoir droit à une réparation. Il lui suffirait de dire ce que dit chaque partie contractante à celle qui n'exécute pas son obligation : vous avez promis ; votre obligation n'est pas exécutée ; vous devez des dommages-intérêts, à moins que vous ne prouviez que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut vous être imputée. C'est ce qui résulte des termes mêmes de l'article 1147 du Code civil. Cette idée ingénieuse, émise à peu près en même temps en France par M. Sauzet (1) et en Belgique par M. Sainctelette (2), eut un extraordinaire succès. Elle souleva des débats mémorables où les économistes et les publicistes vinrent mêler leurs arguments à ceux des juristes. « Le délictuel et le contractuel, écrivait M. l'avocat général Desjardins (3), ont aussi leurs champions qui descendent tour à tour dans la lice et se portent des coups terribles. »

Nous nous écarterions du plan adopté dans l'exposé de notre sujet, en exposant ici les discussions très intéressantes auxquelles a donné lieu cette théorie (4).

1. *De la responsabilité des patrons vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels. Revue critique*, 1883, p. 596.

2. *Responsabilité et garantie*.

3. *Revue des Deux-Mondes*, n° du 15 mars 1888, p. 362.

4. Elle fut acceptée et mise au point par MM. Labbé, dissertation dans S. 85. 4. 25 ; 86. 2. 97 ; 89. 4. 1 ; 94. 2. 57 et

Il nous fallait seulement la signaler comme une manifestation de la tendance qui s'est fait jour, à un certain moment dans les milieux juridiques, en faveur d'une plus équitable réparation des accidents,

les études intitulées. *La responsabilité délictuelle et contractuelle* (*Revue critique*, 1886, p. 443 et 1887, p. 449). — *De la responsabilité contractuelle* (*France judiciaire*, 1887. 1. 32). — Glasson. *Le Code civil et la question ouvrière*. — Lyon-Caen, dissertation dans S. 85. 1. 129 et 87. 1. 209. — Pont, *Recueil de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1886, t. CXV, p. 626 et t. CXVI, p. 129. — Marc Gérard. *Revue critique*, 1888, p. 426. — Fuzier-Hermann. *Bulletin du Congrès des accidents du travail*, 1892, p. 201. — Huc. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VIII, n° 436, p. 471. — Rouard de Card. *France judiciaire*, 1891. 1. 97. — Chauveau, dissertations dans *Pandectes Fr.*, 92. 2. 129. — Pic. *Traité de législation industrielle*, t. I, p. 361.

Quelques auteurs, tout en plaçant la responsabilité des accidents sur le terrain contractuel, ont restreint l'obligation de garantie dans des limites plus étroites.

Ainsi M. Chavegrain (dissertation dans Sirey, 1896. 2. 225) fait, à propos du contrat de transport des personnes, une distinction entre les accidents survenus au voyageur pendant qu'il jouit de la liberté de ses mouvements et ceux qui lui arrivent à un moment où il n'a pu avoir qu'un rôle purement passif comme dans un tamponnement ou dans un déraillement. Ces derniers seuls seraient de plein droit à la charge du voiturier, comme il supporte les dommages causés aux marchandises, parce que le voyageur, ayant été purement passif en présence de tels événements, doit être assimilé à un colis.

M. Esmein (dissertation dans Sirey, 1897. 1. 17) ne peut pas admettre l'obligation tacite de garantie qu'impose au patron la théorie contractuelle. A ses yeux, on peut aboutir au dépla-

assurée par un déplacement du fardeau de la preuve (1).

Mais elle n'avait qu'une portée trop étroite, puisqu'elle n'aboutissait au résultat cherché qu'autant qu'il existait entre l'auteur et la victime de l'accident, un contrat préalable, dans lequel on pût sous-entendre l'obligation pour le premier de veiller à la sécurité du second, ce qui ne se rencontrait guère que dans le louage de services et dans le contrat de transport des personnes. Or, lorsqu'un accident se produit en blessant à la fois des voyageurs et des tiers, est-il juste de faire aux uns et aux autres une situation différente ? Pourquoi les premiers seraient-ils indemnisés sans avoir de preuve à fournir, alors que les seconds devraient démontrer la faute du voiturier et n'obtiendraient aucune réparation si la cause de

cement du fardeau de la preuve par application de l'article 1721 du Code civil qui rend le locateur responsable des dommages survenus au preneur par l'effet des vices cachés de la chose louée. Ce que la loi dit du louage de choses doit s'appliquer au louage de services qui est un contrat de même nature ; ainsi le veut la bonne foi qui préside à la formation et à l'exécution des contrats dans le droit moderne. La victime d'un accident obtiendra donc réparation, à la condition d'établir le vice de la chose d'où l'accident est résulté.

1. Certains auteurs cependant, tout en acceptant le point de départ de la théorie contractuelle, n'admettaient pas qu'elle dût avoir pour conséquences de renverser la charge de la preuve. V. notamment : Glasson. *Le Code civil et la question ouvrière*. — Planiol, *Revue critique*, 1888, p. 282.

l'accident restait inconnue ? D'autre part, pour atteindre le but poursuivi, la thèse contractuelle devait faire violence à la volonté de l'une des parties contractantes, car, s'il est vrai que l'on doit soutenir les clauses d'usage et celles qui sont conformes à l'intention présumée des parties, il paraît excessif de supposer au patron ou au voiturier l'intention de se charger de tous les risques d'accidents auxquels sont exposés les ouvriers que le premier emploie ou les voyageurs que l'autre transporte (1). Au fond, on aboutit à attribuer à la volonté des parties ce que l'on considère comme le désir de la loi. Aussi bien, la jurisprudence française ne

1. On a paru craindre aussi que la théorie de la responsabilité contractuelle, si elle était admise, ne fournît au patron et au voiturier le moyen d'échapper à la responsabilité qu'on voulait mettre à leur charge en stipulant, au moment du contrat, une clause de non-garantie, qui serait bientôt devenue de style. Le danger n'était peut-être pas très redoutable, car avec la jurisprudence qui s'est formée en matière de clauses conventionnelles de non-responsabilité, le seul résultat que puissent obtenir les parties par des stipulations de ce genre, est de déplacer le fardeau de la preuve. (V. à cet égard : E. Bouteaud. *Des clauses de non responsabilité et de l'assurance de la responsabilité des fautes*, n° 134 et suiv.) On aboutirait donc au pis aller, à la situation dans laquelle on se trouve avec la thèse délictuelle. Il est même permis de croire que la validité des clauses de non responsabilité en matière de contrat touchant à la sécurité des personnes pourrait être considérée comme illicite. Labbé. *Revue critique*, 1886. — Pic. *Traité de législation industrielle*, p. 366.

s'est-elle pas laissée séduire par la doctrine nouvelle (1).

Quelques décisions ont bien admis la théorie de la responsabilité contractuelle au profit du voyageur (2)

1. Elle eut d'abord plus de succès en Belgique, et fut adoptée successivement par le tribunal civil de Bruxelles (18 juin 1885. S. 85.4.25), par la Cour de Gand (18 juillet 1887. S. 89. 4. 1) et par la Cour de cassation, (8 janvier 1886. S. 86. 4.25). Mais la Cour de cassation abandonnait bientôt cette jurisprudence éphémère, refusant d'admettre « que le patron ait promis et que le travailleur ait stipulé une chose, dont l'un et l'autre savent la prestation irréalisable » (29 mars 1886. S. 90.4.17). Et peu de temps après, elle écartait la thèse de la responsabilité contractuelle en matière d'accidents survenus aux voyageurs.

2. La Cour de Paris avait admis la responsabilité du voiturier par application de l'article 1784, en cas d'accident survenu à un voyageur longtemps avant que la théorie de la responsabilité contractuelle eût été formulée. Paris, 1866. S. 67. 2. 320—16 décembre 1873, S. 74. 2. 216. Pendant quelques années, on a vu ses différentes Chambres se prononcer alternativement sur la responsabilité du voiturier soit en vertu du contrat, soit en vertu de l'article 1382. Mais la thèse de la responsabilité contractuelle paraît de plus en plus abandonnée. V. en faveur de la responsabilité contractuelle : Paris, 27 juillet 1892. D. P. 92. 2. 557. — 9 mars 1894. D. P. 97. 2. 515. — 23 juillet 1894. D. P. 95. 2. 63. — 13 février 1895. *Gaz. des Trib.*, 27 juin 1895. — En faveur de la responsabilité délictuelle, Paris, 13 avril 1892. D. P. 93. 2. 125. — 21 février 1894. D. P. 94. 2. 214. — 4 avril 1894. D. P. 94. 2. 288. — 27 juillet 1894. D. P. 95. 2. 63. — 26 décembre 1894. — 30 janvier et 20 février 1895. *Pand. fr.*, 65. 2. 345. — Grenoble, 16 mars 1897, sous Req. — 16 mai

ou de l'ouvrier (1), victimes d'un accident. Mais la Cour de cassation l'a toujours nettement écartée en matière de transport (2), et ne l'a jamais admise en matière de contrat de travail.

C'est en restant sur le terrain de la responsabilité délictuelle, que les tribunaux ont tenté de donner satisfaction aux aspirations qui se manifestaient dans les esprits en faveur d'une réparation plus équitable des accidents.

Deux moyens d'inégale efficacité ont été cumulativement employés : l'un et l'autre font dériver la responsabilité d'une faute présumée à raison d'un seul fait des choses ; l'un prend son point de départ dans l'article 1386, soit seul, soit combiné avec l'article 1384 ; l'autre abandonne résolument l'article 1386 et s'en tient à la seule disposition de l'article 1384. Ce sont ces deux moyens qu'il nous faut étudier.

1899. D. P. 99. 1. 558. — Grenoble, 30 janvier 1904 et Dijon 3 mai 1904. D. P. 1906, 2. 6.

1. Chambéry, 14 avril 1880. S. 82. 1. 209. — Paris, 19 mai 1893. S. 97. 1. 176. — Comp. Pic. *Traité de législation industrielle*, p. 361, n° 1. Elle est écartée d'une manière très explicite par un arrêté de la Cour de Rennes du 20 mars 1893. D. P. 93. 2. 526.

2. Cass. 10 novembre 1884. S. 85. 1. 129, note de M. Lyon-Caen. — 13 mars 1895. D. P. 96. 1. 19. — Req., 14 décembre 1903. D. P. 1905. 1. 314.

SECTION II

Application extensive de l'article 1386

L'article 1386 rend le propriétaire d'un bâtiment responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de construction. Pour montrer le parti qu'on a pu tirer de cette disposition, au point de vue de l'action en responsabilité intentée par la victime d'un dommage causé par la chose d'autrui, il est nécessaire de préciser exactement en quoi il déroge au principe de la faute délictuelle. Or, la dérogation est importante : tandis que, dans la doctrine traditionnelle, la victime d'un dommage doit prouver, d'une part, la faute de son adversaire, et d'autre part, la relation de cause à effet, qui existe entre cette faute et le dommage éprouvé, celui qui subit un préjudice par l'effet de la ruine d'un bâtiment n'a qu'à prouver le défaut d'entretien ou le vice de construction et le rapport de causalité entre ces faits et le dommage (1). La différence consiste donc en ce que, dans un cas, il faut prouver une faute précise, alors que dans l'autre la preuve du défaut d'entretien ou du vice de construction fait présumer

1. Douai, 16 décembre, 1896. D. P. 1900. 5. 586. — Civ., 16 juill. 1903. D. P. 1904. 1. 83.

la faute. Sans doute, peut-on dire, prouver le défaut d'entretien et le lien de causalité entre cette négligence et la ruine du bâtiment qui en résulte, c'est prouver une faute, et que cette faute a causé un dommage. Ce n'est donc pas sortir du droit commun. Cependant, même à ce point de vue, on peut remarquer que la loi a créé à la charge du propriétaire, une obligation d'entretien et le rend responsable d'une négligence, alors que, d'après les principes généraux, une personne n'est pas responsable de ses fautes d'omission, lorsqu'il n'existe pas à sa charge une obligation légale de prendre des mesures de précautions dans l'intérêt d'autrui.

Mais où la dérogation apparaît manifeste, c'est lorsque la loi rend le propriétaire responsable de plein droit des vices de construction de son édifice. Ces vices, il peut les ignorer ; ils peuvent lui avoir été dissimulés par l'entrepreneur et l'architecte ; du moment qu'il a pris possession de la construction (1), il répond envers le tiers de tout dommage qui pour-

1. Si l'accident se produisait au cours de construction, on admet généralement que la responsabilité du propriétaire ne serait pas engagée, car la présomption de faute sur laquelle repose cette responsabilité serait en défaut. — Lyon, 20 janvier 1863. S. 64. 2. 1. — Req., 2 août 1897. D. P. 97. 1. 612. — Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 448, texte et note 16. — Demolombe, t. XXXI, n° 660. — Laurent, t. XX, n° 643. — Baudry-Lacantinerie et Barde, 3^e édit., t. IV, n° 2961. — V. cependant Larombière, art. 1386, n° 3.

rait résulter de sa ruine, car il est présumé en faute de n'avoir pas veillé à l'exécution soigneuse du travail ou d'avoir accepté, sans vérification suffisante, le travail exécuté pour son compte. Cette présomption est absolue, en ce sens qu'il ne peut se soustraire à la responsabilité qui en découle en justifiant qu'il n'a pas commis de faute ; il ne pourrait le faire qu'en établissant la faute de la victime ou en prouvant que la ruine a sa cause dans un cas fortuit ou de force majeure (1).

Certains arrêts, dominés par les principes traditionnels, avaient bien jugé que la preuve d'une faute était dans tous les cas nécessaire pour obtenir une indemnité. Mais la Cour de cassation, cassant un arrêt de la Cour de Douai, posait très nettement le principe que la victime d'un accident causé par la ruine d'un bâtiment, qui prouve l'existence d'un vice de construction, n'est pas tenue d'établir en outre que le vice de construction provient d'une faute du propriétaire (2).

« La disposition de l'article 1386 du Code civil relative au vice de construction d'un bâtiment, a pour base, dit la Cour de cassation, ce principe que le

1. Rouen, 19 juillet 1872. S. 72. 2.49. — Civ. 19 avril 1887. D. P. 88. 1. 27. — Toulouse, 25 mai 1892. S. 92.

2. 225. — Req., 28 février 1899. D. P. 99. 1. 228.

2. Civ. cass., 19 avril 1887. D. P. 88. 1. 27 ; S. 87. 1. 217.

propriétaire est responsable de plein droit des défauts qui y sont inhérents ; d'où il suit, d'une part, que le propriétaire ne peut s'exonérer de la responsabilité qui est ainsi attachée à la propriété elle-même en demandant à prouver qu'il n'a pu empêcher la ruine du bâtiment résultant du vice de construction de ce bâtiment ; d'autre part, que la victime du dommage causé par cette ruine n'est tenue d'établir que le vice de construction et qu'elle ne saurait être tenue d'établir, en outre, toute autre faute du propriétaire, par suite de laquelle ce vice se serait produit ».

On voit dès lors le parti qu'on peut tirer de la généralisation de cette disposition. Dès qu'un dommage aura été causé par le fait d'une chose inanimée, la victime, au lieu de s'attacher à la recherche d'une faute de celui qui avait la chose sous sa garde, portera son attention sur l'un des deux faits prévus par l'article 1386 : le défaut d'entretien ou le vice de construction et, si elle parvient à établir l'un ou l'autre de ces faits, elle sera en droit de demander la réparation du préjudice qui lui aura été causé.

Est-il permis de faire cette généralisation ? Si on recherche l'intention du législateur de 1804, il faut répondre négativement, sans la moindre hésitation. L'article 1386 se rattache historiquement à des dispositions qui n'ont jamais eu pour objet que des bâtiments. La loi romaine autorisait celui qui était menacé par la ruine d'un bâtiment voisin à deman-

der au propriétaire l'engagement de réparer le dommage éventuel *cautio damni infecti*. L'ancien droit écarta cette mesure préventive, mais donna au voisin une action tendant à forcer le propriétaire à réparer ou à reconstruire son bâtiment et, sur son refus, à se faire autoriser à procéder, aux frais de celui-ci, aux réparations ou à la reconstruction (1). Le Code civil lui a retiré cette faculté. Comme le disait le tribun Bertrand de Greuille (2), il veut avant tout que le mal soit constant. C'est donc le fait seul du dommage subi qui peut légitimer une action de la partie lésée. Or, dans toute cette évolution du droit relative aux dangers dont le voisin d'un bâtiment en ruine se trouve menacé, il n'a jamais été question que de construction.

Mais si, faisant abstraction des intentions précises qu'a pu avoir le législateur au moment où il édictait la disposition de l'article 1386, on recherche les préoccupations générales auxquelles il a obéi; il est permis de n'y voir que l'application du principe formulé par l'article 1384 alinéa 1 ; et en vertu duquel le gardien d'une chose est responsable des dommages qu'elle occasionne sous la condition que la victime démontre le défaut d'entretien ou le vice de cons-

1. Domat. *Lois civiles*, 1^{re} partie, liv. II, tit. VIII, sect. III, n° 2. — Rousseau de Lacombe. V° Dommages, sect. III.

2. Locré, t. XIII, p. 43, n° 16.

truction. Ces deux dispositions ne doivent pas être séparées l'une de l'autre. Le premier alinéa de l'article 1384 formule le principe dont l'article 1386 fait une application en même temps qu'il en restreint la portée trop générale par la condition qu'il met au triomphe de l'action en responsabilité. Ce n'est donc pas seulement la ruine d'un bâtiment qui engage la responsabilité du propriétaire ; c'est aussi la ruine ou le choc de toute chose inanimée. Mais il ne suffit pas à la victime de prouver le contact matériel avec la chose qui a occasionné le dommage ; il faut qu'elle prouve le défaut d'entretien ou le vice de construction.

Les deux dispositions procèdent si bien du même principe que, malgré les termes de l'article 1386, qui semble attacher la responsabilité à la propriété (1), on paraît d'accord pour admettre que le propriétaire n'est responsable qu'autant qu'il a la chose sous sa garde, conformément au principe général de l'article 1384, alinéa 1. Ainsi il a été décidé que, lorsqu'un monument s'est écroulé par suite de vétusté et a causé des accidents, la commune, propriétaire de ce monument, doit être mise hors de cause, s'il était classé comme monument historique et si, par suite, il appartenait à une autorité autre que l'autorité municipale d'ordonner les réparations, de

1. V. *infra*, p. 78, note 2.

surveiller l'exécution des travaux et de choisir les architectes et entrepreneurs (1). De même, la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment doit être écartée, lorsque la maison qui a causé le dommage a cessé d'être sous sa garde, spécialement lorsqu'elle a été placée sous la surveillance exclusivement d'un architecte et d'un entrepreneur ayant reçu mission de la démolir pour élever une construction nouvelle (2).

La responsabilité édictée par l'article 1386 a donc sa base dans une présomption générale de faute édictée par l'article 1384 contre le gardien d'une chose. Mais cette responsabilité ne peut être mise en jeu qu'autant que la présomption peut s'appuyer sur la preuve préalable du défaut d'entretien ou du vice de construction. Telle paraît être la formule de la théorie extensive de l'article 1386 que l'on trouve énoncée en termes un peu vagues par certains auteurs et dans un certain nombre de décisions judiciaires.

La doctrine a éprouvé quelques hésitations à étendre le texte de l'article 1386 en dehors de ses termes précis. Elle a admis unanimement que l'expression « bâtiment » comprenait toute espèce de construction, même un simple mur ; quels qu'en soient les matériaux (3). Mais, tandis que certains auteurs (4)

1. Dijon 21 janv. 1869. D. P. 74.5.430.

2. Nancy, 10 nov. 1900 (2 arrêts). D. P. 1901. 2.417.

3. Demolombe, t. XXXI, n° 662. — Larombière, art. 1386, n° 5. — Baudry-Lacantinerie et Barde, t. IV, n° 2990 et suiv.

4. Demolombe, t. XXXI, n° 664. — Larombière, art. 1386, n° 10. — Bourguignat, note dans Sirey, 76. 2. 225.

proposent d'étendre par analogie l'article 1386 à la ruine de tout autre objet, comme la chute d'un arbre ou un éboulement de terrain, d'autres soutiennent que cette disposition à un caractère exceptionnel et ne saurait être étendue par analogie à des cas où il ne s'agit pas du dommage causé par la ruine d'un bâtiment (1). Il est à noter d'ailleurs que, dans la pensée des auteurs, qui proposent l'interprétation restrictive, la victime a un moyen plus sûr d'obtenir la réparation du dommage subi, puisqu'elle peut se prévaloir d'une présomption générale de faute édictée par l'article 1384, sans même avoir à établir le défaut d'entretien ou le vice de construction (V. *infra*.)

La jurisprudence ne s'est pas montrée tout d'abord bien favorable à une interprétation extensive de l'article 1386. Diverses décisions avaient notamment écarté l'application de cette disposition en matière de dommage causé par la chute de roches glissant d'un terrain supérieur et causant un dommage au propriétaire inférieur (2).

Il faut arriver à l'année 1877 pour voir la Cour de

1. Laurent, t. XX, n° 639. — Baudry-Lacantinerie et Barde t. IV, n° 2963. I.

2. Paris, 15 février 1832. S. 32. 2. 329. — Cass., 29 nov. 1832. S. 33. 1. 19. — Poitiers, 6 mai 1856. S. 56. 2. 470. — Cour sup. de justice de Luxembourg, 29 avril 1880. S. 81. 4. 33. — Cour de Liège, 25 mai 1900. S. 1901. 1. 39.

Paris élargir le domaine de l'article 1386. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un accident causé par la chute d'un arbre planté sur la voie publique. Le tronc était pourri intérieurement et l'arbre vermoulu s'était affaissé. Un ouvrier occupé dans le voisinage avait eu la jambe brisée par cette chute et avait demandé une indemnité à la ville, propriétaire de l'arbre, qui avait causé le dommage. La défenderesse alléguait qu'elle n'avait commis aucune faute, car rien ne révélait extérieurement l'état de l'arbre. Mais la Cour de Paris écarta ce moyen de défense et condamna la ville en se fondant sur l'article 1386 (1) « Considérant, dit-elle, que la responsabilité établie par l'article 1386 du Code civil est attachée à la propriété comme sanction de la négligence et de l'incurie du propriétaire, lorsqu'il en est résulté un dommage pour les tiers (2) ; que, s'il est responsable du dom-

1. Paris, 20 août 1877. S. 78. 2. 48.

2. On remarquera que cette formule de l'arrêt, que l'on retrouve d'ailleurs, dans d'autres décisions (V. par ex : Civ. cass., 19 avril. D. P. 87. 1. 27) ne doit pas être acceptée sans réserve, en tant qu'elle rattache la responsabilité à la propriété. Les juges n'ont pas pour mission de formuler des théories de droit ; exclusivement préoccupés de la solution de l'espèce qui leur est soumise, ils peuvent dans leurs décisions, énoncer une théorie juridique en termes inexacts ; ils la formuleraient autrement si cela était nécessaire pour l'adopter aux faits qu'ils ont à juger. C'est à la doctrine qu'il appartient de prendre ces formules, de les analyser et de les comparer pour en dégager l'idée

mage causé par la ruine de son bâtiment lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction, il doit, par application du même principe, être responsable du dommage causé aux tiers par la chute d'un arbre qui lui appartient, lorsqu'elle est le résultat de la vétusté ou du vice propre du tronc ; que, dans ce cas, il importe peu que le vice de l'arbre, comme le vice de la construction soit occulte ou apparent ; que son existence constatée suffit pour fonder la responsabilité du propriétaire qui ne saurait en être exonéré qu'en cas d'accident purement fortuit ou de force majeure dont personne ne répond » (1).

Quelques années après, la question de l'extension de l'article 1386 se posa à propos de l'explosion d'une machine dans une usine. Un ouvrier avait été tué et sa veuve réclamait des dommages-intérêts. Appliquant l'article 1382, le tribunal et la Cour l'avaient débouté de sa demande, parce qu'elle n'éta-

générale qui les domine. Ainsi, nous avons vu par des exemples empruntés à la jurisprudence elle-même ce qu'avait d'inexact la formule qui rattache à la propriété la responsabilité de l'article 1386 (*supra*, p. 75).

1. Plus récemment, la Cour de Grenoble a écarté en pareille hypothèse l'article 1386, mais pour faire application de l'article 1384, alinéa 1, dont la disposition, interprétée comme édictant une présomption de faute, est plus favorable à la victime (10 fév. 1892. S. 93.2.205).

blissait pas que le vice de construction provint de la faute du propriétaire de l'usine. Mais la Cour de cassation (1), considérant que l'article 1386 s'applique à tout ce qui dépend du bâtiment par incorporation, jugeait que la victime du dommage n'était tenue d'établir que le vice de construction et qu'elle ne saurait être tenue de prouver, en outre, une faute du propriétaire par suite de laquelle ce vice se serait produit.

La même doctrine se retrouve dans un arrêt de la Cour de Paris du 19 mai 1893 (2) : qui décide que la disposition de l'article 1386 doit être étendue par analogie à une machine et que le propriétaire est par conséquent responsable de plein droit du dommage résultant d'un vice de construction.

De son côté, la Cour de Nancy applique l'article 1386 à l'explosion d'une machine provoquée par le défaut d'entretien et la vétusté (3).

Un jugement du tribunal civil de Pau (4) décide également qu'il faut assimiler aux bâtiments, au point de vue de la responsabilité des défauts qui y sont inhérents, les choses qui en dépendent par

1. Civ. cass., 19 avril 1887. D. P. 88. 1. 27.

2. Sous civ. rej., 16 juin 1896. D. P. 97. 1. 433 ; S. 97.

1. 17.

3. Nancy, 21 mars 1896. D. P. 96. 2. 518.

4. Pau, 10 décembre 1904. D. P., 1905. 5. 3.

incorporation, telles que le mécanisme et les appareils qui en font partie.

Il semblerait résulter de ces prémisses que les juges vont faire supporter par le propriétaire du bâtiment la responsabilité du dommage causé par ces accessoires incorporés. Ce n'est pas la conclusion à laquelle ils aboutissent. Dans l'espèce, une société d'éclairage électrique avait établi dans la propriété d'un tiers, pour l'éclairage de cette propriété, un transformateur électrique à haute tension. Faute de prendre les mesures protectrices nécessaires par cet appareil, un accident avait été occasionné à un tiers. Le tribunal considère la société d'éclairage comme responsable de l'accident, parce qu'elle avait conservé l'entretien et la surveillance de l'installation électrique. La décision peut être parfaitement équitable en fait. Mais ce n'est pas sur l'article 1386 qu'il fallait l'appuyer, mais sur l'article 1384, ou mieux sur l'article 1382, car la faute était prouvée (1).

De nombreuses décisions ont fait application de l'article 1386 aux accidents occasionnés par les ascenseurs. Le dommage ne résulte pas, en pareil cas, de la ruine d'un bâtiment, mais du mauvais fonctionne-

1. On rapprochera de cette solution une décision de la Chambre des requêtes du 3 juin 1904 (D. P. 1907. 1. 177) sur laquelle nous aurons à revenir.

ment d'un appareil incorporé au bâtiment. Cela suffit pour rendre applicable l'article 1386, si l'appareil n'a pas été muni de tous les perfectionnements de nature à assurer la sécurité de ceux qui l'emploient. Les juges basent, d'ailleurs cumulativement, la condamnation du propriétaire sur les articles 1382, 1384 et 1385 (1).

Il semblait résulter de l'ensemble des décisions que nous venons de rappeler que l'application extensive de l'article 1386 devait se limiter aux accessoires incorporés au bâtiment. Cependant l'arrêt de la Cour de Paris du 13 mai 1893 l'appliquait à la machine d'un remorqueur qui, par conséquent, ne fait pas partie intégrante d'un bâtiment. Mais elle n'avait invoqué l'article 1386 à l'appui de la solution qu'elle donnait qu'à titre subsidiaire et sa décision à cet égard n'avait par conséquent pas la valeur d'un arrêt de principe. Plus récemment, au contraire, la Cour de Paris, persistant dans son interprétation extensive de l'article 1386, en a fait application à un accident causé par la chute d'une armoire à glace, due à un vice de construction de ce meuble et à son installation défectueuse. Le vice de construction ayant été constaté par le propriétaire, la pru-

1. Req., 29 mars 1897. D. P. 9.71.216 ; S. 98.1.70, note de M. Esmein. — Paris, 25 mars 1901. D. P. 1901.2.396. — Trib. civ. Seine, 9 mars 1904.5.599.

dence lui commandait, dit la Cour, de faire procéder d'urgence à une réparation indispensable. Et l'arrêt ajoute « que, si l'omission de ces précautions ne constitue par une faute personnelle engageant la responsabilité de son auteur dans les conditions prévues par l'article 1382 du Code civil, elle suffit à constituer un défaut d'entretien au sens de l'article 1386 du même Code » (1).

Ainsi aucune distinction n'est plus faite entre les meubles et immeubles. L'article 1386 aurait une portée générale et mettrait la responsabilité à la charge du propriétaire à la seule condition par la victime d'établir le vice de construction ou le défaut d'entretien.

Mais cette interprétation extensive, généralement critiquée par les auteurs (2), ne paraît pas acceptée par les autres Cours d'appel (3). Tout récemment,

1. Paris, 11 mars 1904 (6^e espèce). D. P. 1904. 2. 257. et la note de M. Josserand.

2. Laurent, t. XX, n° 639 *in fine*. — Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, n° 16 et note dans D. P. 97. 1. 433. — Josserand. *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 42 et suiv. et note dans D. P. 1904. 2. 259. — Baudry-Lacantinerie et Barde. *Des obligations*, 3^e éd., t. IV. n° 2967.

3. Une action en responsabilité fondée sur l'article 1386 avait été intentée devant la Cour de Douai à raison d'un accident occasionné par la chute d'une pile de bois. La Cour a bien paru admettre que l'article 1386 était susceptible de s'appliquer ; mais elle a débouté le demandeur parce qu'il ne prouvait pas un vice de construction. Douai, 16 décembre 1896. S. 97. 2.

la Cour de Bordeaux refusait de l'appliquer à l'accident causé par une voiture automobile (1). Elle se heurte, en effet, à une objection grave tirée du texte même de l'article 1386 dont la disposition ne vise que les bâtiments. Elle a surtout l'inconvénient, aux yeux des juges qui cherchent à assurer à la victime la réparation de l'accident qu'elle a subi, de lui imposer une preuve toujours difficile à fournir, qu'il s'agisse d'établir le défaut d'entretien ou le vice de construction. Il n'est pas facile, lorsqu'une machine a fait explosion et qu'il n'en reste plus que des débris, de démontrer qu'elle avait été mal construite ou qu'elle était mal entretenue. Or, cette preuve est indispensable pour rendre applicable l'article 1386 : faute de la fournir, la responsabilité du propriétaire ne peut être engagée que si une faute est établie à sa charge ou à la charge de ses préposés (2).

Aussi voyons-nous certains arrêts poser comme

126. — V. dans le même sens un arrêt de la même Cour du 13 mai 1902. S. 1904. 2. 44. Elle a admis, d'autre part l'application de l'article 1386 aux batteuses mécaniques, mais a écarté également la responsabilité du propriétaire, parce que la preuve n'était pas rapportée d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien. Douai, 28 juillet 1896. D. P. 97. 2. 349.

1. Trib. civ. Angoulême, 1^{er} décembre 1905 et sur appel Bordeaux, 12 juin 1906. *Journal des arrêts de Bordeaux*, 1908. 1. 51.

2. Douai, 16 décembre 1896. S. 97. 2. 126. — Civ., 16 juillet 1903 (1^{re} et 2^e espèces). D. P. 1904. 1. 83.

principe que l'article 1386 doit être interprété strictement et limité aux seules hypothèses expressément prévues par son texte. En le décidant ainsi, leur but n'est pas de faire à la victime une situation défavorable en la plaçant sous l'empire des articles 1382 et 1383, mais plutôt de lui faciliter son recours en lui permettant de se prévaloir de l'article 1384, alinéa 1, et de la présomption de la faute qu'il édicte sans qu'aucune preuve incombe au demandeur (1).

« Considérant, dit la Cour de Grenoble, que la disposition de l'article 1384, étant aussi entendue, (c'est-à-dire comme édictant une présomption de faute), l'article 1386, qui l'applique aux dommages causés par la ruine des maisons la restreint pour ce cas particulier plutôt qu'il ne l'étend, puisqu'il met à la charge du demandeur la preuve d'un vice déterminé auquel est due la ruine de la maison ; qu'en conséquence, cet article, faisant exception à la règle générale beaucoup plus large, plus favorable au demandeur, ne doit être appliqué qu'au cas particulier qu'il prévoit, laissant tous les autres cas de dommages causés par les choses sous l'empire de la disposition sus analysée de l'article 1384. »

1. Grenoble, 10 février 1892, S. 93. 2. 205. — V. aussi trib. civ. de Bourges, 7 février 1895. (1^{re} espèce) D. P. 1900. 2. 289. — Agen, 17 mars 1897, *ibid.* — Trib. civ. de Lyon, 1^{er} juillet 1899. *Moniteur judiciaire de Lyon*, 12 août 1899.

Il s'agissait précisément dans l'espèce d'un accident causé par la chute d'un arbre planté sur une place publique qui s'était tout à coup abattu sur un promeneur et l'avait gravement blessé. En 1877, la Cour de Paris n'avait trouvé d'autre moyen d'assurer une réparation à la victime qu'en faisant appel à la disposition de l'article 1386 (V. *supra*, p. 78). La Cour de Grenoble, tout en admettant subsidiairement l'application de ce texte, considère qu'il est beaucoup plus juridique de la restreindre à l'hypothèse de la ruine d'un bâtiment, parce qu'on aboutit ainsi à dispenser le demandeur d'une preuve difficile qui était d'ailleurs faite dans l'espèce, celle d'un vice de la chose consistant dans un défaut d'entretien ou un vice de la construction.

L'interprétation restrictive de l'article 1386 a prévalu à un autre point de vue. Le texte ne rend le propriétaire responsable que du dommage causé par la ruine du bâtiment. L'expression est assurément vague et peut englober toutes les circonstances dans lesquelles un dommage résulte soit de la destruction totale du bâtiment, soit de sa destruction partielle. Mais on n'y comprend pas les cas dans lesquels un objet faisant partie de la construction, s'en détache et occasionne un accident : par exemple, une pierre se détache d'une corniche, un tuyau de cheminée mal assujetti est emporté par le vent. Le bâtiment n'est pas ruiné pour cela. Pour qu'il y ait ruine, il

faut qu'il y ait destruction totale ou partielle de l'édifice ou de gros ouvrages qui la constituent dans ses parties intégrantes (1). Ce n'est pas à dire que le dommage doit rester sans réparation. Ce sera le cas, au contraire, d'appliquer l'article 1384, alinéa 1, ce qui dispensera la victime de faire la preuve du défaut d'entretien, ou du vice de construction. Ainsi l'a décidé un jugement du tribunal civil de Melle du 27 mai 1899 (2) à l'occasion d'un accident occasionné par la chute d'un morceau de pierre qui s'était détaché d'un gland d'ornementation d'un édifice. Le tribunal décide que le propriétaire est responsable de l'accident par application de l'article 1384, et écarte expressément l'article 1386 « qui vise dit-il, la ruine totale ou partielle de l'édifice et mettrait le demandeur dans la nécessité d'établir soit le défaut d'entretien, soit le vice de construction ».

Signalons enfin une source fréquente de dommages provenant des bâtiments qui échappent à la disposition de l'article 1386 sans que la victime puisse d'ailleurs invoquer l'article 1384 C. Civ.; ce sont les incendies qui se communiquent d'une construction à une construction contiguë. En pareil cas, il ne suffit pas d'établir le défaut d'entretien ou vice de construction dans les termes de l'article 1386 (3).

1. Baudry-Lacantinerie et Barde, t. IV, no 2960, I.

2. Sous Civ., 30 juin 1902. D. P. 1907. I. 437.

3. En général, la question ne se pose pas devant les tribu-

SECTION III

Théorie de la faute présumée, fondée sur l'article 1384, alinéa 1

§ 1. — *Comment cette théorie a été adoptée par la jurisprudence*

Longtemps, nous l'avons dit, les dispositions de l'article 1384 relatives à la responsabilité du fait des choses qu'on a sous sa garde passèrent à peu près inaperçues des interprètes du Code ou des praticiens. La Cour de Lyon avait bien rendu le propriétaire d'un bateau à vapeur responsable envers l'un des marins de l'explosion d'une chaudière, en invoquant l'article 1384. Mais il était constaté en fait, que la rupture de la chaudière, d'après le rapport des experts, avait eu lieu soit par un manque d'eau,

naux sur le terrain des articles 1384 et 1386. Le voisin songe à se prévaloir des articles 1733 et 1734 qui établissent une présomption de faute à la charge du locataire dans ses rapports avec le propriétaire. Mais une jurisprudence constante décide que ces dispositions ne sont pas applicables entre voisins. Civ. 22 oct. 1889. D. P. 90. 1. 122. — Req, 7 mars 1892. D. P. 92. 1. 502. — 13 juillet. 1903. D. P. 1903. 1. 507. — Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 367. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Un louage*, t. I, no 2011.

soit par un vice de construction, soit par un chauffage trop intense. Or, comme le remarquait l'arrêt, l'une quelconque de ces causes impliquait la responsabilité du propriétaire du bateau. Il y avait donc, en réalité, faute prouvée et non faute présumée. Le jour où, devant la Cour de cassation se posa, en dehors de toute preuve de faute, la question de la responsabilité du propriétaire sous prétexte qu'il devait être présumé en faute, nous avons vu avec quelle netteté elle écartait cette thèse. Cependant, dès cette époque, l'idée était en germe, puisqu'elle avait été défendue dans l'espèce devant les trois juridictions.

M. Labbé, qui commentait quelque temps après l'arrêt de la Chambre civile écrivait (1) : « Il est un système qui est vaguement au fond de beaucoup d'esprits : c'est que le propriétaire répond du dommage causé par sa chose, non parce qu'il est en faute, mais par cela seul qu'il est propriétaire. Voici comment ce système se motive : vous avez une chose en propre, vous l'utilisez, vous en avez tout le profit ; si elle est nuisible à autrui, vous en devez réparation. Vous introduisez ou vous entretenez au sein de la société, un animal d'une impétuosité ou d'une voracité redoutables ; vous construisez, vous employez un instrument, un moteur

1. Sirey, 1871. I. 9.

d'une grande puissance ; vous le faites à vos risques et périls. Si les tiers en éprouvent un dommage, vous qui avez retiré de la chose tous les avantages de son emploi, vous devez subir la charge de l'indemnité qui est due aux tiers. Les dommages et intérêts sont dus par la propriété plutôt que par l'homme. L'homme doit prélever sur la valeur de la chose et sur les profits qu'il en a retirés de quoi indemniser les tiers à qui la chose a nui ».

Mais ce système, que M. Labbé considérait comme ayant été celui du droit romain, lui paraissait avoir été écarté par les rédacteurs du Code civil qui ont, dit-il, introduit une harmonie plus parfaite dans le système de la responsabilité des préjudices causés, en faisant reposer l'obligation à des dommages-intérêts envers un tiers sur un principe unique, sur l'idée de faute.

Un jugement du tribunal civil de Bruxelles affirma peu de temps après la doctrine nouvelle dans des termes d'une netteté remarquable (1) : « Attendu, dit le jugement, que du texte de l'article 1384 du Code civil il ressort clairement que le propriétaire d'une chose inanimée qu'il a sous sa garde est responsable du dommage causé par le fait de cette chose ; Attendu que, si l'on se pénètre de l'esprit de cette dis-

1. Trib. civ. Bruxelles, 31 mai 1871. (Jugement réformé par arrêt du 16 avril 1872). *Pasicrisie belge*, 1872. 2. 176.

position, l'on acquiert la conviction que cette responsabilité prend naissance du moment où du seul fait de la chose il résulte un préjudice ; qu'il est, en effet, naturel et logique que le propriétaire d'une chose sur laquelle il a droit et devoir de surveillance et de direction, soit légalement présumé en état de faute dès l'instant où cette chose cause un préjudice ; que le tiers lésé dans ses intérêts par le fait de la chose ne peut pas, pour obtenir réparation du préjudice, être forcé de prouver d'une manière nette et précise qu'il y a eu faute ou imprudence dans le chef du propriétaire de la chose ; qu'en effet la subministration de cette preuve lui serait presque toujours impossible, puisque dans la plupart des cas, le tiers n'est aucunement chargé de surveiller la chose et n'aurait aucun moyen d'établir dans quelles circonstances la faute ou l'imprudence du propriétaire se serait produite ».

Le jugement réserve seulement au propriétaire la faculté d'établir qu'il n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité. La Cour de Bruxelles à qui le jugement fut déféré, adopta, au contraire, la thèse de notre Cour de Cassation, mais sans motiver sa décision autrement que par une affirmation (1).

« Les articles 1382 et 1383, dit l'arrêt, n'obligent celui qui cause un dommage à autrui à le réparer que si le dommage est arrivé par sa faute, sa négligence

1. Bruxelles, 16 avril 1872. *Pasicrisie belge*, 1872. 2.176.

ou son imprudence; il en résulte d'après le principe : *Actori incumbit probatio*, que celui qui demande la réparation d'un dommage doit justifier de l'existence d'une faute dans le chef de celui qui en est l'auteur. L'article 1384 ne déroge pas à ces principes en ce qui concerne la responsabilité des choses que l'on a sous sa garde. » C'était net, mais peu probant.

En 1876, Laurent amené à se prononcer entre les deux systèmes, reconnaissait que la question était douteuse. Cependant, après avoir discuté l'arrêt de la Chambre civile du 19 juillet 1870, il arrivait à donner la préférence à l'opinion qui voit dans l'article 1384 une présomption de faute à la charge du propriétaire. Cette interprétation qui avait pour Laurent le mérite d'être d'accord avec le texte, lui semblait être aussi en harmonie avec l'équité et avec les faits.

« Les accidents, causés par les machines, observait-il (1), sont journaliers; ils ne peuvent guère provenir que de l'imperfection de la machine ou d'une négligence de l'ouvrier; donc le législateur a pu présumer la faute. Il est vrai que l'imperfection de la machine peut venir de l'imperfection de la science, laquelle n'est pas imputable au propriétaire; mais alors, il y a une considération d'équité : n'est-il pas juste que le propriétaire de la machine sup-

1. *Principes du droit civil*, t. XX, n° 63.

porte le dommage plutôt que celui qui en est la victime ? »

Ainsi le système que M. Labbé entrevoyait comme existant à l'état vague dans beaucoup d'esprits, avait à peine attendu quelques années pour prendre corps dans une décision de justice et dans l'ouvrage d'un jurisconsulte qui, circonstance bien remarquable, est un des plus fervents adeptes de l'école classique d'interprétation littérale des textes (1).

A partir de ce moment, on peut dire que la théorie nouvelle est née. Elle va se répandre de plus en plus dans la doctrine et la jurisprudence. Sa diffusion fut cependant retardée par l'éclosion de la théorie de la responsabilité contractuelle, qui parut un moment devoir donner satisfaction au but que l'on poursuivait. L'attention se portait avant tout sur les accidents les plus fréquents, ceux qui frappent les ouvriers au cours de leur travail. Or, la théorie nouvelle aboutissait au résultat cherché en déplaçant le fardeau de la preuve. Pendant une dizaine d'années, les auteurs ont cherché dans cette voie la solution du problème des accidents industriels, sans que leur attention s'arrêtât sur l'article 1384.

Mais nous avons dit déjà que la jurisprudence

1. Laurent, répétant ce qu'avait dit d'Argentré, enseigne que « les arrêts n'ont aucune valeur à moins qu'ils ne soient fondés en droit et en raison » (*Principes*, t. I, n° 281).

n'avait pas fait à la thèse de la responsabilité contractuelle l'accueil enthousiaste qu'elle reçut en doctrine. Acceptée par quelques arrêts en matière de transport des personnes, c'est à peine si on en trouve trace dans la jurisprudence relative aux accidents du travail (*supra*, p. 69). Les tribunaux, dans leur désir d'assurer à la victime la réparation équitable qui lui paraissait due, élargissaient la notion de la faute jusqu'à ses plus extrêmes limites et se montraient faciles pour admettre la preuve qui restait toujours à la charge du demandeur. L'interprétation nouvelle de l'article 1384, qui permettait d'arriver au but tant désiré de dispenser l'ouvrier de l'obligation de prouver la faute qu'il reprochait à son patron, fut acceptée avec une faveur marquée à tous les degrés de juridiction. Les tribunaux inférieurs ne se rappelèrent plus la condamnation solennelle portée contre elle en 1870 par la Cour de cassation. La Cour suprême elle-même ne craignit pas de se déjuger et adhéra à la thèse de la responsabilité du fait des choses fondées sur une faute présumée.

La jurisprudence, en s'engageant dans cette voie, a été vigoureusement soutenue par la doctrine. Déjà, en 1886, M. Thaller, rendant compte de l'ouvrage de M. Sainctelette proposait, pour arriver au résultat poursuivi par l'auteur, de faire appel à l'article 1384.

« Il est exact, écrivait-il (1), que le patron répond de plein droit de son outillage et de ses machines, comme le chemin de fer de son matériel roulant et de la bonne organisation du service. Une corde se rompt, un échafaudage s'écroule, l'ouvrier a le bras pris dans un volant ou dans une roue d'engrenage ; il pourra sans rien démontrer de plus, réclamer des dommages-intérêts, comme y aurait droit le voyageur si l'accident provenait de la rencontre de deux trains. C'est alors à la partie adverse d'exciper d'un fait militant à sa décharge... Cela provient du principe de la responsabilité civile consigné dans l'article 1384. »

L'un des plus ardents promoteurs de la doctrine contractuelle, M. Sainctelette, qui s'était d'abord montré l'adversaire déterminé de la théorie de la présomption de faute, dans laquelle il voyait une monstrueuse injustice (2), n'hésitait pas quelques années après à l'adopter (3).

M. Labbé qui, en 1871, repoussait la doctrine qui venait à peine de se faire jour, s'y ralliait, au contraire, sans réserve en 1890. « Après une réflexion plus profonde, écrit-il (4), une étude plus attentive de la rédaction de la loi, plus touché que nous ne l'a-

1. *Annales de droit commercial*, 1886-1887 p., 217.

2. *Responsabilité et garantie*, n° 15.

3. *Mémoire pour M^{me} veuve de Sitter*, 1889, p. 31.

4. Note dans *Sirey*, 90. 4. 18.

vions été de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise, nous changeons de sentiment et nous accordons en équité notre adhésion à ce principe que celui qui perçoit les émoluments procurés par l'emploi d'une machine susceptible de nuire aux tiers doit s'attendre à réparer les préjudices que cette machine concerne. C'est sous sa responsabilité que l'on introduit pour son intérêt dans l'humanité une cause d'accidents et d'infortunes ».

Ce ne fut d'ailleurs pas sans résistance que la thèse nouvelle pénétra dans la jurisprudence.

Le premier jugement qui donna son adhésion à cette théorie fut réformé en appel. L'ouvrier d'une faïencerie, ayant eu un doigt fracturé par la scie circulaire qui fonctionnait dans l'usine, avait actionné son patron en responsabilité. Il s'offrit à faire la preuve de la faute du patron, mais ne réussit pas dans la démonstration qu'il avait tenté de fournir. Cependant, le tribunal ne rejeta pas pour cela sa demande ; considérant que l'article 1384 établissait au profit de la victime une présomption légale de faute à la charge du propriétaire de la chose cause du dommage, mais que cette présomption pouvait être écartée si le propriétaire prouvait que le dommage n'était dû qu'à l'imprudence de la victime, il décidait qu'il y avait lieu de recourir à une expertise.

L'expertise n'ayant, comme l'enquête, donné aucun résultat, le tribunal saisi à nouveau fit droit à la demande de l'ouvrier, parce que le patron n'avait pas fait la preuve qui lui incombait. Et voulant justifier cette solution au point de vue de l'équité, il ajoutait que « si la sagesse de la loi avait besoin d'être démontrée, elle le serait par cette seule observation que G..., le maître de la scie, pouvait à ce titre, immédiatement après l'accident, faire vérifier l'état, faire constater son bon ou son mauvais état, le faire réparer si bon lui semblait, tandis que rien de pareil n'était possible pour l'ouvrier qui n'avait sur la scie aucune espèce de pouvoir ni de contrôle surtout après l'accident : qu'il est donc juste que la preuve du bon état du matériel, quand l'accident est dû à une machine, incombe au maître et non à l'ouvrier ».

Mais la Cour d'Orléans repoussa, cette thèse : « Attendu, dit l'arrêt, que c'est à tort que, dérogeant aux règles du droit commun et créant contre le patron une présomption légale qui n'existait pas, les premiers juges ont affranchi l'ouvrier de la preuve qui lui incombait, comme à tout demandeur et consacré le principe de la responsabilité du maître de la chose, indépendamment de toute faute prouvée contre lui ». La Cour affirmait donc très catégoriquement la théorie traditionnelle (1).

1. V. les jugements du tribunal de Gien 7 juin 1887 et

C'est encore la même doctrine qui prévalait devant le tribunal civil de la Seine et devant celui de Marseille dans deux affaires d'explosion de chaudière ayant occasionné la mort du mécanicien. La demande en dommages-intérêts était repoussée dans les deux cas, parce que la victime n'établissait pas la faute du propriétaire de la machine. Mais ces deux décisions devaient avoir, devant les juges supérieurs, un sort très différent.

La Cour de Paris, sur l'appel du jugement du tribunal civil de la Seine donnait gain de cause à la veuve de la victime en se fondant sur ce que le contrat qui liait le patron et l'ouvrier mettait à la charge du premier l'obligation de confier au second une machine propre à remplir l'office auquel il était destiné et qu'il suffisait de constater que c'était bien la rupture d'un des tubes de la machine, par suite d'un vice de construction qui, sans qu'il y eût le moindre reproche à adresser à la victime, avait laissé échapper un jet de vapeur, qui était allé l'atteindre et la brûler. La Cour de Paris consacrait ainsi, d'une façon tout à fait passagère du reste, le principe de la responsabilité contractuelle.

Subsidiairement, elle ajoutait que, si le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage

26 avril 1888, et l'arrêt de la Cour d'Orléans du Code 1888 dans S. 88. 2, 14.

causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par un vice de construction, il est juste de décider, par analogie, qu'en confiant à un ouvrier une machine le patron est responsable du dommage occasionné par un vice de construction de cette machine. C'était l'application extensive de l'article 1336. Ni l'un ni l'autre de ces points de vue ne prévalurent devant la Cour de cassation saisie du pouvoir formé contre l'arrêt de la Cour de Paris.

Dans ces conclusions, M. l'avocat général Sarrut demandait la cassation de l'arrêt. Il écartait sans s'y arrêter la thèse de la responsabilité contractuelle, condamnée, disait-il, par la jurisprudence. Quant à l'article 1386, il lui paraissait manifestement inapplicable, un remorqueur, chose mobilière, n'étant pas un bâtiment, au sens de l'article 1386 du Code civil. Cherchant ensuite si l'arrêt ne pourrait pas se justifier par l'article 1384, il se prononçait nettement pour la négative. A ses yeux, la formule de l'article 1384 n'a pas la portée générale qu'on voudrait lui attribuer ; elle se trouve, au contraire, très clairement délimitée par les dispositions qui l'accompagnent : la fin de l'article 1384 et les articles 1385 et 1386 ne sont que le commentaire de la formule de l'article 1384. Les choses dont on est responsable de plein droit sont donc exclusivement celles que visent les dispositions explicatives contenues dans les articles 1385 et 1386, c'est-à-dire les animaux,

d'une part, et d'autre part, parmi les choses inanimées, les bâtiments. En dehors de là, il n'y a de responsabilité qu'en cas de faute prouvée.

La chambre civile ne se rangea pas aux conclusions de son avocat général. Elle rejeta le pourvoi, mais en donnant pour fondement juridique à la responsabilité du propriétaire du remorqueur la disposition de l'article 1384. Cet arrêt extrêmement laconique, le premier de la Cour de cassation qui consacre la théorie nouvelle, doit être rapporté textuellement, moins pour la précision de la doctrine qui s'en dégage, qu'à raison des divergences d'interprétation auxquelles il a donné lieu de la part des juristes qui l'ont commenté.

« Attendu, dit la chambre civile, que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur *Marie* qui a causé la mort de Teffaine est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil cette constatation, qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé » (1).

1. Civ. 16 juill. 1896, D. P. 67. 1. 433, note de M. Saleilles, S. 97. 1. 17, note de M. Esmein.

A quelques mois d'intervalle, la chambre des requêtes saisie du pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'Aix qui avait confirmé la décision des juges du tribunal de Marseille, citée plus haut (p. 98), rendait un arrêt de rejet ainsi conçu : « Attendu que le 10 juin 1894, le sieur Grange, employé à bord d'un paquebot de la compagnie Transatlantique a été victime de l'explosion de la chaudière, et que, le lendemain, il succombait aux suites de ses blessures ; que sa veuve a assigné la Compagnie Transatlantique en dommage-intérêts, que pour repousser cette demande, l'arrêt attaqué constate « que l'accident a donné lieu à deux enquêtes et vérifications techniques faites immédiatement, l'une par la commission de surveillance, l'autre par M. Vence, expert commis par le juge d'instruction ; qu'il résulte de ces deux mesures d'instruction que les foyers et chaudières du *Maréchal Bugeaud* étaient construites conformément aux règles de l'art, en bon état d'entretien et qu'il leur est impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et ne pouvant engager aucune responsabilité » ; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué, qui s'est au surplus conformé aux exigences de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, a donné une base légale à sa décision et a sainement appliqué les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil » (1).

1. D. P. 97. 1. 443 ; S. 98. 1. 65.

Ces deux décisions, émanées l'une de la chambre civile, l'autre de la chambre des requêtes et qui, rendues dans deux affaires analogues, paraissaient statuer en sens contraire provoquèrent dans la doctrine d'importantes dissertations (1).

On crut généralement voir un conflit entre les deux chambres de la Cour de cassation. D'autres auteurs pensèrent qu'il y avait seulement divergence au point de vue de la portée de la présomption de l'article 1384, qui n'aurait pu être écartée, d'après la chambre civile, que par la preuve d'un événement étranger au fonctionnement normal de la chose, qui avait occasionné l'accident, alors que la chambre des requêtes aurait permis au propriétaire ou au gardien de la chose de se soustraire à la présomption en établissant qu'aucune faute ne pouvait lui être imputée.

Quelques interprètes, remarquant que les deux arrêts avaient relevé dans leurs motifs, l'un, celui qui condamnait le patron, l'existence d'un vice de construction de la machine qui avait fait explosion, l'autre, au contraire, celui qui le mettait hors de cause, le bon état d'entretien des foyers et chaudières

1. V. notamment : Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité délictuelle* et note dans D. P. 97. 1. 433. — Esmein, Note dans Sirey, 97. 1. 17. — Josserand, *La responsabilité du fait des choses inanimées*. — Charmont. *Revue critique*, 1898, p. 134.

res, croyaient pouvoir en rattacher la doctrine à l'interprétation de l'article 1386. Ils pensaient que la Cour de cassation avait voulu consacrer la théorie qui interprète l'article 1384 par l'article 1386, l'article 1384 posant le principe de l'article 1386 en déterminant les conditions d'application dans une espèce particulière qui ne serait prise qu'à titre d'exemple.

On avait même prétendu que la doctrine qui pouvait se dégager de ces arrêts, rendus à l'occasion d'un accident industriel, n'avait pas la portée absolue qui paraît résulter de leurs termes, et devait être restreinte aux rapports entre patrons et ouvriers. L'arrêt de la chambre civile n'aurait été que la manifestation extrême d'une jurisprudence favorable aux ouvriers, qui, à plusieurs égards, faisait à ceux-ci une situation exceptionnelle. La loi du 8 avril 1898, en introduisant dans la loi le principe du risque professionnel, aurait ainsi rendu cette jurisprudence sans objet.

La vérité semble être plutôt que la Cour de cassation restait encore hésitante et évitait d'employer des formules trop précises dans une matière où les idées étaient encore en voie de formation. D'où la rédaction un peu embarrassée des arrêts qu'elle rendait alors et de quelques-uns de ceux qui ont suivi.

Récemment encore, le 3 juin 1904, elle éludait à

nouveau la question (1). Mais, quelque temps après, le premier président, M. Ballot-Beaupré, retraçant, à l'occasion du centenaire du Code civil, l'œuvre de la jurisprudence donnait à l'arrêt de la chambre civile du 16 juin 1896 une interprétation solennelle et en dégagait toute la portée doctrinale, en y voyant la consécration de la théorie de la faute présumée sur le fondement de l'article 1384 (2).

Aussi la chambre des requêtes, saisie peu de temps après de la question, donnait cette fois une adhésion formelle à la thèse de la présomption de faute. Son arrêt présente d'autant plus d'importance que, dérogeant à ses habitudes, elle a cru devoir trancher la question, alors qu'elle aurait pu se dispenser de le faire. Les juges du fait avaient constaté que l'accident dont il était demandé réparation ne pouvait être que la conséquence d'une inattention ou d'une imprudence de la victime, qui devait supporter seule le dommage résultant de sa propre faute. « En statuant ainsi, dit la Chambre des requêtes

1. Req., 3 juin 1904, D. P., 1907. 1. 177.

2. Voici les termes du discours de M. Ballot-Beaupré. « La jurisprudence, en 1896, est allée plus loin : se fondant sur l'article 1384, selon lequel on répond du dommage qu'on cause par le fait des choses qu'on a sous sa garde, elle a déclaré justifiée la condamnation prononcée contre un patron par cela seul que l'explosion de la chaudière, cause de l'accident, était due à un vice de construction... »

tes, en l'état de ces constatations souveraines, l'arrêt attaqué a fait à la cause une exacte application des principes qui régissent la matière (1) ».

Si elle avait voulu persister dans son attitude prudente, elle pouvait arrêter là son arrêt. Mais, décidée à prendre nettement parti sur une question sur laquelle la plupart des cours d'appel avaient déjà fait connaître leur sentiment, elle ajoutait : « ... qu'en effet si, aux termes de l'article 1384 C. civ. on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde cette *présomption* cède devant la preuve de la faute exclusive de la victime. »

Le 25 mars 1908, la chambre des requêtes rendait un nouvel arrêt dans le même sens. Statuant sur le pourvoi formé contre un arrêt de Bourges du 15 janvier 1906, qui avait admis le propriétaire de meules de grain incendiées à établir que l'incendie provenait de la machine à battre, elle rejette le pourvoi, « attendu que la décision attaquée se borne à décider que si la batteuse reste présumée, la cause du dommage par le fait seul que le feu l'avait attaquée, la *présomption de l'article 1384, alinéa 1*, s'élève contre le propriétaire de la machine ; que celui-ci ne peut dès lors s'affranchir des responsabilités entraînées par l'incendie qu'à la condition d'établir

1. Req., 22 janvier 1908. D. P. 1908. 1. 217.

d'une part, que la machine n'était pas sous sa garde ou sous celle de ses préposés quand le sinistre a éclaté ou que, d'autre part, il provient du cas fortuit de la force majeure ou de toute autre cause étrangère ; — attendu qu'en déclarant, dans ces conditions, la preuve ci-dessus rapportée admissible et concluante, l'arrêt attaqué, loin de violer l'article 1384, alinéa 1, n'a fait au contraire de ce texte qu'une exacte application » (1).

Ainsi se trouve catégoriquement affirmée et consacrée en jurisprudence la doctrine qui voit dans l'article 1384 une disposition imposant au propriétaire de la chose qui a causé un dommage la responsabilité de ce dommage, sur le fondement d'une faute présumée. C'est à lui qu'il incombe de démontrer que l'accident a une cause qui ne peut lui être imputée.

En donnant cette solution, la Cour de cassation n'a fait que suivre la voie dans laquelle étaient entrés depuis longtemps les cours et les tribunaux. La préoccupation d'assurer aux ouvriers la réparation des accidents auxquels ils sont malheureusement exposés plus que tous autres n'avait pas été étrangère à l'orientation qu'avait prise la jurisprudence dans l'interprétation de l'article 1384. Mais ce n'était là qu'une considération extrinsèque ; l'inter-

1. Req. 25 mars 1908, *Gaz. Pal.*, 1908. I. 548.

prétation une fois admise devait s'appliquer, quelle que fût la victime. Aussi la loi du 9 avril 1898, qui a assuré par un autre moyen la réparation des accidents industriels, n'a pas arrêté le mouvement de la jurisprudence, mais lui a donné un nouvel essor. La grande majorité des arrêts et jugements rendus dans ces dix dernières années adoptent nettement la doctrine de la présomption de la faute (1).

C'est à peine si l'on trouve quelques décisions discordantes (2). La Cour de Rennes qui résistait

1. Voici par ordre de date les jugements et arrêts publiés par les deux grands recueils judiciaires de Dalloz et de Sirey qui ont considéré l'article 1384 comme édictant une présomption de faute :

Trib. civ. Gien, 7 juin 1887 et 26 avril 1888. S. 88. 2. 14. — Grenoble, 10 février 1892. S. 93. 2. 205. — Dijon, 26 déc. 1895. S. 96. 2. 48. — Civ., 16 juin 1896. D. P. 97. 1. 433 ; S. 97. 1. 17. — Trib. civ. Bourges, 7 février 1895 ; Agen, 17 mars 1897. — Trib. civil. Seine, 28 janv. 1899 ; trib. civ. Mayenne, 2 mars 1899. D. P. 1900. 2. 289. — Lyon, 25 avril 1899 ; trib. civ. Lyon, 15 nov. 1901. — Trib. civ. Seine, 26 janv. 1903 ; Riom, 25 mars 1903 ; Aix, 1^{er} juin 1904. D. P. 1904. 2. 257. — Chambéry, 25 février 1903. D. P. 1905. 2. 299 ; Paris, 31 mars 1903. D. P. 1906. 1. 457. — Trib. civ. Marseille, 29 juillet 1903. S. 1904. 2. 87. — Trib. civ. de la Châtre, 29 décembre 1904. D. P. 1905. 2. 54. — Chambéry, 12 juillet 1905. D. P. 1905. 2. 417. — Trib. civ. Lannion, 5 décembre 1905 ; Bourges, 15 janvier 1906. D. P. 1906. 2. 249. — Trib. civ. Seine, 24 janvier 1906 et Rennes, 26 juillet 1906. D. P. 1907. 2. 17.

2. Trib. civ. Saint-Jean-d'Angély, 27 janv. 1897, *Gaz. Pal.*, 97.1.344. Trib. civ. Nantua, 10 août 1899, *La Loi*, 27 sept.

encore à la tendance générale en 1902 s'y ralliait très nettement en 1906 (1).

Il est à noter cependant que les juges, tout en fondant la responsabilité sur une faute présumée, s'attachent à relever toutes les circonstances qui leur paraissent de nature à constituer des fautes à la charge de celui qu'ils condamnent sur la base d'une présomption légale. On dirait qu'ils éprouvent quelque scrupule à condamner une personne à réparer un dommage sur le fondement d'une présomption et que leur conscience n'est vraiment à l'aise que lors-

1899 ; Trib. civ. Aix, 27 janv. 1902, *Gaz. Pal.*, 1902.2.158. Rennes 28 juillet 1902, sous civ. 16 janvier 1905, D. P. 1906.1.288.

L'arrêt de la cour de Rennes contient ce considérant curieux :

« Attendu que, s'il était vrai que l'article 1384 ait édicté une présomption de faute contre le détenteur d'une chose quelconque dont il a la garde et qui a causé un préjudice à un tiers, il y aurait lieu de s'étonner que la portée de cet article eût échappé jusqu'en 1898, non seulement aux victimes des accidents causés dans l'industrie et dans l'agriculture par les défectuosités des choses mobilières employées, mais encore aux avocats, aux magistrats et notamment qu'en présence de la grande fréquence de ces accidents depuis que la science est parvenue à mobiliser les appareils à vapeur, on ait songé à demander au gouvernement de provoquer le vote d'une loi ayant pour objet de déplacer au profit des victimes le fardeau de la preuve, si difficile à administrer. »

1. Rennes, 26 juillet 1906, D. P. 1907.2.17.

qu'ils ont pu justifier leur décision par une faute certaine et dûment établie (1).

Il leur arrive, d'ailleurs, dans cette tâche d'élargir singulièrement la notion de la faute ; il y a faute lorsque certaines mesures considérées par le juge comme commandées par les devoirs professionnels de l'auteur du dommage n'ont pas été prises.

Maintenant que nous avons vu pénétrer dans la pratique la doctrine nouvelle, il nous faut en délimiter le domaine d'application et la portée exacte.

Pour cela, il est nécessaire de répondre à trois questions que le texte laconique de l'article 1384 est loin de résoudre d'une façon explicite :

- 1° A quelle condition s'applique la présomption ?
- 2° Qui peut l'invoquer ?
- 3° Admet-elle la preuve contraire ?

§ 2. — *Condition d'application de la présomption*

La responsabilité édictée par l'article 1384 du Code civil est attachée au fait des choses que l'on a sous sa garde. Pour que la présomption s'applique,

1. On consultera notamment à ce point de vue : Agen, 17 mars 1897, D. P. 1900. 2. 289 ; Paris, 11 mars 1904, D. P. 1904. 2. 257 ; Rennes, 26 juillet 1906, D. P. 1907. 2. 17.

il faut donc : 1° que le dommage ait été causé par une chose ; 2° que cette chose fût sous la garde de celui à qui est demandé la réparation du préjudice subi.

1^{re} CONDITION. — *Le dommage doit être le fait de la chose.* — Cette condition d'application de la présomption de l'article 1384 soulève un problème délicat ; c'est celui de savoir dans quels cas on peut dire que le dommage est causé par le fait d'une chose. Le plus souvent, en effet, la chose qui a causé le dommage n'a agi, si l'on peut ainsi dire, que sous l'impulsion d'une personne qui la dirigeait. Si au cours de ce mouvement, un accident se produit, dira-t-on qu'il est le fait de la chose ou de la personne qui en avait la direction ? La question est très importante, car la faute est présumée, si l'accident est dû au fait de la chose, alors que la victime doit faire la preuve de la faute de l'auteur du dommage, si l'accident est dû au fait de la personne.

Les auteurs ne paraissent pas en général avoir aperçu l'importance de la question : c'est à peine s'ils y font allusion incidemment (1).

Quant à la jurisprudence, il ne lui appartient pas de procéder par voie d'énonciation de principes ; elle solutionne les espèces qui lui sont soumises.

1. Comp. Labbé note au Sirey. 86. 2. 97. — Esmein, note au Sirey, 97. 1. 17 et 1899. 1. 497. — Boistel, note D. P. 1901, 1. 41.

C'est le rôle de la doctrine de dégager de ces solutions la formule générale qui permet de les rattacher à un principe commun.

Les exemples que nous fournissent les arrêts et jugements qui ont appliqué l'article 1384 sont déjà très nombreux et très variés. Il est indispensable de parcourir rapidement les espèces qui se sont présentées pour y découvrir le criterium que nous cherchons.

Les exemples les plus anciens et qui continuent à être les plus fréquents sont relatifs à l'explosion d'une machine. C'est à l'occasion des accidents qui en résultent que la jurisprudence nouvelle a commencé à s'affirmer et que la Cour de cassation y a donné son adhésion dès 1896 (1).

Les dégâts occasionnés par les machines à battre ont aussi donné fréquemment aux tribunaux l'occasion d'appliquer la présomption de faute de l'article 1384. C'est généralement à la suite d'un incendie communiqué par la machine aux bâtiments avoisinants que la question se pose devant le juge. Il suffit, disent les tribunaux, que le sinistré établisse contre le propriétaire ou exploitant de la machine

1. Trib. civ., Bourges, 7 fév. 1895. D. P. 1900. 2. 289.
— Dijon, 26 déc. 1895, S. 96. 2. 48. — Civ., 16 juin 1896,
D. P. 97. 1. 433. — Riom, 25 mars 1903, D. P. 1904. 2. 257.

que le feu a été allumé par une étincelle ou escarbille provenant de la machine (1).

En dehors de ces hypothèses, qui sont une source pour ainsi dire normale et constante d'accidents, les tribunaux nous fournissent d'autres exemples d'une application moins pratique dans lesquels la responsabilité du gardien de la chose s'est trouvée engagée par application de la présomption de faute de l'article 1384.

Un locataire place sur un pilier un vase en fonte. Le vase tombe et blesse un passant. Le pilier était en bon état. Le propriétaire du vase a été considéré comme responsable, à défaut par lui d'établir le cas fortuit ou de force majeure ou la faute de la victime (2).

Un comité électoral fait apposer le long d'un mur un grand châssis en bois destiné à la publicité. Le châssis mal assujetti tombe et blesse grièvement un passant, qui meurt quelque temps après. Le candidat du comité, considéré comme propriétaire de l'enseigne et comme en ayant la garde, a été reconnu responsable de l'accident, sauf son recours contre

1. Alger, 27 mars 1897, D. P. 1900. 2. 289. — Trib. civ. de Mayenne, 2 mars 1899 *ibid.* — Trib. civ. de la Châtre, 29 déc. 1904, D. P. 1905. 2. 54. — Trib. civil. Lannion, 5 déc. 1905 et Bourges, 15 janv. 1906, D. P. 1906. 2. 249. — Rennes, 26 juill. 1906, D. P. 1907. 2. 17.

2. Trib. civ. Seine, 28 janv. 1899, D. P. 1900. 2. 289.

l'entrepreneur, dont les ouvriers avaient installé le châssis d'une manière défectueuse (1).

Un animal conduit sur une route est foudroyé par un fil électrique qui gisait à terre et le conducteur de l'animal est à son tour grièvement blessé. La compagnie électrique à qui appartenait le fil est déclarée responsable en vertu de l'article 1384 (2).

Dans un immeuble occupé par plusieurs locataires se trouve installée une imprimerie. Le locataire d'un étage supérieur renverse de l'eau qui, en traversant le plancher, s'imprègne d'acide sulfurique, qui y avait été répandu par le locataire antérieur. La machine à imprimer et les clichés de l'étage inférieur sont atteints et gravement détériorés. Le propriétaire de l'immeuble est déclaré responsable, « attendu que l'immeuble dont il est propriétaire peut être considéré comme étant sous sa garde et sa surveillance et qu'il n'est pas contesté que les acides, qui ont occasionné la détérioration existaient dans le plancher avant que les locaux ne fussent remis au locataire (3).

Le tribunal civil de la Seine a eu à trancher, en 1906, une question délicate, à laquelle les progrès de l'aéronautique et de l'aviation pourront donner pro-

1. Aix, 1^{er} juin 1904, D. P. 1904. 2. 257.

2. Lyon, 25 avr. 1899 (1^o espèce), D. P. 1904. 2. 257.

3. Trib. civ. Seine, 23 janv. 1903, D. P. 1904. 2. 257.

chainement un grand intérêt pratique. Un ballon, gonflé de gaz, partait un jour de l'usine de Nanterre et se dirigeait vers l'est, au-dessus de Paris. Pendant qu'il planait encore au-dessus de la ville, il fut assailli par une violente averse et s'apprêtait à atterrir, lorsque la pluie ayant cessé, l'aéronaute laissa le ballon se relever dans l'espoir d'atteindre le bois de Vincennes ; mais le ballon heurta la cheminée d'une usine et des passants, croyant les passagers en danger, saisirent le guide-rope, malgré les injonctions de l'aéronaute, qui dut se laisser ramener et dut atterrir au-dessus d'une rue, large seulement de 6 mètres. Ouvrant le clapet, il laissa échapper le gaz qui gonflait encore le ballon. A ce moment se produisit une violente explosion, qui détermina la mort d'une personne et de graves blessures à plusieurs autres. Une action en dommages-intérêts ayant été formée par les victimes, le tribunal de la Seine leur donna gain de cause, en fondant sa décision sur l'article 1384 et sur la présomption de faute qui s'y trouve contenue (1).

A côté de ces hypothèses où le dommage a pu être attribué au fait de la chose, il en est où la jurisprudence a refusé de voir le fait de la chose pour ne retenir que le fait de l'homme. Ainsi un bicycliste renverse un passant. Il y a là un fait de l'homme qui

1. Trib. civ. Seine, 24 janv. 1906, D. P. 1907.2.17.

oblige la victime à prouver la faute de celui à qui elle réclame une indemnité (1).

De même, dans les accidents si nombreux et parfois si graves dus aux automobiles, la jurisprudence s'est toujours placée sur le terrain de l'article 1382. Si les juges se montrent généralement faciles pour admettre la preuve d'une faute, ils exigent toujours que cette preuve soit administrée par le demandeur. Le dommage n'est donc pas rattaché au fait de la chose, mais au fait de l'homme (2).

1. Trib. civ. Tours et req., 12 juin 1899. D. P. 1901. 1.41; S. 1899.1.497. Dans cette espèce, le pourvoi, au lieu d'invoquer l'article 1384, prétendait que le tribunal, en obligeant la victime à prouver la faute avait violé l'article 1385, sous prétexte que la bicyclette et son conducteur auraient dû être assimilés à un cheval et à son cavalier. Cette prétention singulière est écartée par la Cour de cassation qui place le débat sur le terrain de l'article 1382.

M. Esmein, dans la note qui accompagnait l'arrêt au Sirey, soutenait que la Chambre des requêtes avait entendu par là répudier la théorie de la présomption de faute. Telle ne pouvait être l'intention de la Cour de cassation qui n'avait eu dans l'espèce, qu'à délimiter le domaine d'application du fait des choses.

2. Req., 25 juill. 1905. D. P. 1906. 1. 204. — Grenoble, 18 nov. 1905. D. P. 1905. 2. 479. — Bordeaux, 26 juin 1905. D. P. 1906. 5. 56. — Grenoble, 18 nov. 1905. D. P. 1905. 2. 479. — Trib. civ. Angoulême, 1^{er} déc. 1905 et sur appel Bordeaux, 12 juin 1906. *Journal des arrêts de Bordeaux*, 1908. 1.51. — Trib. civ. Toulouse, 17 janv. 1906. D. P. 1906.5.64. — Trib. civ. Reims, 8 août 1907. D. P. 1908. 5. 13. — Amiens, 29 août 1907. *Gaz. Trib.* 29 déc. 1907.

Est-il possible, au moyen de ces exemples, de trouver l'idée directrice qui servira à définir le fait des choses ?

Il est à remarquer que bien rarement les dommages corporels causés à autrui résultent de l'homme seul. En général, c'est par l'intermédiaire d'une chose que l'accident se produit. Comme l'observait M. l'avocat général Jaussens devant la Cour de cassation de Belgique « en un certain sens, on pourrait dire que le dommage est presque toujours causé par une chose ; c'est le poignard de l'assassin qui a tué ; c'est la charrette du voiturier qui a écrasé ; c'est le marteau-pilon, c'est la cisaille de l'industriel qui a amputé un membre ; c'est la canne du promeneur imprudent qui a éborgné un passant ou brisé une glace » (1).

Dans toutes ces hypothèses pourtant et dans une multitude d'autres analogues, il est bien certain qu'on ne peut pas dire indistinctement que le dommage soit le fait de la chose.

Il en est dans lesquelles le rôle de l'homme apparaît pour ainsi dire exclusivement, parce que la chose est inerte entre ses mains et qu'elle n'est douée d'aucun mouvement indépendant : lorsqu'un chasseur maladroit blesse son compagnon de chasse d'un coup de fusil ; lorsqu'un promeneur brise une vitre

1. *Pasic. belge*, 1904. 1, 246.

ou éborgne un passant, nul ne pensera à dire que l'accident est le fait de la chose.

A l'inverse, il est toute une série de cas dans lesquels le fait de la chose apparaît nettement et pour ainsi dire indépendant du fait de l'homme. C'est ce qui se produit, par exemple, pour la ruine d'un bâtiment ou pour l'explosion d'un produit chimique.

Mais en général, l'action de l'homme et le fait de la chose se combinent pour contribuer à la production du dommage et il n'est pas facile de démêler la part qu'il faut faire à l'une et à l'autre. La chose sans le fait de l'homme serait inoffensive, car ainsi que l'observe la Cour de Rennes « les objets utilisés ou fabriqués par l'homme sont inertes aussi longtemps qu'ils n'ont été mis en mouvement et ne peuvent occasionner un dommage qu'autant que, par son propre fait, sa négligence ou son imprudence, leur détenteur les aura rendus malfaisants » (1). Mais ce que la Cour omet de remarquer, c'est que le dommage peut se produire sans que l'action de l'homme se manifeste directement dans sa consommation. Une machine fait explosion : il est certain que, si la machine n'avait pas été mise sous pression, elle serait restée inoffensive ; mais, lorsque l'explosion se produit, il y a un fait de la chose indépendant du fait de l'homme, au moins de son fait actuel. Nul doute

1. Rennes, 28 juillet 1902, sous civ. D. P. 1906. 1.288.

que, dans des hypothèses de ce genre, on ne doive considérer le dommage comme résultant du fait de la chose. C'est ce qu'à fait la jurisprudence.

La distinction devient, au contraire, beaucoup plus délicate, lorsque le dommage se produit par le concours actuel de l'homme du fait de la chose.

Le rapprochement entre l'accident causé par un ballon sur lequel a statué le tribunal civil de la Seine et ceux qu'occasionnent les automobiles est à cet égard très suggestif et va peut-être nous permettre de préciser la distinction que nous cherchons entre le fait de la chose et celui de l'homme. Quelle est la raison logique des solutions divergentes données dans ces deux hypothèses ? Pourquoi la faute est-elle présumée dans un cas et pas dans l'autre ?

Le tribunal de la Seine en a donné des motifs, qu'il est intéressant de reproduire, parce qu'ils précisent la difficulté et les raisons de décider : « Attendu, dit le jugement, que si, en principe la présomption de faute créée par l'article 1384 contre le propriétaire ou le gardien de la chose ne s'applique qu'au cas où le dommage a été causé, en dehors de toute intervention du propriétaire ou du gardien, elle doit encore s'appliquer lorsque cette intervention n'a joué qu'un rôle insignifiant dans le dommage et lorsqu'il s'agit de choses, qui échappent, par leur nature, à l'action prépondérante de la volonté humaine ; qu'ainsi cette présomption doit être considé-

rée comme s'appliquant au propriétaire ou au pilote du ballon au cours des voyages qu'il effectue, le pilotage d'un ballon, dans l'état actuel de la science, ne constituant encore qu'une expérience où l'aéronaute se trouve être le jouet des éléments ;

« Attendu qu'au surplus, la cause directe de l'accident a été le vice propre de la chose, soit le danger de déflagration, inhérent au gaz d'éclairage ; qu'il est constant que la catastrophe s'est produite alors que l'atterrissage était consommé : que B... était descendu de sa nacelle depuis un temps appréciable ; « Attendu dès lors, que le ballon n'était plus sous l'action, mais sous la garde de son pilote ; que l'article 1384 est applicable dans l'espèce (1). »

Le criterium de la distinction est donc dans la maîtrise de l'homme sur la chose.

Lorsque la chose est sous la dépendance de l'homme, de telle sorte qu'il puisse en régler les mouvements à sa guise, tous les dommages qu'elle peut causer sont le fait de l'homme. Si, au contraire, la chose échappe à sa direction, elle est considérée comme douée d'une vie propre et indépendante : on dit que les accidents qui auront pu se produire sont le fait de la chose.

C'est la distinction que la jurisprudence faisait déjà en ce qui concerne les animaux et qui peut être

1. Trib. civ. de la Seine, 24 janv. 1906, D. P. 1907.2.17.

étendue par analogie. Un cheval attelé et conduit par son cocher, cause un accident. Y a-t-il fait de l'animal et par conséquent l'article 1385 est-il applicable ? Ou doit-on dire que le dommage est le fait de l'homme et que la victime doit prouver la faute ? Il semble bien que, pour résoudre cette question, les juges recherchent si, au moment où l'accident s'est produit, le cheval était dans la main du conducteur, qui le dirigeait à sa guise, ou si, au contraire, il avait échappé à sa direction. C'est dans ce second cas seulement que l'accident est réputé provenir du fait de l'animal (1). C'est ce qu'observe très justement M. Esmein (2) : « L'article 1385, dit-il, n'est pas applicable, lorsque le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert dirige cet animal, mais le dirige mal, comme un cavalier maladroit ou un cocher inhabile. Alors le propriétaire ou celui qui se sert de l'animal est responsable à raison de son propre fait, en vertu des articles 1382 et 1383 ».

Cette distinction, appliquée aux automobiles, non plus en vertu de l'article 1385, mais de l'article 1384 alinéa 1, amènerait à dire que les accidents occasionnés par une voiture, qui a échappé à la direction de son conducteur, engageraient la responsabilité du

1. Cass. 5 avril 1894 et 15 juillet 1896, S. 97. 1. 229. — Toulouse, 28 février 1901 ; S. 1901. 2. 164. — Req., 6 mai 1901, S. 1902. 1. 286.

2. Note dans Sirey 1899. 1. 497.

propriétaire ou de celui qui s'en sert, comme conséquence d'une présomption de faute. C'est ainsi qu'on aurait pu faire application de l'article 1384 dans une espèce où la voiture, arrêtée dans une rue en pente, avait été mise en mouvement en l'absence du mécanicien et avait causé des dommages. Le tribunal de commerce de la Seine, obéissant à une préoccupation que nous avons constatée chez la plupart des juges, a mieux aimé donner comme base à la responsabilité du propriétaire de l'automobile la faute du conducteur, qu'il a fait consister dans le fait de s'être éloigné sans avoir pris de précautions suffisantes pour garantir la voiture des imprudences des passants et pour assurer sa complète immobilité (1).

Telle est la notion du fait des choses qui paraît résulter de la jurisprudence. Il ne faut y comprendre que les dommages causés par une chose, qui n'est pas sous la direction et la maîtrise actuelle de l'homme.

On a proposé de restreindre à un autre point de vue la définition que nous venons de donner. A lire certaines des monographies provoquées dans ces dernières années par l'interprétation de l'article 1384 alinéa 1, il semblerait que, pour qu'il fût possible de rattacher un dommage au fait de la chose, il fau-

1. Trib. comm. de la Seine, 28 février 1906, D. P. 1906, 264.

draît qu'il fût résulté d'un contact de la personne ou de la chose endommagée avec la chose qui a causé le dommage. Employant le langage dont se servaient les jurisconsultes romains pour déterminer les conditions d'application de la loi Aquilia, on dit que le dommage résultant du fait des choses doit être un *damnum corpore corpori datum* (1). Mais cette condition n'est nullement prévue par le texte de la loi et il serait singulier, avec la préoccupation d'équité qui a fait chercher dans l'article 1384 le moyen d'assurer la réparation des dommages, que l'on fût amené à subordonner l'application de ce texte à une condition restrictive qu'il ne formule pas.

La jurisprudence n'a pas suivi les auteurs dans cette voie. Ainsi, pour les dommages causés par les animaux il n'est pas nécessaire qu'il ait eu un contact matériel entre l'animal et la personne blessée (2).

Reste une question de preuve qu'il est facile de trancher, car tout le monde paraît d'accord. Comme la présomption ne s'applique qu'autant que le dommage est résulté du fait de la chose, c'est à celui qui s'en prévaut à établir le rapport de causalité entre

1. V. Esmein, note dans Sirey. 97. 1. 17. — Josserand, *op. cit.*, *passim*.

2. Pau, 6 janv. 1898. D. P. 1900. 2. 265. — Req., 2 juill. 1902. D. P. 1902. 1. 431.

le fait de la chose et le dommage. En général il ne s'élèvera pas de doute sérieux. Les circonstances de l'accident suffiront à établir cette preuve. Mais, si un doute existe, c'est au demandeur à le faire disparaître.

C'est ce que décide la jurisprudence, au sujet de l'application de l'article 1385. S'il est vrai, dit-elle, qu'aux termes de l'article 1385 du Code civil le propriétaire d'un animal est responsable du dommage que cet animal a causé, la personne qui invoque cette responsabilité doit nécessairement établir que c'est bien l'animal du défendeur qui a causé le dommage dont elle demande la réparation (1). Les mêmes raisons peuvent être invoquées, lorsque, au lieu du fait d'un animal, il s'agit du fait d'une chose.

Lorsqu'un dommage résultera d'un fait, qui peut être à la fois attribué à l'homme et à la chose, le demandeur qui voudra profiter de la présomption de l'article 1384 devra donc établir la part prépondérante du fait de la chose. A cette condition seulement, il sera dispensé de prouver la faute (2). Ce résultat, quelque logique qu'il soit, n'en conduit pas moins à cette conséquence qu'il est permis de trou-

1. Req. mai 1901. S. 1902. I. 286. — 29 janvier 1906 ; D. P. 1907. I. 71. — 11 mai 1908. S. 1908. I. 216. — Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 4, n° 2941.

2. Trib. civ. Toulouse, 29 juin 1905, *Le Droit*, 5 juillet 1905. — Boistel note D. P. 1901. I. 41.

ver singulière : c'est que la responsabilité de l'homme se trouve d'autant plus facilement engagée qu'il est plus complètement étranger à l'accident, car sa faute est présumée lorsqu'il ne joue qu'un rôle secondaire dans la production de l'accident, alors qu'elle doit être prouvée lorsqu'il en est la cause directement efficiente.

2^e CONDITION. — *Il faut que la chose soit sous la garde de la personne qui en répond.* — Avoir une chose sous sa garde, c'est avoir la direction et l'usage de cette chose. « Ce que l'on a sous sa garde, dit M. Saleilles, c'est ce dont on a la maîtrise extérieure, tout ce que l'on revendique comme objet d'appropriation en le défendant contre les tiers, en le couvrant sous sa mainmise, ce que l'on manie directement, dont on se sert et dont on profite, source de bénéfices d'abord et par suite de risques corrélatifs (1). Le patron d'une usine a la garde de son outillage ; les industries de transport ont la garde de leur matériel ; le propriétaire, en général, a la garde des choses qui sont sa propriété.

Il faut éviter de confondre la garde de la chose avec la propriété. Les formules employées à cet

1. Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, n° 15, p. 25. — Rapprocher la théorie de la *custodia* en matière de possession : Savigny, *Possession*, § 17.

égard par certains tribunaux méritent d'être critiquées (1).

Mais il n'y a là qu'une incorrection de langage. Il n'est pas nécessaire d'être propriétaire pour être considéré comme le gardien d'une chose. Celui qui en a l'usage comme usufruitier ou locataire, celui qui l'a empruntée en a aussi la garde et répond des dommages qu'elle cause, comme il en tire profit. Dès que la chose a passé sous la garde d'un tiers, elle cesse d'être sous celle du propriétaire. Les tribunaux ne font aucune difficulté pour le reconnaître. Ils ont eu fréquemment l'occasion de le décider dans les procès suscités par les accidents occasionnés par les batteuses à vapeur. Ce n'est pas le propriétaire de la machine à battre qui est responsable, mais celui qui en a l'exploitation et l'usage (2).

La Cour de Lyon a même jugé que l'abonné d'une compagnie de gaz peut être à bon droit considéré comme le gardien de la canalisation établie dans son appartement et qu'il doit en conséquence répondre des dommages causés par une explosion dont la cause est demeurée obscure, mais qui a eu son siège

1. V. par exemple : Lyon, 25 avril 1899. D. P. 1900. 2. 257. — Paris, 31 mars 1903. D. P. 1906. 1. 457. — Bourges, 15 janvier 1906. 2. 249.

2. V. trib. civ. Bourges, 7 fév. 1895 et trib. civ. Mayenne, 2 mars 1899, D. P. 1900. 2. 289.

dans la partie de la canalisation confiée à sa garde (1).

Si pourtant il apparaissait que le bail de la chose n'a été fait qu'en vue de décharger le propriétaire de sa responsabilité pour la faire passer sur la tête d'un insolvable, véritable homme de paille, le juge ne devrait pas tenir compte des apparences, mais faire supporter les dégâts occasionnés par la chose par celui qui en conserve effectivement la garde (2).

D'autre part, la responsabilité ne passe au locataire que dans la mesure où il assume la garde de la chose. Le tribunal de la Seine a eu à faire application de cette idée dans une hypothèse où sa décision a été très discutée. Il s'agissait du cas que nous avons cité déjà où une machine à imprimer avait été détériorée par des infiltrations d'eau provenant de l'étage supérieur et qui, en traversant le plancher, s'étaient imprégnées d'acide sulfurique. Bien que l'immeuble fut occupé par des locataires, le propriétaire a été reconnu responsable « dès l'instant que l'immeuble dont il est propriétaire peut être considéré comme se trouvant sous sa garde et sa surveillance (3) ».

1. Lyon, 12 déc. 1902, sous Req., 3 juin 1904. D. P. 1907. 1. 177 et la note de M. Josserand.

2. Trib. civ. Bourges, 7 fév. 1895 (1^{re} espèce). D. P. 1900. 2. 289.

3. Trib. civ. Seine, 23 janv. 1903. D. P. 1904. 2. 257. — V. les observations de M. Planiol sur ce jugement dans *Revue critique*, 1906, p. 93.

Mais, s'il est vrai que la garde ne doive pas s'identifier avec la propriété, il faut éviter d'en trop étendre la portée et de la confondre avec la simple détention matérielle.

Si on la comprenait ainsi, il faudrait dire que l'ouvrier, qui surveille la machine, doit être considéré comme en ayant la garde ; mais on détournerait ainsi l'expression de la signification juridique. L'idée de garde éveille en droit celle d'une utilisation de la chose dans son intérêt et en vue d'en tirer profit.

La garde dont il est question dans l'article 1384 est donc une garde de droit, qu'il importe de ne pas confondre avec la garde de fait. Il semble qu'on pourrait en douter, lorsqu'on voit l'article 1385 employer ce mot dans son sens usuel comme synonyme de simple détention : le texte oppose, en effet, l'hypothèse où l'animal est sous la garde du propriétaire ou de celui qui s'en sert et celle où il est égaré ou échappé ; or, il est manifeste qu'en opposant l'animal gardé à l'animal égaré ou échappé, les rédacteurs du Code ne songeaient pas au pouvoir juridique qui pouvait appartenir à une personne sur l'animal, mais à la simple relation de fait consistant en ce que, dans un cas, le maître de l'animal l'a sous la main, alors que dans l'autre, il a échappé à sa direction ; mais rien n'indique que le mot ait été pris avec le même sens dans les deux textes.

Au surplus, toute cette discussion sur la pensée

probable des rédacteurs du Code est dénuée d'intérêt, car, s'il fallait s'en tenir à ce qu'ils ont entendu décider, nous avons dit que leur pensée n'était guère douteuse et il est infiniment probable qu'ils n'ont pas songé à rendre le propriétaire ou le gardien de la chose responsable de plein droit de dommages occasionnés par cette chose.

S'ils n'ont même pas entendu édicter la responsabilité du fait des choses, il peut paraître assez plaisant de rechercher la signification qu'ils ont donnée à des expressions auxquelles on est bien décidé à donner un sens en rapport avec le but à atteindre. Du moment que la méthode d'interprétation à laquelle on a recours permet de faire table rase de la volonté du législateur, lorsqu'il ne s'est pas exprimé en termes impératifs, il est inutile de rechercher le sens qu'ont bien pu donner les rédacteurs de la loi aux mots qu'ils ont employés. Ce n'est pas ce qu'ont voulu les auteurs de la loi, qu'on doit rechercher, mais ce qu'ils décideraient, s'ils avaient à la faire en présence des circonstances nouvelles. Or le sens que nous donnons au mot garde cadre exactement avec l'ensemble de la théorie qui, si elle n'a pas été celle des rédacteurs du Code, peut s'adapter à leur texte et résoudre équitablement des conflits qu'ils n'avaient pas pu prévoir.

§ 3. — *Qui peut invoquer la présomption ?*

Toute personne qui subit un dommage par le fait d'une chose peut réclamer une indemnité à celui qui avait la chose, sous sa garde au moment de l'accident. La présomption est générale. Il n'y a donc pas à distinguer selon que la victime était ou non liée par un contrat au gardien de la chose.

I. — A cet égard, la théorie qui fait dériver la responsabilité du fait des choses est donc beaucoup plus large que la thèse contractuelle, qui ne permettait d'invoquer la présomption de faute qu'à ceux qui pouvaient se prévaloir d'un contrat. Rien n'est plus juste, d'ailleurs, car, lorsqu'un accident a atteint à la fois des personnes qui avaient contracté avec le gardien de la chose, par exemple les ouvriers d'une usine ou les voyageurs d'un train de chemins de fer, et des tiers qui se sont trouvés là par hasard, il n'y a pas de raison logique de faire aux uns une situation différente de celle des autres au point de vue du fardeau de la preuve.

L'application de cette théorie pourra conduire aujourd'hui à un résultat que l'on a trouvé anormal

au cas où un même accident frappe à la fois des ouvriers et des étrangers. Les premiers, protégés par la loi du 9 avril 1898, ne toucheraient qu'une indemnité forfaitaire, alors que les autres obtiendraient la réparation intégrale du dommage subi. Cette conséquence n'a rien qui doive surprendre. L'ouvrier, bénéficiaire de la loi de 1898, est protégé contre toutes sortes d'accidents, même ceux qui proviennent de sa faute. Il est juste que, pour jouir de cet avantage considérable, il subisse une réduction de l'indemnité qui lui serait due par application du droit commun. Le législateur a établi un forfait ; tout forfait comporte l'abandon réciproque de certains avantages. Pour être indemnisé dans tous les cas, même lorsqu'il est en faute, l'ouvrier abandonne, en vertu d'une disposition impérative de la loi, le droit d'obtenir la réparation intégrale qui lui serait due dans les cas où il est exempt de faute.

II. — A l'inverse, il faudrait se garder de limiter la portée de l'article 1384, en refusant d'appliquer ce texte aux personnes unies par un rapport contractuel.

Suivant une doctrine enseignée par la majorité des auteurs, les articles 1382 et suivants ne seraient pas applicables dans les rapports de personnes liées par un contrat. Entre cocontractants, toute question de faute devrait être jugée d'après les clauses

du contrat et les principes applicables à la faute contractuelle (1).

Si l'on veut dire par là que la responsabilité résultant de l'inexécution d'un contrat est régie par des règles propres, différentes de celles qui régissent la responsabilité délictuelle, nous n'y contredirons pas. Il nous paraît, en effet, malgré les contradictions que cette opinion a soulevées, que la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle, bien qu'elles aient l'une et l'autre leur source dans la faute, sont soumises chacune à une réglementation qui lui est propre (2).

Il nous paraît également certain que, lorsqu'un rapport de droit fait l'objet d'un contrat, il n'est pas permis de faire appel aux articles 1382 et suivants et aux principes de la faute délictuelle pour apprécier

1. Larombière, sur l'art. 1382, n° 8. — Demolombe, t. XXXI, n° 472. — Aubry et Rau, 4^e éd., t. IV, p. 755, texte et note 7. — Laurent, t. XX, n° 463. — Labbé, note dans Sirey, 85. 4. 25. — V. en ce sens : Paris, 17 janv. 1905, S. 1905. 2. 317.

2. V. notamment en dehors des traités généraux, qui ne donnent que peu de développements à la question : Sainctelette. *Responsabilité et garantie*. — Labbé, note dans Sirey, 86. 4. 25. — Lyon-Caen, note dans Sirey, 85. 1. 129. — Rouard de Card. *France judiciaire*, 1891, p. 97.

Contra : Lefebvre. *Revue critique*, 1886, p. 485. — Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 873 et suiv. — Capitant. *Introduction à l'étude du droit civil*, p. 309 et suiv.

la responsabilité qui peut se trouver engagée par l'inexécution de la convention (1).

En d'autres termes, notre droit ne connaît plus le concours de la responsabilité contractuelle et de la responsabilité délictuelle admis par le droit romain à l'occasion des fautes commises dans l'exécution du contrat (2).

Mais la formation d'un contrat entre deux personnes n'est pas exclusive du maintien parallèle des obligations qui ont une autre source. Aucun principe de droit ne les oblige à mettre dans leur convention ce que la loi leur imposait déjà par la seule autorité. Il existe, par exemple, entre voisins, des obligations réciproques imposées par la loi (3). S'ils concluent un contrat établissant certaines obligations ou les

1. La jurisprudence s'y trompe souvent. La distinction de la responsabilité contractuelle et de la responsabilité délictuelle est presque ignorée de la pratique. Les juges invoquent volontiers l'article 1382 et suivants pour motiver la condamnation de l'un des contractants envers l'autre même en ce qui concerne l'exécution du contrat. — Comp. Rennes, 20 mars 1893. S. 94. 2. 36.

2. V. notamment Labbé, note dans Sirey, 86. 4. 25; 86. 1. 1; 90. 4. 17. — *Annales de droit commercial*, t. I, p. 185 et 231. — Rouard et Card. *France judiciaire* 1891, p. 97 et 1894, p. 161. — E. Boutaud. *Des clauses de non responsabilité et de l'assurance de la responsabilité des fautes*. — Bouvier Bangillon, note dans *Pandectes françaises*, 1903. 1. 5.

3. V. notamment Appert, *Des droits du propriétaire vis-à-vis de ses voisins*, dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 71.

réglementant d'une manière spéciale, dira-t-on que toutes leurs obligations dérivant de la loi sont par là même devenues contractuelles ? Non. Le contrat ne contient que ce que les parties y ont mis ou ce que l'usage permet d'y sous-entendre, rien de plus (1). Tous les rapports de droit dérivant de la loi restent régis par la loi. Ceux-là seulement qui ont fait l'objet de la convention sont régis par le contrat. Il y a donc lieu de limiter le domaine du contrat par interprétation de la volonté des parties, exprimée ou présumée.

On se souvient que ce fut là l'origine de la célèbre théorie contractuelle en matière d'accidents industriels. L'intérêt qu'elle soulevait n'a pas complètement disparu avec la législation du risque professionnel contenue dans la loi du 9 avril 1898 et dans celles qui l'ont complétée. Les ouvriers agricoles dans la plupart des exploitations et les domestiques attachés à la personne échappent à la législation. Il est donc intéressant de savoir s'ils peuvent, lorsqu'ils sont victimes d'un accident, se prévaloir de leur contrat ou s'ils restent régis par le droit commun. Si, comme on le fait d'ordinaire, on écarte la responsabilité contractuelle, il leur reste le droit d'invoquer la faute délictuelle et les articles 1382 et suivants. Mais

1. Comp. Michaud, note dans Sirey, 92. 2. 297. — Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, n° 8.

il faut leur permettre de les invoquer avec toute leur portée. On peut s'étonner à juste titre que la question ait pu se poser. On a vu cependant porter devant les tribunaux des procès dans lesquels on soutenait que le domestique ne pouvait pas invoquer la présomption de l'article 1385, lorsqu'il avait été victime d'un accident causé par un animal et qu'il était tenu de prouver la faute du propriétaire dans les termes de l'article 1382. Mais la doctrine et la jurisprudence ont fait justice de cette prétention et ont permis au domestique d'invoquer la présomption, comme l'aurait fait un tiers malgré le contrat qui l'unit au maître de l'animal (1).

Ce que nous disons de l'article 1385 et du fait des animaux, nous devons le dire de l'article 1384 et du fait des choses inanimées. Toute personne, fût-elle unie par un contrat au maître de la chose, pourra invoquer la présomption de faute qui résulte de

1. Civ., 9 mars 1886. D. P. 86. 1. 207. — Req., 14 mai 1900. 1. 72. — Civ., 11 mars et 29 mai 1902. D. P. 1903. 1. 614. — Req., 2 juillet 1902. D. P. 1902. 1. 431. — Civ., 28 nov. 1904. D. P. 1905. 1. 253. — Montpellier, 13 juil. 1907. *Mon. jud. Midi*, 3 nov. 1907. — Rennes, 18 déc. 1907, *Gaz. trib.*, 24 mars 1908. — En ce sens : Larombière, art. 1385, n° 8. — Sourdat, t. II, n° 1434. — Baudry-Lacantinerie et Barde, t. IV, n° 2950. — *Contra* : Labbé, note S. 86. 2. 97. — Planiol, t. II, n° 919 *bis*. — Wahl, note sous cass. Belgique, 16 oct. 1902. S. 1906. 4. 27. — Grenoble, 11 mai 1898. D. P. 99. 2. 235. — Amiens, 2 nov. 1899. *Rec. d'Amiens*, 1899, 250. — Bruxelles, 12 nov. 1900. D. P. 1902. 2. 319.

cette disposition, du moment que le dommage dont il sera demandé réparation est résulté du fait de la chose et n'est pas la conséquence de l'inexécution d'une obligation née du contrat. Le domestique, blessé par le fait d'une chose de son maître, pourra donc invoquer l'article 1384, s'il n'est pas soumis à la législation spéciale du risque professionnel.

De même, entre l'entrepreneur de battages et le propriétaire ou le fermier qui recourt à ses services, il existe un louage d'ouvrage, dans lequel les risques résultant de l'emploi de la machine à battre n'ont pas fait l'objet de la convention des parties. C'est donc par l'article 1384 qu'il y a lieu de les régler. C'est ce que fait la jurisprudence que nous avons déjà citée.

En sera-t-il de même du locataire qui aura à souffrir un dommage du fait de la chose louée ? La doctrine admet à peu près unanimement qu'en pareille hypothèse la responsabilité est contractuelle, ce qui écarte l'application de l'article 1384, ou plutôt de l'article 1306 (1), car c'est seulement à l'occasion de cette dernière disposition que la question avait pu se poser jusqu'au jour où l'on a découvert la disposition de l'article 1384 ; mais la raison de décider est la même.

1. Demolombe, t. XXXI, n° 659. — Aubry et Rau, t. IV, § 448, note 14. — Baudry-Lacantinerie et Barde. — V. en ce sens Paris, 17 janvier 1905. D. P. 1907. 2. 97.

Il semble bien que telle soit la solution qui résulte du principe que nous avons posé : dans les rapports entre le propriétaire et le locataire, les dommages pouvant résulter de l'usage de la chose ont fait l'objet d'une convention tacite, puisque l'article 1721 oblige le bailleur à indemniser le preneur, s'il résulte quelque perte pour celui-ci des vices de la chose (1).

L'intérêt serait plus grand si, en vertu du contrat unissant les parties, le propriétaire de la chose n'était pas tenu des dommages qu'elle pourrait occasionner à son cocontractant. Ainsi, en matière de *commodat*, l'article 1891 dispose que, « lorsque la chose prêtée a des défauts tels qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur ». En dehors de là, il n'est pas responsable contractuellement. Pourra-t-il être recherché par application des articles 1384 et 1386 ? On ne pourrait l'admettre sans violer la convention présumée des parties.

Dans une espèce soumise à la Cour de Pau, la question s'est posée, mais n'a pas été résolue. Un édifice départemental désaffecté avait été mis gratuitement à la disposition d'une société chorale pour y organiser une fête. Par suite de l'état défectueux

1. V. cependant la critique de cette opinion dans la note de M. Planiol, sous Paris, 17 janvier 1905, D. P. 1907. 2. 97.

d'une poutre, le plancher s'effondra ; un enfant reçut des blessures mortelles ; son père exerça une action en dommages-intérêts contre le département. Le préfet allégua son ignorance de l'état du plancher et voulut se prévaloir de l'article 1891. C'était mal raisonner, car le texte ne s'applique qu'entre les contractants. A l'égard des tiers, il ne peut être question que de l'application des principes de la responsabilité délictuelle. C'est ce qui fut jugé (1).

§ 4. — *Caractère de la présomption*

L'article 1384-1^o *in fine* contient une présomption de faute. Mais cette présomption est-elle irréfragable ? Est-elle susceptible, au contraire, de tomber devant certaines preuves qui, étant administrées, auraient pour effet d'écarter la condamnation qui menace le gardien de la chose dommageable ?

On peut regretter que la question se pose, c'est-à-dire que l'article 1384-1^o *in fine* ne l'ait pas explicitement tranchée.

A ne consulter que la logique, une responsabilité qui a pour fondement la faute doit cesser lorsque ce fondement fait défaut. Si l'article 1384-1^o *in fine*

1. Pau, 6 janvier 1898. D. P. 1900. 2. 265.

n'atteint pas le fait dommageable considéré dans sa matérialité, mais n'atteint en lui que la conséquence d'une faute commise par le gardien de la chose, il ne doit plus s'appliquer, en bonne logique, quand il est prouvé que la cause véritable de ce fait n'a pas été la faute du gardien.

En second lieu, la règle de droit est que les présomptions légales ne sont pas irréfragables. Cela ressort à l'évidence de l'article 1352 du Code civil, qui, après avoir déclaré que « la présomption dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe » contient un paragraphe 2, ainsi conçu : « Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes ou dénie l'action en justice. » Cette disposition serait inutile si l'admissibilité d'une preuve contraire ne constituait pas le droit commun en la matière, et si elle n'avait pas pour but d'édicter une dérogation à ce droit commun. On a d'ailleurs coutume, non seulement d'induire de ce paragraphe l'existence de la règle à laquelle il ne peut avoir d'autre sens que d'apporter une restriction, mais encore de le considérer comme donnant des présomptions légales irréfragables une énumération limitative. Dès lors la présomption de faute contenue dans l'article 1384-1° *in fine* n'étant pas une de celles sur le fondement de laquelle la loi « annule certains acte ou dénie l'action en justice »

ne saurait être, de par les termes de la loi, une présomption irréfragable.

La doctrine et la jurisprudence modernes ont adopté cette façon de voir, le jour où elles ont fait appel à ce texte pour régir la responsabilité du fait des choses inanimées autres que les bâtiments.

Il est toutefois un abus de langage, fréquent chez les auteurs, qui se dresse contre cette assertion. Si le principe de la preuve contraire est universellement admis, on est divisé sur le point de savoir comment doit être administrée cette preuve. D'après les uns, le gardien doit prouver d'une façon directe que c'est le cas fortuit, la force majeure, la faute de la victime qui a été la cause du dommage ; pour les autres, il lui suffit d'établir qu'il n'a commis aucune faute ; d'où l'on induit que ce n'est pas sa faute mais un cas fortuit, ou de force majeure, ou une faute étrangère qui a engendré le fait dommageable. Or on dit volontiers que le système des premiers est un système de présomption irréfragable, de présomption *juris de jure*, celui des seconds un système de présomption *juris tantum* (1). C'est assurément un mauvais langage. Une présomption irréfragable est une présomption qui ne peut être combattue par aucun moyen de preuve, sous réserve toutefois de

1. Jossierand, *op., cit.*, p. 81 et suiv. — Pisier. *De la responsabilité du fait des choses*, p. 86 et s.

l'aveu et du serment (art. 1352 du C. civ. § 2). Or, qu'on oblige le gardien à prouver directement la cause du dommage qui doit le libérer, ou qu'on se borne à exiger de lui la preuve de sa diligence, pour en induire ensuite que la cause du dommage lui est étrangère, on lui permet une preuve contraire sans restrictions de mode, donc dans les deux cas on admet contre lui une présomption de faute *juris tantum*.

Voyons donc comment la personne présumée responsable peut échapper à la responsabilité du fait des choses.

§ 5. — *Causes exclusives de la responsabilité*

En supposant qu'il soit établi matériellement que le dommage se rattache au fait de la chose, il est permis, avons-nous dit, au gardien de la chose, de prouver contre la présomption de faute. Cette preuve, il peut la fournir de deux manières : en démontrant que le dommage a sa cause soit dans la faute de la victime, soit dans un cas fortuit ou de force majeure.

1° *Faute de la victime*.—Lorsque le dommage a sa cause dans le fait de la victime, on ne peut plus le rattacher par un lien de causalité au fait de la chose. La faute de la victime est, comme le fait d'un tiers, un véritable cas fortuit. L'équité est d'accord avec

la loi pour ne pas mettre à la charge du propriétaire ou du gardien de la chose la responsabilité d'un dommage, que la victime ne peut imputer qu'à elle-même. Toutes les décisions qui se sont ralliées à la théorie de la présomption de faute réservent formellement la faculté d'écarter la faute de la victime. Elles ont eu assez rarement l'occasion de l'appliquer.

Cependant, au sujet de la responsabilité du fait des animaux, il a été justement décidé que le conducteur d'un cheval qui, sachant que ce cheval avait la jambe faible, l'avait pourtant poussé à vive allure sur un terrain glissant n'était pas recevable à invoquer l'article 1385 (1). De même celui qui est entré sans motif dans une propriété close, malgré l'avis du concierge, qui l'a prévenu du danger, ne peut pas se faire indemniser, s'il a été mordu par un chien de garde (2).

La participation de la victime à la production du dommage a soulevé une question délicate, lorsque son fait, tout en étant imprudent, a été motivé par le désir louable de rendre service et d'éviter un accident. Un animal est échappé, un cheval emballé, un passant courageux se met à sa poursuite, il est blessé. Peut-il demander réparation au propriétaire de l'ac-

1. Req., 18 déc. 1899. D. P. 1900. 1. 132.

2. Req., 20 janv. 1904. S. 1904. 1. 320.

cident dont il a été victime ? Il semble que les tribunaux soient assez disposés à lui donner satisfaction, surtout si son intervention a été motivée par la menace des dangers que pouvait faire courir l'animal (1).

Lorsque la faute de la victime, au lieu d'avoir été la cause exclusive du dommage, aura seulement contribué à sa production, il y aura lieu à un partage de responsabilité entre le gardien de la chose et la victime. On ne saurait prétendre, pour obliger le gardien à réparation intégrale, que les co-auteurs d'un délit ou d'un quasi-délit, sont, aux termes de la jurisprudence, tenus solidairement ou tout au moins *in solidum* (2), car la solidarité existerait ici entre la personne responsable et celui qui aurait droit à l'in-

1. Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, p. 771. — Demolombe, t. XXXI, n^o 652. — Sourdat, t. II, n^o 1436. — Huc, t. VIII, n^o 451. — Baudry-Lacantinerie et Barde, t. IV, n^o 2947. — Metz, 19 février 1863. S. 63. 2. 123. — Douai, 18 novembre 1864. S. 65. 2. 76. — Paris, 21 juillet 1866. S. 67. 2. 220. — Paris, 10 mars 1892. S. 92. 2. 255. — Amiens, 7 juin 1895. D. P. 95. 2. 359. — Paris, 20 février 1896. D. P. 96. 2. 512. — Trib. comm. Seine, 3 janv. 1900. S. 1901. 2. 217, note E. Perreau. — Paris, 30 novembre 1907. S. 1908. 2. 44.

2. Suivant certains arrêts, il s'agirait simplement d'une obligation *in solidum* (req., 20 juillet 1852. D. P. 52. 1. 247. — Civ., 11 juillet 1892. D. P. 94. 1. 513. — Nîmes, 30 avril 1895. D. P. 95. 2. 335). Plus généralement, la jurisprudence y voit une véritable solidarité. (Cass., 5 mars 1794. D. P. 95. 2. 329. — Req., 17 mars 1902. D. P. 1902. 1. 541. — 11 janvier 1905. S. 1905. 1. 72.

demnité. Or, un débiteur solidaire ne peut pas être tenu de l'intégralité de la dette dans ses rapports avec ses codébiteurs. Une répartition de l'indemnité est donc nécessaire, qui se traduira par une déduction sur le montant de la condamnation.

Dans la répartition que fera le juge, il n'aura pas à tenir compte de ce que la faute de la victime est prouvée, alors que celle du gardien de la chose est simplement présumée, pour faire supporter au premier une plus grande part du dommage. La faute prouvée et la faute présumée engagent la responsabilité au même degré (1).

2° *Cas fortuit ou de force majeure*. — La doctrine et la jurisprudence considèrent généralement ces deux expressions comme synonymes et les emploient soit séparément, soit cumulativement, pour désigner tout accident provenant d'une cause étrangère à l'obligé, indépendante de sa volonté, et qu'il n'a pu ni empêcher, ni éviter. C'est la notion traditionnelle (2).

1. Un arrêt de la Cour de Lyon du 12 décembre 1902 (sous req. D. P. 1907. 1. 177), dit cependant que la responsabilité résultant d'une présomption de faute serait moins grave et moins étendue que celle qui a sa source dans une faute prouvée. Mais la loi n'a fait nulle part cette distinction. V. la note de M. Jossierand qui accompagne l'arrêt.

2. Merlin. *Répertoire*, V° cas fortuit et V° force majeure. — Demolombe, t. XXIV, n° 553. — Larombière sous les articles 1147 et 1148. — Sourdat. *Traité général de la respon-*

Au nombre des cas fortuits ou de force majeure, il faut ranger le fait des tiers dont on n'est pas responsable (1). Si le dommage est résulté exclusivement de ce fait, le tiers seul en est responsable. Si le fait du tiers a seulement contribué à la production du dommage, la responsabilité du gardien de la chose n'est pas dégagée. Il y aurait même lieu, au cas où ce fait constituerait une faute, de prononcer une condamnation solidaire entre le gardien de la chose et le tiers. La victime obtiendrait donc de l'un ou de l'autre l'indemnité entière, sauf à la partie qui aurait payé à exercer son recours contre son codébiteur dans la mesure de sa participation au fait dommageable.

Les cas fortuits ou de force majeure entendus dans le sens qu'on leur donne généralement, sont les uns et les autres exclusifs de la responsabilité, parce que, la cause du dommage étant étrangère à la chose, la présomption ne peut plus s'appliquer.

Le cas fortuit cesserait, d'ailleurs, de dégager la responsabilité du gardien de la chose, s'il avait lui-même sa cause dans une faute de ce gardien (2). Mais la preuve du cas fortuit une fois fournie, le défendeur

sabilité, t. I, n°645. — Sauzet. *Rep. crit.*, 1885, p. 607 en note.
— Lyon-Caen et Renault, t. III, n° 599.

1. V. par exemple: Trib. civ., Seine, 24 janvier 1906. D. P. 1907. 2. 17.

2. Trib. civ. Lyon, 15 nov. 1901. D. P. 1904. 2. 257.

s'est mis hors du domaine d'application de la présomption. Ce sera donc au demandeur à établir la faute qu'il allègue comme source de la responsabilité.

Le vice propre de la chose peut-il être allégué comme cas fortuit ? Oui, dans la mesure où il peut exister sans la faute du gardien. On peut définir le vice propre l'imperfection de la chose par rapport au type de l'espèce. D'ordinaire, lorsque le vice propre d'une chose est l'occasion d'un dommage, le gardien de la chose a une faute à se reprocher et ne saurait, par suite, invoquer ce vice propre à l'effet de s'exonérer. Ou bien, en effet, il connaissait le vice, et, dans ce cas, il y a faute de sa part à n'y avoir pas remédié, ou si aucun remède n'était possible, à avoir conservé en sa possession une chose vicieuse, ou bien il ignorait le vice, mais cette ignorance était fautive car il aurait dû le connaître, avoir assez d'habileté pour le découvrir, ou s'il s'agissait d'un vice caché pour l'induire.

Il est toutefois possible de concevoir l'effet néfaste du vice indépendamment de la faute du gardien, dans ce cas, il doit être permis au gardien d'invoquer le vice propre comme cas fortuit libératoire, parce qu'il existait à son insu, et qu'on ne peut pas lui reprocher de ne l'avoir pas connu.

La jurisprudence et la doctrine toutefois semblent plutôt tendre à refuser, dans tous les cas, au pro-

priétaire et même au simple gardien, le droit de s'exonérer en alléguant le vice propre de la chose (1).

Il doit en être ainsi, lorsque le propriétaire connaissait ou aurait dû connaître les défauts de la chose. Mais cette solution ne doit pas être généralisée si l'on veut rester fidèle à la théorie de la responsabilité basée sur une faute présumée. Il peut être séduisant d'imposer au propriétaire la responsabilité des vices de sa chose ; mais cela n'est possible qu'à la condition de rompre avec l'idée de faute et c'est dont on ne paraît pas toujours se douter.

Le gardien de la chose peut-il s'exonérer en invoquant la nature dangereuse de la chose ? Il le peut, mais cela semble comporter des limites. L'usage de certaines catégories de choses doit être par lui-même considéré comme fautif. En pareil cas, le gardien ne saurait trouver dans la chose elle-même une cause d'exonération, vice propre ou nature dangereuse, puisque le seul fait de s'en servir constitue une faute de sa part.

Nous avons montré que le gardien de la chose sur lequel pèse une présomption légale de faute peut faire échec à cette présomption en dénonçant le cas fortuit, la force majeure, la faute de la victime. Reste à savoir comment il le prouve. Il existe à cet égard

1. Chambre civ., 16 juin 1896. D. P. 97. 1.433.

une controverse célèbre. La question qui se pose est la suivante : le cas fortuit doit-il être prouvé directement ou peut-il être induit de l'absence de faute chez le gardien ? L'intérêt de la question est grand. La cause du dommage est probablement un cas fortuit, mais d'autre part ce cas fortuit ne peut pas être découvert ; il reste mystérieux.

Si l'on ne permet au gardien de s'exonérer qu'en établissant directement l'existence du cas fortuit, il sera condamné dans cette hypothèse. Si on le tient quitte, au contraire, dès qu'il a prouvé sa diligence, le cas fortuit anonyme reste à la charge de la victime.

La controverse, jusqu'ici, a surtout porté sur l'article 1385, puisque jusqu'à une époque assez récente on n'attribuait pas à l'article 1384-1^{er} *in fine* de portée spéciale, mais la question se présente sur ce dernier texte exactement dans les mêmes termes.

L'opinion des auteurs est partagée, les uns (1) estiment que le maître d'un animal ne peut échapper à la responsabilité édictée par l'article 1385 qu'en fournissant la preuve directe et précise du cas fortuit auquel est dû le dommage, d'autres estiment qu'il est suffisant d'établir qu'il n'a commis aucune

1. Marcadé, Aubry et Rau, Larombière, Demolombe, Labbé, Baudry-Lacantinerie et Barde, *op. cit.*

faute (1). Les deux opinions sont apparemment soutenables. Nous donnerons nos préférences à la première opinion, c'est-à-dire à celle qui oblige le gardien de la chose a prouvé directement le cas fortuit, car elle nous paraît plus équitable en mettant les cas fortuits anonymes à la charge du gardien de la chose par laquelle un dommage a été causé.

Il faut signaler ici l'opinion de M. Labbé (2) qui prétend que l'absence de faute, constituant un fait négatif, il était impossible d'en fournir la preuve directement, à prouver un cas fortuit déterminé comme cause du dommage pour dégager sa responsabilité.

« La preuve de toutes les mesures commandées par la prudence, dit M. Labbé, de toutes les précautions possibles est une preuve en réalité impraticable. L'absence de faute est une négative indéfinie. On ne peut faire évanouir la responsabilité qu'en faisant apparaître la cause véritable et précise de l'accident, cause à laquelle le propriétaire est étranger. »

Il y a là une exagération certaine, car dans bien des circonstances, les tribunaux ont admis la preuve de l'absence de faute (3). Ce n'est assurément pas

1. Colmet de Santerre, Sourdat, Laurent, Planiol, Fromageot.

2. Note au S. 86. 2. 97.

3. V. par ex. Cass., 11 janvier 1870. S. 70. 1. 335. — Riom, 11 août 1891. D. P. 92. 2. 175. — Douai, 25 mars 1901.

une preuve directe ; mais parmi les moyens qui servent à fonder la conviction du juge se trouvent les présomptions de l'homme. Or, lorsqu'une personne a établi, par un ensemble de circonstances, qu'elle a pris toutes les précautions que la prudence lui commandait, le juge peut conclure, par voie de présomption, qu'aucune faute n'a été commise.

La jurisprudence se montre assez indécise. Après avoir admis comme suffisante, contre la présomption de l'article 1385, la simple preuve de l'absence de faute (1), la Cour de cassation s'est ensuite ralliée sur ce texte au système de la preuve directe du cas fortuit (2).

Sur l'article 1384-1^o *in fine*, la tendance générale des Cours d'appel et des tribunaux semble bien être d'exiger la preuve directe du cas fortuit (3) mais il y a des dissidences (4).

S. 902. 2. 66. — Montpellier, 10 février 1902. *Gaz. Pal.*, 1902.

2. 67. — Caen, 28 octobre 1904. *Rec. Caen*, 1904. 222.

1. Req., 23 décembre 1879. S. 80. 1. 463.

2. Cass., 27 octobre 1885. D. P. 86. 1. 207. — 8 janvier 1894. D. P. 94. 1. 403. — 29 mai 1902. D. P. 903. 1. 614. Req., 2 juillet 1902. D. P. 902. 1. 431.

3. Bourges, 7 février 1895. — Seine, 28 janvier 1899. — Mayenne, 2 mars 1899. D. P. 900. 2. 289. — Lyon, 25 avril 1899. — Seine, 23 janvier 1903. — Riom, 25 mars 1903. — Aix, 1^{er} juin 1904. D. P. 904. 2. 257. — La Châtre, 29 décembre 1904. D. 905. 2. 54. — Lannion, 5 décembre 1905. — Bourges, 15 janvier 1906. D. P. 906. 2. 249. — Seine, 24 janvier 1906. D. P. 907. 2. 17.

4. Lyon, 15 novembre 1901. D. P. 904. 2. 257. — Lyon, 12 décembre 1902, sous Cass. D. P. 907. 1. 177. — Rennes, 26 juillet 1906. D. P. 907. 2. 17.

CHAPITRE IV

DOCTRINE MODERNE DE LA RESPONSABILITÉ SANS FAUTE

La théorie qui rattache la responsabilité du fait des choses à une faute présumée de leur propriétaire ou gardien avait à peine pénétré dans la pratique qu'elle était déjà jugée insuffisante pour satisfaire aux besoins qui l'avaient fait naître. Ce qui avait surtout préoccupé les esprits, au cours de la période si active qui commence vers 1880 et qui a donné naissance à la théorie de la responsabilité contractuelle et à celle de la faute présumée, c'était d'arriver à un déplacement du fardeau de la preuve. La faute était toujours considérée comme le fondement exclusif de la responsabilité ; mais on voulait dispenser celui qui en avait souffert de l'obligation de la prouver.

Dans les conceptions nouvelles qui se sont fait jour depuis une vingtaine d'années, c'est à la notion même de la faute que l'on prétend s'attaquer. Ce sont encore les accidents du travail qui lui ont donné l'occasion de se produire.

On crut remarquer que la jurisprudence, dans les nombreuses décisions qu'avaient provoquées les accidents industriels, avait substitué, d'une manière inconsciente peut-être, mais certaine, à la doctrine traditionnelle, qui concevait la faute comme un fait de volonté subjective, une notion autrement large, qui la faisait consister dans l'omission de mesures de prudence objectivement déterminées. Le juge s'en tenait à la matérialité du fait, à ses caractères extérieurs, pour en déduire la responsabilité du patron, sans rechercher si celui-ci avait commis une imprudence, s'il avait connu ou pu connaître la cause de l'accident et s'il avait pris les mesures pour l'empêcher de se produire. Mais la faute ainsi comprise était-elle bien une faute ? M. Saleilles ne le pense pas (1) : « La responsabilité du chef d'industrie ne dérive pas de son contrat, ni même de son délit, mais de l'obligation que la loi lui impose, parce qu'il a la direction de l'exploitation et qu'il a les bonnes comme les mauvaises chances, de prendre sur lui les risques de l'industrie » ?

La responsabilité ne résultant plus d'une prétendue faute, impossible à saisir, mais de la création d'un risque, voilà, en effet, la conception nouvelle,

1. *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1894, p. 659 et suiv.

qu'on prétend substituer à la conception traditionnelle. L'homme, en exerçant son activité, expose la personne ou les biens de ses semblables à des risques ; ce risque qu'il crée, il doit le réparer, sans qu'on ait à chercher si l'acte dommageable a été ou non le résultat d'une volonté consciente ou la conséquence d'un ensemble de circonstances malheureuses où la volonté de l'agent n'a pris aucune part. Un dommage a été causé. Il faut, quoi qu'il arrive, que quelqu'un le supporte. Est-ce la victime ou celui qui l'a causé ? La thèse classique répond par une distinction : l'auteur du dommage devra le réparer, si on peut relever à sa charge une faute soit prouvée, soit simplement présumée, dans les cas où la loi a créé cette présomption, mais, en dehors de là, il n'existe aucune raison légitime de lui imputer ce dommage et par conséquent de l'en rendre responsable. La thèse du risque écarte toute recherche de faute et met dans tous les cas les conséquences du dommage à la charge de celui qui l'a fait naître.

Il nous faut rechercher d'abord quel fondement juridique on donne à cette thèse, pour voir ensuite les conséquences pratiques qui résulteraient de son application, si elle était adoptée.

SECTION I

Fondement juridique de la théorie du risque

Quelque nouvelle et hardie qu'ait pu paraître la théorie nouvelle, qui prétend se passer de la faute comme base de la responsabilité, c'est dans le Code civil lui-même que ses promoteurs ont cru la trouver.

Qu'il s'agisse de la responsabilité du fait d'autrui ou du fait des choses ou même du fait personnel, le Code civil l'aurait déjà conçue comme dégagée de toute faute.

C'est incontestable, dit-on, en ce qui concerne le fait d'autrui, au moins celui qui, dans la vie moderne, engage le plus souvent la responsabilité, le fait des préposés. En n'autorisant pas les maîtres et commettants à démontrer qu'ils n'ont pu empêcher le dommage pour se soustraire à l'obligation de le réparer, l'article 1384, alinéa 5, a mis à leur charge une responsabilité sans faute, car, s'il avait entendu lier l'obligation de payer des dommages-intérêts à la faute, il eût certainement permis aux maîtres et commettants de se dégager en démontrant l'absence de faute.

Rien n'est plus juste, dit-on, que cette obligation légale que la loi impose aux commettants. Ils

ont le profit de l'activité de leurs préposés ; quoi de plus équitable que de leur imposer la charge des dommages qui peuvent en résulter ? Le législateur a lui-même senti instinctivement la raison profonde de l'obligation des commettants, car, en leur refusant le droit de prouver l'absence de faute et en leur faisant ainsi une situation plus rigoureuse qu'aux père et mère, instituteurs et artisans, il ne faisait que traduire dans la loi une différence dans la situation de fait : les commettants seuls tirent profit des services de ceux dont la loi les rend responsables ; les enfants, les élèves, les apprentis ne sont pas un instrument de production pour leurs répondants légaux. Voilà pourquoi la loi impose aux premiers une responsabilité inéluctable, alors qu'elle permet aux autres d'y échapper. La responsabilité n'est pas attachée à la faute ; elle est la rançon du profit que procure à une personne le travail d'autrui.

La même déduction doit se tirer des règles du Code concernant la responsabilité du fait des choses, soit qu'il s'agisse des animaux, soit qu'il s'agisse des choses inanimées. Il y a longtemps déjà que la jurisprudence interprète l'article 1385 comme faisant peser sur le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en sert une responsabilité qu'il ne leur est pas permis d'écarter en prouvant qu'ils n'ont pas commis de faute, mais seulement en établissant un cas fortuit ou de force majeure ou la faute de la victime.

Quel peut en être le motif, sinon cette raison d'équité que, profitant des bénéfices de toute sorte que peut donner la possession de l'animal, ils doivent en supporter les charges corrélatives ?

Quant au fait des choses inanimées, si l'on a mis plus longtemps à découvrir dans le Code la disposition qui oblige le propriétaire ou le gardien à réparer le dommage qui en résulte, il n'en est pas moins évident qu'elle existe.

On n'admet pas qu'on puisse se soustraire à la responsabilité édictée par l'article 1384 en prouvant l'absence de faute. C'est donc que cette responsabilité n'est pas attachée à la faute, mais aux chances de gain et de profit que confèrent la propriété ou l'usage de la chose.

On va plus loin encore et on prétend que le fait personnel, indépendamment de celui des personnes ou des choses dont on doit répondre, engage la responsabilité de son auteur, sans qu'il soit nécessaire de prouver sa faute. Il est vrai que, dans cette nouvelle application de la théorie du risque, on se heurte à un texte qui paraît bien formel : l'article 1382 n'oblige une personne à réparer le dommage résultant de son fait qu'autant que ce fait est arrivé par sa faute.

I. V. notamment Jossierand. *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, p. 96.

Aussi certains auteurs, qui avaient cru pouvoir rattacher à une obligation légale sans faute la responsabilité du fait d'autrui et celle du fait des choses, s'étaient considérés comme liés par les dispositions des articles 1382 et 1383. A leurs yeux, le Code avait réuni dans le chapitre des délits et des quasi-délits (art. 1382 à 1386) deux théories absolument distinctes : l'une, celle de la responsabilité délictuelle, fondée sur la faute, l'autre, celle de l'obligation née de la loi et indépendante de la faute.

L'objection n'a pas paru décisive à certains esprits qui, avec une ingéniosité véritablement remarquable, ont cru pouvoir supprimer dans l'article 1382 le mot « faute » ou lui ont du moins donné un sens tel qu'il n'a plus aucun rapport avec la notion traditionnelle de la faute. Cette expression n'aurait pas été employée pour caractériser le fait dommageable et ses conditions subjectives, mais seulement pour déterminer l'auteur responsable. Elle ne signifierait pas que le fait dommageable doit être un fait subjectivement fautif, mais que la responsabilité de ce fait incombe à celui qui l'a déterminée par l'exercice de son activité.

Le mot « faute » aurait été pris par les rédacteurs de la loi dans le sens vulgaire qu'on lui donne, lorsqu'on dit à quelqu'un qui vous a causé un dommage : c'est votre faute. On n'entend pas dire qu'il a commis un acte présentant subjectivement les caractères

d'un délit ou d'un quasi-délit, mais uniquement qu'il a été l'auteur volontaire du fait dommageable. Le mot « faute » n'aurait donc d'autre objet que d'exiger la preuve d'un lien de causalité entre le fait et celui à qui on l'impute (1).

La faute au point de vue de l'idée de risques serait, suivant l'expression de M. Saleilles, tout fait qui se présente en lui-même et au point de vue objectif comme susceptible de risques. L'homme, qui ne peut jamais être recherché pour ses faits d'abstention, lorsque, par sa non-intervention, il n'a pas empêché un dommage de se produire, à moins qu'il n'y ait eu négligence ou imprudence de sa part, assume au contraire les risques résultant de l'existence de son activité.

Il n'entre pas dans le sujet limité que nous nous sommes tracé de discuter cette conception nouvelle de la faute. Il était cependant nécessaire de l'indiquer pour montrer l'évolution des idées à cet égard et pour indiquer la place exacte que tient dans la théorie de la responsabilité celle qui dérive du fait des choses. Le lien qui unit la responsabilité du fait des choses à la responsabilité du fait personnel est,

1. Saleilles. *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 42 et suiv. — Ripert. « Examen doctrinal » dans *Revue critique*, 1908, p. 193. — Comp. Firmez. *De la responsabilité*, projet de revision des art. 1382 à 1386, Bruxelles, 1888.

d'ailleurs, trop étroit pour qu'on ne soit pas amené à les rapprocher et à chercher le principe commun qui leur sert de fondement. Il paraît bien impossible en effet de leur donner une base différente.

L'idée du risque créé est-elle donc une explication suffisante de la responsabilité ? Les développements dans lesquels nous sommes entré dans le chapitre II de ce travail, nous permettent d'affirmer que ce n'est certainement pas celle des auteurs du Code. La faute prouvée ou présumée est la seule source de responsabilité qu'ils aient connue. Ils l'ont dit et répété dans tout le cours des travaux préparatoires. Il est inutile de revenir sur les explications que nous avons déjà fournies sur ce point.

On s'empare pourtant d'une phrase du tribun Bertrand de Greuille, pour prétendre que l'idée nouvelle n'était pas étrangère aux rédacteurs du Code. « Dans la thèse générale, dit-il, rien de ce qui appartient à quelqu'un ne peut nuire inopinément à un autre. » N'est-ce pas la formule même de la théorie du risque ?

C'est un procédé de discussion vraiment trop comode que celui qui consiste à emprunter à un auteur à une phrase détachée pour y trouver l'expression de son opinion. Si l'on veut bien prendre la peine de se reporter aux observations du tribun dont on invoque l'opinion, on s'aperçoit aisément qu'il partage sur ce point le sentiment de tous ceux qui ont pris

part à la discussion et que, pour lui, comme pour eux, la faute est la source exclusive de la responsabilité. C'est par la faute qu'ils expliquent la responsabilité des maîtres et commettants : faute de surveillance et faute dans le choix ; c'est par la faute aussi qu'ils justifient la responsabilité du propriétaire des animaux ou de celui qui s'en sert ; c'est sur la faute encore qu'ils font reposer la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment en ruines.

Il est vrai qu'il peut se présenter telle hypothèse où il sera impossible de reprocher aucune faute à la personne que la loi déclare responsable. Mais c'est là une conséquence fatale du système législatif basé sur des présomptions : la présomption est tirée *de eo quod plerumque fit* ; la loi généralise, au risque de comprendre dans la règle des cas qui devraient en être exclus ; elle gagne ainsi en certitude et atteint plus sûrement le but qu'elle poursuit qu'en laissant au juge le soin d'apprécier individuellement les cas qui lui sont soumis. La responsabilité a donc toujours sa base dans la faute.

Est-il besoin d'ajouter d'autres arguments à ceux que fournissent d'une manière si évidente les travaux préparatoires ? Est-il besoin de remarquer que le chapitre dans lequel figure les articles 1382 à 1386, est intitulé *Des délits et des quasi-délits*, et que ces dénominations éveillent invinciblement l'idée d'une

faute ? Faut-il ajouter que le mot « responsabilité », qui revient dans tous les articles de ce chapitre, est toujours associé, dans la langue du droit, à celui de faute ?

S'il était besoin d'un texte formel, écartant la thèse qui fait reposer sur une obligation légale la responsabilité du fait d'autrui ou du fait des choses, on le trouverait dans l'article 1370. Ce texte divise les engagements qui se forment sans convention en deux classes : les uns qui résultent de l'autorité seule de la loi, comme les engagements entre voisins, ceux des tuteurs, etc. ; les autres qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé. L'article se termine ainsi : « Les engagements qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent ou des quasi-contrats ou des délits ou quasi-délits ; ils font la matière du présent titre ». Le titre des engagements qui se forment sans convention ne contient donc pas de dispositions relatives aux obligations légales ; il est exclusivement consacré à celles qui naissent d'un fait de l'obligé, fait licite, lorsqu'il s'agit d'un quasi-contrat, fait illicite, lorsqu'il s'agit d'un quasi-délit. Le fait d'autrui ou le fait des choses ne sont eux-mêmes que des faits personnels à l'obligé, parce qu'il a commis ou du moins présumé avoir commis une faute dans la surveillance ou dans le choix des éléments composant son patrimoine ou son personnel.

La rédaction même de l'article 1384 montre bien le lien que le législateur a entendu établir entre la responsabilité du fait personnel, basé sur la faute, et la responsabilité du fait d'autrui et du fait des choses. Pour servir de transition, il rappelle, en effet, l'obligation qui incombe à chacun de répondre de son propre fait et ajoute qu'on répond encore du fait d'autrui et du fait des choses. C'est dire que toutes ces causes de responsabilité ont la même base.

Aussi bien est-on obligé de convenir que la pensée du législateur n'est pas douteuse et qu'il a bien entendu donner la faute pour base à la responsabilité. Mais les motifs de la loi ne sont pas la loi répliquet-on. Tout le monde convient que l'idée de faute est insuffisante à expliquer la responsabilité absolue des maîtres et commettants, à raison du fait de leurs préposés. Il y a longtemps qu'on a remarqué que les diverses fautes que l'on présumait pour la justifier n'étaient rien moins que conformes à la réalité. Les patrons peuvent choisir, avec tout le soin qui convient, le personnel qu'ils emploient et exercer sur lui la surveillance la plus attentive. Leur responsabilité n'en sera pas moins engagée. La même observation peut être faite en ce qui concerne les animaux ou les choses inanimées que l'on a, sous sa garde, si l'on admet, conformément à la jurisprudence, que leur seul fait engage la responsabilité du propriétaire ou de celui qui s'en sert, sans pouvoir

se dégager par la preuve qu'il a pris toutes les mesures commandées par l'usage et qu'aurait prises à sa place tout homme apportant à ses affaires la diligence qu'on est en droit d'attendre d'un homme soigneux.

L'existence présumée d'une faute peut donc avoir été l'un des motifs qui ont dicté la décision du législateur. Mais ce qu'il a voulu, c'est que, dans tous les cas, qu'il y eût faute ou non, le maître et les commettants, les propriétaires et, en général, tous ceux qui tirent profit des services d'une personne ou d'une chose fussent tenus des dommages occasionnés par cette personne. Or cela, c'est la responsabilité légale ; c'est la responsabilité attachée à la qualité de maître ou de commettant, de propriétaire ou de gardien ; c'est le risque de la qualité de patron ; c'est le risque de la propriété ou de l'usage d'une chose.

Toute la théorie de l'article 1384 se ramènerait donc à une obligation légale fondée sur une idée de justice, inspirée peut-être, pour partie du moins, par la possibilité d'une faute non démontrable, mais reposant avant tout sur une loi d'équité sociale en matière de répartition des risques. Entre celui qui souffre d'un dommage et celui qui l'a causé, par lui-même ou par l'intermédiaire d'une personne ou d'une chose, dont il est seul à tirer profit, la justice n'impose-t-elle pas le choix ? La victime n'a eu d'autre

rapport avec la chose que ce contact passager dont elle a souffert. Le propriétaire est seul à en user pour son profit ou pour son agrément. Dans l'état de chose actuel « ce qui est immoral, va jusqu'à dire M. Saleilles, c'est que, même à supposer l'absence de faute, les risques soient pour celui qui subit le contre-coup de l'activité des autres et non pour celui qui déploie son activité et qui devait en tirer profit (1) ».

Sur le terrain social, ajoute-t-on, il n'est pas bon que l'on attache une idée de blâme moral à la condamnation à des dommages-intérêts prononcée contre un individu, qui, dans l'exercice de son activité, a causé un dommage. Cette réprobation instinctive est la conséquence de la base purement subjective de la responsabilité dans la doctrine traditionnelle. Elle a pour effet de paralyser l'activité. Il faut cantonner la faute dans le droit criminel : c'est là seulement qu'une analyse, poussée à l'extrême, doit démêler dans les actes les mobiles de l'agent et mesurer la peine à la faute commise. En droit civil, il s'agit d'une répartition de risques. Aucune idée de blâme ne doit s'attacher à la décision du juge qui détermine, entre plusieurs personnes, celle qui doit supporter un dommage survenu. Quand cette notion aura pénétré la conscience publique, l'énergie individuelle s'en trouvera accrue, car on ne pourra plus

1. *Réforme sociale*, 1898, p. 646.

considérer comme une faute l'exercice de l'activité. Il n'est pas à craindre, comme on l'a prétendu, que les risques de la vie en société doivent se trouver accrus, s'il n'y a plus de faute à causer un dommage, car l'éventualité de la réparation est un stimulant plus énergique que la menace d'une réprobation morale pour tenir en éveil l'attention de l'agent.

Enfin on remarque que la théorie du risque est la seule qui donne satisfaction au besoin de simplicité qui doit caractériser toute théorie juridique destinée à solutionner des conflits journaliers. Dans la complexité des rapports sociaux, les recherches que rendent nécessaires les théories fondées sur la faute créent une cause de trouble dans la réparation du dommage. Il importe que chacun sache à quoi il s'expose en exerçant son activité, sans qu'il puisse dépendre d'une appréciation, forcément sujette à l'erreur, que tel dommage soit supporté par celui qui l'a causé, alors que tel autre restera à la charge de celui qui l'aura subi.

Il n'est pas raisonnable de se perdre dans des recherches de faute et d'imprudence, alors que, dans presque tous les cas, il s'agit de faits de pur hasard, accomplis dans des conditions normales et qu'on ne peut atteindre qu'en érigeant en fautes des faits conformes aux usages courants et qui n'auraient guère pu se concevoir autrement. Avec le système subjectif, on en arrive, comme l'a fait une juridiction alle-

mande (1), à qualifier de faute le seul fait d'employer une locomotive, parce qu'on veut mettre à la charge d'une compagnie de chemins de fer les dommages qui résultent de son exploitation. Ne vaut-il pas mieux appeler franchement les choses par leur nom, en reconnaissant que les compagnies de chemins de fer ne commettent aucune faute en exploitant un service d'une utilité primordiale, mais qu'il est juste de leur imposer les risques d'une exploitation dont elles sont les premières à tirer profit ? C'est une charge de l'exploitation comme l'entretien du matériel ou la rémunération du personnel.

Cependant il ne semble pas qu'il soit permis à l'interprète, quelque larges que soient les pouvoirs que lui reconnaissent les méthodes nouvelles, de faire table rase de principes et de textes, dont le sens ne peut paraître discutable qu'à des esprits prévenus. M. Gény qui se réclame pourtant de l'école nouvelle en matière d'interprétation croit pouvoir qualifier d'escamotage le procédé qui consiste à supprimer dans les textes la notion de la faute (1).

1. V. Saleilles. *Essai d'une théorie générale de l'obligation*, n^o 325, p. 377.

2. *Risques et responsabilité. Revue trimestrielle du droit civil*, 1902.

SECTION II

Conditions et effets de la théorie du risque

Pour déterminer exactement la portée de la théorie du risque, il nous faut en indiquer les principales conséquences pratiques.

§ 1. — *Qui est tenu du risque ?*

Les premiers auteurs chez lesquels a germé, d'une façon encore un peu vague et confuse, la notion du risque, ont paru y voir une conséquence de la propriété. L'idée se trouve formulée, d'ailleurs avec des réserves, dans les notes de M. Labbé (1) ; elle est pleinement acceptée par M. Huc (2).

C'est celle qu'a consacrée, dans un jugement célèbre, le tribunal de l'empire d'Allemagne statuant par application de notre Code civil. « Le propriétaire, est-il dit, est le représentant légal des choses qui lui appartiennent et le dommage qui est causé

1. Labbé, note dans Sirey, 86. 2. 97 ; 91. 1. 9.

2. *Commentaire du Code civil*, t. VIII, n° 454.

par un animal ou par un objet inanimé lui appartenant, notamment par un bâtiment, doit être considéré comme causé par le propriétaire lui-même » (1).

Mais, à mesure qu'on a mieux analysé la notion nouvelle, l'idée un peu étroite, qui faisait reposer le risque sur la propriété s'est élargie, et on fait supporter le risque par celui qui a la chose sous sa garde ou par celui qui s'en sert.

C'est donc l'idée d'utilisation des services d'une personne ou d'une chose qui sert de base à l'obligation qu'impose la loi à celui qui en profite de réparer les dommages qui peuvent en résulter.

On dit volontiers que les dommages sont supportés par celui qui a créé le risque. On ne prend, d'ailleurs, pas cette formule à la lettre, car elle engendrerait des difficultés inextricables pour dégager dans chaque hypothèse le créateur du risque. Plusieurs activités concourant à la production d'un dommage, à la création d'un risque, qui le supporterait ? Les partisans de la théorie nouvelle s'en tiennent donc à la formule de la loi qui impose l'obligation, suivant les cas, au propriétaire ou gardien de la chose ou à celui qui s'en sert. Ils se rencontrent donc avec les partisans de la théorie sub-

jective en ce qui concerne la détermination des personnes qui supportent le risque. Il est par conséquent superflu d'entrer à cet égard dans de plus amples détails.

Même la responsabilité du fou, qui semblerait devoir être réglée différemment dans les deux conceptions, est soumise aux mêmes règles.

Il est certain que le fou ne répond pas des personnes ou des choses qu'il a sous sa garde, comme s'il était sain d'esprit. Cette conclusion est facile à concilier avec l'idée d'une faute présumée, car celui qui n'a pas de volonté ne peut commettre de faute. Au contraire, elle ne cadre pas très bien avec la thèse objective; celui-là est responsable qui bénéficie des services d'une personne ou d'une chose.

Il semblerait même que logiquement, puisque le juge n'a qu'à s'attacher à un rapport de causalité externe pour déterminer la personne responsable, le fou devrait supporter les conséquences du risque qu'il a créé par son activité personnelle. Mais, sur ce point encore, les partisans de la thèse objective se rencontrent avec ceux de la thèse subjective, car ils ne font pas résulter la responsabilité de la création pure et simple du risque, mais de la volonté de celui qui le crée de s'en approprier les conséquences (1).

1. Saleilles, *op. cit.*, n° 47, p. 68.

L'appropriation du risque, considérée comme une condition indispensable de la responsabilité dans la théorie objective, tend ainsi à la rapprocher de la théorie subjective. Il est vrai qu'avec la théorie subjective il semblerait nécessaire de scruter la pensée de l'auteur du fait pour y découvrir une faute, alors que l'appropriation du risque se révélerait par les circonstances extérieures dans lesquelles a été accompli le fait dommageable. Mais il y a longtemps qu'on est d'accord pour apprécier la faute subjective d'après un critérium plus objectif. Parties de point de vue opposé, les deux thèses aboutissent donc à des résultats sensiblement identiques lorsqu'il s'agit de la détermination des personnes responsables.

§ 2. — *Causes exclusives du risque*

L'obligation de réparer un dommage résultant de la création du risque cesse, dans la doctrine objective, lorsque le dommage a une cause étrangère au risque créé, ce qui se produit dans deux cas : 1° en cas de faute de la victime ; 2° en cas de force majeure.

I. — *La faute de la victime* est généralement considérée comme exclusive de l'obligation légale, parce

que le dommage n'a plus sa cause dans le fait de la chose, mais dans le fait de celui qui le subit. Or, s'il est permis de mettre à la charge d'une personne tous les dommages pouvant résulter du fait de ces choses, ou même, dans une théorie plus large, de son fait personnel, il serait injuste de lui imputer ceux qui résultent du fait de la victime.

Nous disons du fait et non de la faute de la victime. Il y aurait intérêt, pour une bonne terminologie, à ne pas se servir de l'expression de faute dans la construction de la théorie du risque. Du moment, en effet, que cette notion, envisagée comme impliquant la volonté subjective de l'agent, est écartée pour déterminer la personne responsable, il faut également en faire abstraction dans la personne de la victime. Si l'on croit devoir se passer de cette notion à cause de l'élément psychologique insaisissable qu'elle introduit dans la théorie de la responsabilité, les mêmes raisons doivent amener à écarter toute recherche de cette nature dans la personne de celui qui subit le risque.

Cette observation faite, il paraît bien certain que lorsque le contact de deux activités produit un dommage, on ne peut pas imposer *a priori* à l'une plutôt qu'à l'autre l'obligation de le réparer. Il faut que le juge, recherchant les circonstances dans lesquelles il s'est produit, en détermine la cause efficiente.

On a pourtant prétendu que, dans la pure doc-

trine du risque, la faute de la victime ne devrait pas écarter la responsabilité de l'auteur du dommage (1). On en donne pour exemple la loi du 9 avril 1898, qui met à la charge du patron les accidents survenus à son ouvrier, à l'exception seulement de ceux que la victime a intentionnellement provoqués, et l'oblige à supporter ceux qui sont la conséquence d'une simple faute non intentionnelle, sous réserve du droit accordé au juge de diminuer la pension, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable (art. 20).

Mais les règles spéciales aux accidents du travail se justifient par des considérations particulières et notamment par l'accoutumance de l'ouvrier aux dangers au milieu desquels il vit, qui lui fait négliger les précautions ordinaires que prendrait toute autre personne.

On conçoit très bien que l'adoption de la théorie du risque oblige à faire la même situation à l'ouvrier de l'usine et à l'étranger. lorsque l'accident est dû à un de ces événements de cause indéterminée, dont il paraît juste de faire supporter les conséquences par celui qui profite des avantages que lui procure le fonctionnement normal de son outillage industriel. Mais lorsque la cause immédiate en est dans

1. Comp. Colin. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1907, p. 273.

un fait actif de la victime, il n'y aurait aucune bonne raison d'en faire retomber la charge sur l'industriel, si la victime est un étranger, qui ne met pas son activité au service de l'usine. On peut ajouter que, dans le système forfaitaire établi par la loi, la réduction de l'indemnité allouée à l'ouvrier compense la faveur qu'on lui fait de ne pas lui faire supporter les conséquences de son imprudence ou de sa négligence.

II. — La seconde cause qui exclut la responsabilité, dans la thèse objective, *c'est la force majeure*.

Dans le langage juridique usuel, en législation, en doctrine et en jurisprudence, il est une autre expression qu'on ne sépare guère de celle-là c'est celle du cas fortuit. On désigne par cas fortuit, ou par cas de force majeure, en réunissant les deux formules, par cas fortuit et force majeure, toute cause de dommage autre que la faute du plaideur qui l'allègue pour n'être pas condamné. C'est tantôt un événement qu'il ne pouvait pas prévoir, tantôt un événement qu'il ne pouvait pas empêcher, bien qu'il l'ayant prévu, tantôt enfin un événement qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher. Depuis quelques années, des distinctions ont été proposées qui donneraient aux cas fortuits et aux cas de force majeure un domaine différent.

Ainsi d'après M. Huc (1), « les cas fortuits seraient

1. *Commentaire du Code civil*, t. VII, n° 143.

des faits de la nature, tels que la tempête, le feu du ciel, les inondations imprévues, la grêle, les épidémies, alors que les cas de force majeure seraient des faits de l'homme, tels que la guerre, l'invasion du territoire par une force ennemie, le blocus, le bombardement, le fait du prince ». Cet auteur s'attache à l'origine du fait pour le caractériser.

D'autres proposent, avec plus de raison, de s'attacher à la personne de celui qui l'invoque. M. Ambroise Colin (1) propose la distinction suivante, qui consisterait à différencier le cas fortuit du cas de force majeure par le caractère plus ou moins insurmontable de l'événement, le cas de force majeure serait un fait absolument irrésistible qu'aucune force humaine n'aurait pu conjurer, tandis que le cas fortuit serait un événement dont les circonstances fâcheuses auraient pu être prévues ou évitées dans d'autres circonstances, mais qui, dans l'espèce donnée, eu égard des personnes en cause, n'a pu être prévu ni empêché.

La doctrine objective se place à un point de vue tout autre pour différencier la force majeure et le cas fortuit, au moins quand, s'agissant de la responsabilité du fait des choses, elle entend permettre au gardien de la chose de s'exonérer en dénonçant la force majeure, mais non le cas fortuit. Elle ne s'at-

1. Note. D. P. 904. 2. 73.

tache ni à la nature de la force qui agit, ni à son caractère plus ou moins insurmontable, ni à la prévision plus ou moins grande dont son intervention était susceptible : elle s'attache en quelque sorte à sa situation.

Dans la thèse objective, la *force majeure* est entendue dans le sens d'une force extérieure irrésistible. Ainsi comprise, on l'oppose au cas fortuit, qui est un événement résultant de causes inhérentes à la chose. Le risque du fait des choses étant supporté par le propriétaire ou celui qui s'en sert, le cas fortuit qui a une cause interne connue ou dont il est impossible en tout cas de démontrer l'origine externe doit être mis à la charge de celui qui supporte le fait de la chose.

Au contraire, les événements sur lesquels le créateur du risque n'a pu exercer aucune influence et qui ont seuls contribué à la production du dommage ne peuvent faire naître à sa charge aucune obligation. Le dommage n'est pas résulté du fait de la chose, mais du fait d'une force extérieure irrésistible. Le risque n'a pas été créé par le propriétaire ou le gardien de la chose, mais par la nature même de l'humanité. On ne peut le mettre à la charge de l'un plutôt que de l'autre : c'est un malheur, le *fatum* des anciens qui frappe en aveugle ; celui-là est bien obligé d'en supporter les conséquences qui en a été la victime.

Une conception se trouve cependant vaguement dans les esprits, d'après laquelle, pour être logique, la théorie objective ne devrait pas faire de la force majeure une cause d'exonération (1). C'est qu'en effet, dit-on, l'événement de force majeure n'a pu produire ses effets dommageables que parce qu'il a trouvé un terrain préparé. La foudre qui tombe au milieu d'un terrain nu ne cause aucun dommage ; si elle fait une victime, manifestement, aucune réparation ne pourra être demandée. Mais, si elle tombe sur une usine et occasionne une explosion qui détermine des accidents, est-il vrai de dire que l'industriel n'a pas sa part dans la création du risque ? Il est si bien considéré comme ayant créé le risque, qu'en pareille hypothèse il serait certainement responsable des accidents survenus à ses ouvriers par application de la loi du 9 avril 1898. Or, cette loi n'étant elle-même qu'une application de la théorie du risque, c'est donc que cette théorie conduit à faire supporter les cas de force majeure par le créateur du risque.

L'objection est spécieuse, mais ne paraît pas décisive. L'argument tiré de la loi de 1898 peut être écarté, si l'on remarque que cette loi n'est qu'une application pure et simple de la théorie du risque

1. Comp. A. Colin. *Bull. de la Soc. d'Et. législ.*, 1907, p. 284.

forfaitaire, dans lequel le patron est censé assumer à forfait tous les risques de l'entreprise dans ses rapports avec ses ouvriers qui ne touchent jamais qu'une partie de l'indemnité correspondant au préjudice effectivement subi. Or, le système de l'indemnité forfaitaire ne se conçoit bien qu'entre personnes unies par un rapport contractuel. La loi de 1898 contient donc une application de la théorie du risque, mais soumis à des règles spéciales. Il ne peut pas être question d'étendre toutes ses dispositions.

On peut donc se demander si, dans une conception générale et théorique de la doctrine du risque, la force majeure doit être mise à la charge de la personne qui a créé un état de fait susceptible de devenir une source de dommages par la survenance d'un cas de force majeure. Or, il semble bien que, dans cette éventualité, il y ait lieu de dégager la responsabilité du propriétaire ou du gardien de la chose, car le risque a été causé par une force extérieure contre laquelle ne pouvait être exercée aucune action efficace. Tout au plus serait-il permis d'accorder une indemnité partielle, en se fondant non pas sur l'idée de forfait, mais sur ce que le dommage peut être attribué en partie à la force majeure et en partie au créateur du risque.

§ 3. — *Fixation de l'indemnité dans
la théorie du risque*

Dans la théorie subjective, on admet généralement comme une règle de droit indiscutable, que la réparation du dommage doit être intégrale. On écarte comme étrangers à la responsabilité délictuelle les articles 1149 et suivants qui fixent le mode d'évaluation des dommages-intérêts en cas d'inexécution d'un contrat (1).

Les partisans de la doctrine objective nient ce point de départ. Il leur paraît, au contraire, que le législateur, en posant des règles différentes d'évaluation selon que le dommage résulte du dol ou de la faute (art. 1150), a vu dans cette distinction une règle de justice fondamentale, qui n'est pas le résultat de la convention des parties, mais l'application d'un principe supérieur d'équité auquel les parties adhèrent en contractant. La réparation se mesure donc sur le degré de culpabilité de l'agent. La loi elle-même indique que l'indemnité est d'autant plus individualisée que le rôle de la volonté dans l'accom-

1. Aubry et Rau, 4^e éd., t. IV, p. 750. — Laurent, t. XX, n^o 523. — Planiol, t. II, n^o 896. — Comp. Baudry-Lacantinerie et Barde, t. IV, n^o 2879 et suiv.

plissement de l'acte dommageable a été plus actif. Egale au préjudice, lorsque le dommage a été intentionnel, elle se réduit à ce que les parties ont prévu ou pu prévoir, lorsque l'acte, tout en étant voulu par l'agent, n'a consisté que dans une négligence ou une imprudence. Or, si la responsabilité n'est plus attachée à la faute, cette base d'évaluation doit être écartée et c'est se conformer au vœu de la loi que d'établir un système forfaitaire, qui mesure la réparation sur les conséquences que l'auteur du fait dommageable a pu considérer comme susceptibles de résulter de l'acte accompli. C'est, dit-on, le moyen le plus sûr de ne pas entraver l'initiative individuelle par la menace de dommages-intérêts indéterminés dont l'éventualité peut paralyser l'activité (1).

Le législateur l'a, d'ailleurs, bien compris ainsi, car, dans la loi du 9 avril 1898, qui consacre en matière d'accidents industriels la théorie du risque, il a organisé un système forfaitaire qui fait varier l'indemnité avec le salaire de l'ouvrier, sans égard à la faute du patron, sauf le cas de faute inexcusable.

Ce raisonnement n'est pourtant pas à l'abri de la critique. Sans rechercher s'il vaut mieux que l'indi-

1. Saleilles. *Les accidents de travail et la responsabilité*, n° 59 et suiv.

vidu sache à l'avance à quoi il s'expose en exerçant son activité ou s'il n'est pas préférable, au point de vue social, de laisser l'individu exposé à toutes les conséquences de ses actes (1), on peut remarquer que le système forfaitaire ne se conçoit bien qu'entre personnes ayant établi entre elles des rapports contractuels. L'ouvrier, qui contracte avec son patron, peut être considéré comme ayant pris sa part des risques auxquels il s'expose. Le salaire qu'il reçoit est en même temps que la rémunération de son travail, la compensation des risques d'accidents dont il est menacé. Une part des salaires représente les dangers de la profession. Mais, entre personnes qu'aucun lien contractuel ne rattache, un forfait ne se conçoit pas. Il ne peut être imposé que par la loi. Or, s'il est vrai, comme on le prétend, que l'équité commande de faire supporter à toute activité agissante les dommages qu'elle a créés plutôt qu'à celui qui les a subis, pourquoi limiter à un chiffre préalablement déterminé l'étendue de la réparation ? N'est-ce pas reconnaître que la base que l'on veut assigner à la théorie objective n'est pas une exactitude absolue ?

Au fond, voici qu'elle paraît être la conception, un peu confuse encore dans l'esprit des partisans,

1. V. à cet égard les observations de M. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 871 et *Revue critique*, 1906, p. 80 et suiv.

de la doctrine objective. Etant donné un dommage, qui doit le supporter ? Le laisser à la charge de la victime est injuste, lorsqu'elle n'a rien fait pour s'y exposer. Le faire supporter intégralement par celui qui l'a causé dans l'exercice de son activité, sans qu'on puisse lui reprocher aucune imprudence, serait également peu équitable et peut-être socialement dangereux. N'est-il pas préférable, en pareille conjecture, de répartir ce risque, en mettant à la charge de celui qui l'a créé directement, la part qu'il a pu raisonnablement supposer devoir résulter de son action et en laissant supporter par la victime la part qui revient à des circonstances fortuites auxquelles la volonté humaine est restée étrangère ?

Ainsi comprise, la théorie du risque aboutirait à une répartition équitable des risques inhérents à la vie en société. C'est la base solide sur laquelle on peut l'étayer.

SECTION III

La théorie du risque devant la jurisprudence

La jurisprudence ne paraît pas être entrée dans la voie nouvelle que lui tracent les partisans de la doctrine objective.

I. — En ce qui concerne tout d'abord la responsabilité du fait personnel, les tribunaux la subordonnent toujours à l'existence d'une faute prouvée.

Ils ont élargi la notion de la faute, jusqu'à y comprendre des faits qui, dans la personne de l'agent, ne peuvent se rattacher à aucune imprudence ou négligence même la plus minime. La faute est devenue de plus en plus objective. Le juge détermine les mesures qu'il considère comme indispensables dans une bonne organisation sociale et il condamne si ces mesures n'ont pas été prises. Mais la faute, ainsi comprise, reste toujours la condition essentielle de la responsabilité (1).

1. Aubry et Rau, t. IV, p. 746 et suiv. — Demolombe, t. XXI, n° 470 et 474. — Laurent, t. XX, n° 388 et suiv. — Huc, t. VIII, n° 404. — Baudry-Lacantinerie et Barde, t. VI, n° 2854. — Tissier, note S. 91. 1.273. — Cass., 17 févr. 1902. S. 1903. 1. 80. — 25 nov. 1903. S. 1903. 1. 132.

On a parfois présenté la théorie de l'abus de droit et les nombreuses applications qu'en fait la jurisprudence comme une manifestation de la tendance des tribunaux à se passer de la notion de faute pour obliger une personne à réparer le dommage qu'elle cause à une autre (1). C'est en effet un principe traditionnel que celui qui use de son droit ne peut être tenu de réparer les conséquences dommageables qui résultent de ses actes. Mais ce principe individualiste n'a jamais été accepté complètement par les tribunaux, qui se sont efforcés de placer l'exercice des droits sous le contrôle du juge à qui a été reconnu le pouvoir de dire si l'usage qui a été fait d'un droit n'est pas contraire au sentiment d'équité et de justice sociales (2).

Tous les droits ont été successivement soumis à ce contrôle : les droits extra-contractuels, les droits contractuels et les droits de famille eux-mêmes (3)

1. V. *supra* la note donnant des indications bibliographiques et des renvois à la jurisprudence.

2. Cette opposition entre la tendance individualiste d'après laquelle les droits des individus portent en eux-mêmes et au profit de leurs titulaires leur justification et leur fin et la tendance sociale suivant laquelle les droits n'existent pas seulement dans l'intérêt de leurs titulaires, mais aussi dans celui de la collectivité, a été très bien marqué par M. Josserand. *De l'abus des droits*.

3. V. une application intéressante de l'abus de droit dans un arrêt de la Cour de Lyon du 23 janv. 1907 (D. P. 1.908. 273) relatif à l'exercice du droit du père de s'opposer au mariage de ses enfants.

ne peuvent être légitimement exercés qu'à la condition de ne pas avoir pour but principal de nuire à autrui, ou même, car l'intention ne suffit pas à caractériser l'abus de droit, à la condition de ne pas constituer un fait anormal, ou, comme le disent certains auteurs, « de ne pas consister dans le détournement du droit économique et social ».

Bien que d'une application plus étroite que la théorie du risque, qui permettrait d'attacher la responsabilité à des actes conformes au droit, alors que par la théorie de l'abus des droits on n'atteint que les actes qui s'écartent du but social du droit, cette dernière théorie présenterait encore une grande utilité comme notion juridique distincte. Celui que menace un risque ne peut l'éviter que par ses propres moyens ; il ne lui serait pas moins permis d'avoir recours à la justice pour faire défense d'agir à celui dont l'activité crée le risque. Au contraire, celui qui se trouve exposé à souffrir de l'exercice abusif d'un droit peut s'adresser à la justice pour obtenir qu'il soit fait défense d'accomplir un acte susceptible de causer un dommage et qui ne se trouve pas légitimé par son but. En d'autres termes, la théorie du risque permettrait d'obtenir réparation des actes dommageables ; la théorie de l'abus de droit, dans le cercle plus restreint où elle s'applique, permet de prévenir le dommage.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'insister

davantage sur la définition de l'abus de droit. Nous ne l'avons indiquée que pour signaler le rapprochement qu'on a voulu faire de cette théorie, déjà ancienne en jurisprudence, avec la conception nouvelle du risque. Il nous paraît plus juste d'y voir une extension nouvelle de la théorie traditionnelle de la faute. C'est en considérant comme une faute l'exercice d'un droit dans des conditions anormales que les tribunaux sont arrivés à le prohiber, soit en autorisant des mesures préventives, soit en accordant une réparation à celui qui a eu à en souffrir.

II. — Quant à la responsabilité du fait d'autrui ou du fait des choses, les juges lui donnent pour fondement une présomption de faute. Les développements dans lesquels nous sommes entrés à cet égard dans le chapitre précédent nous dispenseront de longs commentaires.

On avait bien prétendu que la Cour de cassation, dans son arrêt du 16 juin 1896, en rattachant, sans autre précision, à l'article 1384 la responsabilité du patron, avait entendu consacrer la doctrine de l'obligation légale. Mais ses arrêts postérieurs et spécialement ceux qu'elle a rendus en 1908 ont donné un démenti formel à cette interprétation. La jurisprudence n'admet comme source de la responsabilité que la faute, prouvée ou présumée.

La notion du risque a pourtant inspiré les motifs de certaines décisions. Ainsi on trouve dans un

jugement du tribunal de Lannion ce considérant manifestement emprunté à la doctrine du risque : « qu'il semble rationnel et équitable que les conséquences d'un préjudice imputable à une chose soient supportées, en principe et hors le cas fortuit ou la faute de la victime, plutôt par celui qui tire un profit habituel de la chose et connaît les risques inhérents à son usage et les moyens d'y obvier que par un tiers » (1).

Un jugement du tribunal civil de Melle du 27 juin 1899 déclare de son côté « qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil le propriétaire est responsable de plein droit, en l'absence de toute faute personnelle et à raison du fait matériel seul, du préjudice causé à autrui par son bâtiment » (2).

Un arrêt de la Cour de Chambéry a même consacré la doctrine objective dans les termes les plus catégoriques « attendu, dit-il, qu'en se prévalant de l'article 1384 du Code civil les intimés ont juridiquement procédé ; qu'en effet ce texte édicte contre les détenteurs la responsabilité des choses dont ils ont la garde sans se préoccuper de cette circonstance qu'ils ont ou n'ont pas pu empêcher les faits dont ils sont déclarés responsables, ainsi que le législateur l'a décidé pour les père et mère et les artisans ; qu'il

1. 5 décembre 1905. D. P. 1906. 2. 249.

2. Sous Civ., 30 juin 1902. D. P. 1907. 1. 437.

s'ensuit qu'en ce cas spécial la responsabilité n'est pas subordonnée à l'idée subjective de faute, comme dans les articles 1382 et 1383, mais bien à l'idée objective de dommage : que, sans entrer dans les controverses doctrinales soulevées sur cette question par ceux qui veulent voir dans l'article 1384 une présomption de faute, il y a lieu de reconnaître que, saine-ment compris, le point de vue auquel, selon nous, s'est placée la loi, est conforme à la justice et à l'équité, puisque celui qui détient une chose et en tire avantage, doit, par suite d'une légitime réciprocité, supporter les charges corrélatives à cet usage ; qu'une théorie contraire, en cas de survenance d'accident, présenterait le grave inconvénient de méconnaître les garanties de sécurité et de réparation auxquelles, dans une société bien organisée, a droit la personne humaine » (1).

Mais ce ne sont là que des discussions isolées. Dans son ensemble la jurisprudence rattache à une présomption de faute l'obligation de réparer le dommage causé par le fait des choses, qu'il s'agisse du fait des choses inanimées (2) ou du fait des animaux.

1. Chambéry, 12 juillet 1905. D. P. 1905.2.417.

2. V. les décisions citées, *supra*, p. 99, note 11. — Req., 22 janvier 1902. D. P. 1902.1.217. — 25 mars 1908. *Gaz. Pal.*, 1908.1.548.

III. — Si l'on veut trouver des traces de la théorie du risque, c'est plutôt dans la jurisprudence administrative qu'on pourrait les chercher. On sait que malgré des divergences importantes, l'opinion qui rattache la responsabilité de l'Etat et des personnes morales publiques aux articles 1382 et suivants est généralement écartée (1).

Le Conseil d'Etat n'a pas, en général, formulé de doctrine juridique pour appuyer l'obligation qu'il leur impose de réparer le préjudice résultant soit d'une faute ou d'une erreur de l'administration, soit d'opérations administratives entraînant pour les particuliers des dommages spéciaux, comme ceux qui résultent de l'exécution des travaux publics. On l'a ingénieusement rattachée à une idée d'assurance contre l'accident administratif (2), ce qui revient à dire que les membres d'une collectivité

1. Laferrière. *Traité de la juridiction administrative*, t. , p. 624. — Hauriou. *Précis de droit administratif*, 7^e édit., p. 176 et Sirey. 1900.3. 1.

Contra Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 447. — Demolombe, t. XXXI, n^o 637. — Laurent, t. XX, n^o 418 et suiv. — Comp. Michaud. « De la responsabilité de l'Etat à raison des fautes de ses agents » dans *Revue du droit public*, 1895, t. III, p. 401, t. IV, p. 2 et 151.

2. Hauriou. *Précis de droit administratif*, p. 174. « Les actions en indemnité contre l'Etat ». *Revue du droit public et de la science politique*, t. VI, p. 51-65. L'idée est déjà esquissée dans une communication de M. Larnaude à la Société des prisons (*Revue pénitentiaire*, 1896, p. 9.)

exposés aux risques pouvant résulter d'une faute de l'administration ou même de l'accomplissement régulier de ses fonctions se garantissent réciproquement la réparation du dommage subi et qui peut atteindre alternativement l'un ou l'autre d'entre eux. Ils fournissent sous forme d'impôt les primes de cette assurance mutuelle. L'Etat qui les recueille est chargé de payer l'indemnité aux victimes. C'est donc par une idée de risque que peut s'expliquer cette jurisprudence. Mais il est à noter que cette conception s'est développée sur le terrain du droit administratif et nullement comme l'interprétation des articles 1382 et suivants dans le sens de la doctrine objective. C'est à raison des conditions particulières dans lesquelles l'administration est appelée à exercer son action qu'elle a été soumise par la jurisprudence du Conseil d'Etat à un régime spécial de responsabilité.

Jusqu'à ces dernières années, il semble que le Conseil d'Etat n'accordait d'indemnité qu'autant que le dommage résultait d'un acte de gestion administrative. L'administration, gérant une immense entreprise, est tenue des risques que comporte sa gestion. Elle répond des accidents administratifs, comme le patron répond des accidents industriels ; mais la base n'est pas la même : tandis que le patron est responsable à raison des profits présumés qu'il tire de son entreprise, l'administration répond des acci-

dents administratifs, parce que ces accidents entraînant des pertes pécuniaires spéciales au détriment de certains administrés, ils rompent l'égalité qui doit régner devant les charges publiques.

Des arrêts récents du Conseil d'Etat ont étendu la responsabilité de l'Etat même aux actes de police et de puissance publique, mais en la fondant sur une idée de faute (1). Ils contiennent ce considérant remarquable pour motiver la condamnation de l'Etat « que l'accident, dans les circonstances où il s'est produit, doit être attribué à une faute du service public, de nature à engager la responsabilité de l'Etat ».

Il y aurait ainsi, comme on l'a dit, une sorte de retour offensif de la doctrine subjective de la faute contre la théorie du risque, que la jurisprudence administrative paraissait avoir adopté comme base de ses décisions en matière de responsabilité. On prévoit que cette notion pourrait s'étendre et pénétrer dans un domaine où jusque-là régnait souverainement la théorie du risque, en matière de dommages causés par l'exécution des travaux.

La théorie du risque n'aurait eu qu'un caractère transitoire. Elle procéderait d'une analyse purement

1. Conseil d'Etat, 27 février 1903. S. 1905. 3. 17. — 29 mai 1903, 11 déc. 1903, 1^{er} juillet 1904. S. 1904. 3. 121. — 10 et 17 fév. 1905. S. 1905. 3. 113 et la note de M. Hauriou.

superficielle des faits. Le progrès du droit amènerait un jour à expliquer par une idée de faute des solutions que l'on ne peut justifier actuellement que par le point de vue objectif du risque. La même évolution se produirait dans le domaine civil. Devant les accidents multiples, provoqués par le développement de l'industrialisme, on n'a vu d'autre moyen d'assurer une réparation équitable qu'en mettant en bloc et sans distinction tous ces accidents à la charge de l'industrie. Mais ce point de vue apparaît un jour injuste et l'on serait amené à distinguer et à restreindre la responsabilité aux cas de fautes, en éliminant les cas fortuits. Telle serait, dit M. Hauriou (1), le *processus* naturel de la responsabilité pour toute sorte de risques ; on marche vers une responsabilité limitée au seul risque de la faute.

1. M. Hauriou croit en trouver la preuve dans les arrêts du Conseil d'Etat des 10 et 17 février 1905 (S. 1905.3.113), à l'occasion duquel il formule ses observations. Mais, si la jurisprudence administrative fait sa place à la notion de la faute, elle n'abandonne pas pour cela la notion du risque qui peut seule expliquer ses décisions en matière de travaux publics.

CHAPITRE V

MOUVEMENT LÉGISLATIF EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSES

SECTION I

Aperçu de la législation française

On a dit que la notion de la faute subissait une crise (1). La théorie du risque, que nous avons analysée dans le chapitre précédent, nous a montré l'importance de la crise en doctrine. Il nous faut examiner maintenant l'influence qu'ont eue les idées nouvelles sur le mouvement législatif moderne. Est-il vrai, comme le prétendent les partisans de la doctrine objective, qu'il y ait une tendance en législation à abandonner la notion de la faute pour y substituer celle du risque ?

La législation française reste encore dans sa plus grande partie dominée par le principe de la responsabilité fondée sur la faute, prouvée ou présumée.

1. Larnaude. *Revue pénitentiaire*, 1896, p. 9.

Il existe pourtant quelques dispositions spéciales où l'obligation de payer une indemnité est indépendante de toute faute.

On cite l'article 262 du Code de commerce, qui permet au matelot tombé malade pendant le voyage ou blessé au service du navire, de se faire payer de ses loyers, de se faire traiter et panser aux frais du navire. Il y a là assurément une disposition d'humanité, inspirée par des motifs analogues à ceux dont se réclame la théorie du risque. Elle a pour but de faciliter le recrutement du personnel maritime exposé à de rudes labeurs et souvent mal rétribué. Elle n'a certainement pas été édictée pour consacrer une théorie encore ignorée (1).

Plus récemment, la loi du 8 juin 1895 a permis aux victimes des erreurs judiciaires d'obtenir une réparation du dommage souffert, sans qu'elles aient besoin de démontrer qu'il y ait eu faute de l'autorité judiciaire. Cette loi n'est qu'une application de la jurisprudence administrative, dont nous avons déjà fait connaître l'esprit nettement inspiré de la théorie du risque.

La loi du 20 juillet 1899, qui substitue la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseigne-

1. V. Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit com.*, t. V, n° 460 bis. — Lyon-Caen. Note dans Sirey, 87. 1. 209. — V. Blondel. Note dans Sirey. 97. 1. 497.

ment public relativement aux dommages causés par les élèves, a pu également être considérée comme établissant une sorte de risque universitaire mis à la charge de la collectivité.

Mais la seule loi d'une portée vraiment générale, qui ait fait application de la théorie du risque, est la loi du 9 avril 1898, complétée par un certain nombre de lois postérieures, notamment celle des 30 juin 1899, concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés, celle du 12 avril 1906 étendant le bénéfice du risque professionnel aux exploitations commerciales, et enfin celle du 18 juillet 1907 donnant à tout employeur non assujéti à la législation des accidents du travail la faculté de s'y soumettre.

Ce n'est pas ici le lieu de faire le commentaire de ces lois (1) ; mais il nous faut les signaler, car elles sont la consécration d'une théorie du risque qui ne s'attache plus à la notion de la faute pour imposer la charge des accidents du travail : le patron, qui a la direction de l'entreprise en même temps que les profits, doit en supporter les risques, au nombre desquels doivent être rangés les accidents qui frap-

1. V. notamment : Cabouat. *Traité des accidents du travail*, 2 volumes parus. — Suchet. *Législation sur les accidents du travail*. — Loubat. *Risque professionnel*. — Fœlde. *Accidents du travail et assurances contre les accidents*.

pent son personnel comme ceux qui atteignent son matériel.

Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de l'observer d'ailleurs, la loi ne fait pas une application pure et simple de la théorie du risque, mais crée un système d'indemnité forfaitaire, en vertu duquel l'ouvrier, victime d'un accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, obtient, dans tous les cas, une indemnité, quelle que soit la cause qui y ait donné lieu, fût-ce même sa faute, pourvu qu'elle ne soit pas intentionnelle, mais n'obtient jamais qu'une indemnité partielle consistant dans une fraction de son salaire ou de la réduction que la diminution de sa capacité de travail lui aura fait subir. Il y a en même temps, au fond de la théorie du risque professionnel, une idée de solidarité sociale. Ce n'est plus seulement une répartition de la charge des risques entre le patron et l'ouvrier. Les risques sont mis à la charge de l'industrie. Le patron est tenu d'assurer les ouvriers, répartissant ainsi sur la collectivité une charge qui pourrait être trop lourde pour lui. De plus, en cas d'insolvabilité, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse est chargée du service de la rente. Elle y fait face à l'aide d'un fonds spécial de garantie constitués par les centimes additionnels au principal de la patente des patrons assujettis à la loi (1).

1. V. à cet égard, les leçons de M. Léon Michel réunies par

Des projets, actuellement soumis au Parlement ou discutés par les jurisconsultes, donneraient, s'ils étaient adoptés, une extension nouvelle à la théorie du risque. Ils ont pour objet de réglementer la responsabilité des propriétaires ou conducteurs d'automobiles.

Une proposition de loi, déposée le 5 décembre 1906 par MM. Bernard et Dauthy, tend à ajouter à l'article 1386 une disposition aux termes de laquelle le propriétaire d'une voiture automobile serait responsable des dommages causés par son véhicule, indépendamment de toute faute personnelle, à moins qu'il ne prouve que l'accident est dû à une faute lourde de la victime.

La Société d'Etudes législatives a, de son côté, élaboré un projet très complet, inspiré par les mêmes idées et qui a donné lieu à des discussions très intéressantes au sein de la société et en dehors d'elle (1).

ses anciens élèves sous le titre : « La Responsabilité civile des patrons envers les ouvriers en cas d'accidents et la loi du 9 avril 1898 », dans *Rev. crit.*, 1901, p. 592,

1. V. le projet dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1907, p. 222. — Le rapport de M. Ambroise Colin et la discussion qui a suivi *ibid*, 1907, p. 239 et suiv., 257 et suiv., 390 et suiv. — Dupuich. *Le Droit*, n° des 20, 24 déc. 1907. — A. Colin. *L'accident d'automobile et la loi* dans la *Revue politique et parlementaire*, 1908, p. 123. — Wahl. *Responsabilité civile en matière d'accidents d'automobiles* dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1908, p. 5.

Aux termes de l'article 1, « tout accident ou dommage accidentel, occasionné par le fait d'un véhicule automobile circulant sur la voie publique, donne droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité du préjudice matériel ou moral à la charge du propriétaire dudit véhicule, sans qu'il soit besoin de démontrer qu'il ait commis aucune faute. Le propriétaire du véhicule automobile peut se soustraire au paiement total ou partiel de l'indemnité, en prouvant que l'accident ou le dommage a été provoqué ou aggravé par une faute grave de la victime. »

Le fonctionnement du système imaginé par les auteurs du projet reposerait sur la constitution d'un fonds de garantie alimenté principalement par les amendes et les centimes additionnels au principal de la taxe imposée aux propriétaires d'automobiles : ce fonds, géré par la Caisse des retraites pour la vieillesse, permettrait d'indemniser les victimes, lorsque les propriétaires des voitures ayant occasionné le dommage seraient insolvables ou inconnus (1).

1. Le système devait se compléter par la menace de peines contre les conducteurs de voitures automobiles, qui auraient tenté d'échapper par la fuite à la responsabilité encourue. Le législateur s'est emparé de cette partie du projet ; et, à la suite d'une proposition déposée à la Chambre par M. Chastenot le 2 juillet 1906, il a voté le 17 juillet 1908 une disposition ainsi conçue : « Tout conducteur d'un véhicule quelconque qui, sachant que ce véhicule vient

Nous n'avons pas à discuter ici le mécanisme du projet. Ce qu'il nous faut retenir, c'est qu'il a pour objet de consacrer une nouvelle application de la théorie du risque.

L'obligation du propriétaire de réparer le préjudice causé n'est pas attachée à une faute, même simplement présumée, car il ne peut s'en affranchir en prouvant soit l'absence de faute, soit même le cas fortuit ou de force majeure. Bien plus, la faute de la victime n'exonère le propriétaire qu'autant qu'elle est grave. C'est à ce point de vue le même système que celui que consacre la loi en matière d'accidents du travail, avec cette différence toutefois que la faute lourde ou grave de la victime suffit à exonérer le propriétaire de l'automobile, alors qu'elle permet seulement de réduire l'indemnité allouée à l'ouvrier.

On remarquera, d'autre part, que le projet impose,

de causer un accident ne se sera pas arrêté et aura ainsi tenté d'échapper à la responsabilité pénale ou civile qu'il peut avoir encourue sera puni de six jours à deux mois de prison et d'une amende de 16 francs à 500 francs, sans préjudice des peines contre les crimes ou délits qui se seraient joints à celui-ci. Dans le cas où il y aurait lieu en outre à l'application des articles 319 et 320 du Code pénal, les pénalités encourues aux termes de ces articles seraient portées au double. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables au délit prévu par la présente loi. » Ainsi généralisée, la disposition n'a plus paru une mesure dirigée contre les propriétaires d'automobiles et a rallié tous les suffrages. Elle cré ce qu'on a appelé le délit de fuite.

dans tous les cas, le risque au propriétaire. Cette disposition, difficile à soutenir sur le terrain théorique et qui soulève pratiquement des objections très sérieuses, ne peut se défendre dans le système du projet que grâce à la constitution du fonds de garantie.

Il nous faut enfin signaler une disposition d'ordre général dans le projet de revision du Code civil élaboré par la Société d'études législatives. Une nouvelle rédaction est proposée pour l'article 1382, qui le mettrait en harmonie avec la théorie du risque. Le texte proposé par M. Saleilles serait ainsi conçu : « Tout fait quelconque de l'homme, accompli dans des conditions telles que, d'après les usages reçus et les convenances sociales, il implique qu'il soit fait aux risques et périls de celui qui en est l'auteur, oblige ce dernier à réparer le dommage qu'il a causé » (1).

Une proposition de loi, destinée surtout, dans la pensée de son auteur, à soumettre le fou à la responsabilité pécuniaire de ses actes a même été déposée à la Chambre des députés et votée après déclaration d'urgence le 19 février 1902. Elle ferait disparaître dans la rédaction de l'article 1382 la condition de faute qui s'y trouve expressément men-

1. *Bull. de la Société d'Etudes législat.*, 1905, p. 338.

tionnée. « Tout fait quelconque de l'homme, porte le texte, qui cause à autrui un dommage oblige celui par le fait duquel il est arrivé à le réparer. Le dément sera responsable civilement du dommage par lui causé (1). »

SECTION II

Aperçu de législation étrangère.

Il serait intéressant de suivre l'évolution qui s'est faite dans la loi et dans la jurisprudence étrangères en matière de responsabilité. On y trouverait d'utiles enseignements. Mais, pour être profitable, ce travail devrait s'attacher à suivre les solutions données par les tribunaux, car seules elles permettent de connaître exactement l'état juridique d'un peuple. Les textes trop généraux sont insuffisants à rendre exactement la réalité concrète et vivante. Qui se douterait, en lisant notre article 1384, des trésors inattendus qu'il recélait et que la doctrine et la jurisprudence y ont si tardivement découvertes ?

Cependant un certain nombre de codes ayant été promulgués ou répandus à une date relativement récente, il ne sera pas inutile d'y rechercher la pen-

1. *Officiel*, Déb. parl. Chambre, 1902, p. 770. Sur la responsabilité du fou, voir notamment : Labbé. *De la demeure au point de vue de la responsabilité*. *Revue critique* 1870, p. 107. — E. H. Perreau. *Examen doctrinal de jurisprudence*. *Revue critique*, 1902, p. 408. — Pascaud. *De la responsabilité des aliénés*. *Revue critique*, 1905, p. 219.

sée dominante du législateur et de voir s'ils sont restés fidèles aux principes qui avaient guidé les rédacteurs de nos codes ou s'ils n'ont pas fait place aux idées nouvelles, qui ont inspiré notre jurisprudence et notre doctrine et les ont amenées aux solutions auxquelles elles ont abouti dans leur dernier état.

Après avoir fait connaître brièvement ces dispositions générales, nous signalerons certaines matières spéciales qui sont, d'une manière à peu près uniforme, soumises à une législation particulière, qui paraît inspirée par la théorie du risque.

I. — *Dispositions générales des lois étrangères*

Dans les législations latines inspirées par le Code français, on peut remarquer des tendances assez semblables à celles qui ont guidé notre jurisprudence : la responsabilité du fait personnel reste soumise à la condition d'une faute subjective, qui doit être prouvée par la victime ; la responsabilité du fait d'autrui et du fait des animaux ou parfois des choses inanimées repose sur une faute présumée.

A. — *Législation belge.* — La jurisprudence belge, interprétant les textes mêmes de notre Code, a manifesté plusieurs fois des velléités de donner à l'article 1384 le sens que lui donnent nos tribunaux, en y voyant une présomption de faute à la charge du propriétaire ou du gardien (1). Mais cette interpré-

1. Trib. civ. Bruxelles, 31 mai 1871. *Pasic. belge*, 72. 2. 176.

tation éprouve encore de très vives résistances. On peut même dire qu'elle est condamnée dans les termes les plus formels par la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation (1).

Son arrêt du 26 mai 1904 contient une véritable dissertation juridique dans laquelle se trouve formulée, avec une netteté remarquable, la doctrine d'après laquelle « l'article 1384 ne déroge en rien, ni par voie de présomption, ni à titre de fiction légale, au principe fondamental en matière de preuve inscrit dans l'article 1315 ; d'où la conséquence qu'une responsabilité du fait des choses ne peut exister que pour autant seulement que celui qui réclame l'exécution de cette obligation, formée sans convention, prouve que le fait dommageable a été directement causé par

— Gand, 23 juin 1888. *Pasic.*, 89. 2. 84. — Trib. civ. Bruxelles, 13 mai 1897. *Pasic.*, 97. 3. 177. — Trib. Comm. Gand, 28 septembre 1901. *Pasic.*, 1902. 3. 55. — Gand, 7 mai 1903, *Pasic.*, 1903. 2. 328.

1. C. cass., Belgique, 28 mars 1889. S. 90. 4. 17. — Bruxelles, 16 avril 1894. S. 95. 4. 20. — Gand, 30 janvier 1897. — Liège, 5 et 12 nov. 1898. S. 1900. 4. 13. — Cass., 26 mai 1904. *Pasic.*, 1904. 1. 246, avec les conclusions de M. l'avocat général Janssens. — 15 janvier 1906. *Pasic.*, 1906. 1. 135. — 2 juillet 1908. *Pasic.*, 1908. 1. 285. — V. dans le même sens : Beltjens. *Encyclopédie*, t. III, n^{os} 215 et 216. — *Pandectes belges*. V^o Accident, n^o 119 à 140. — Rémy. *De la garantie du fait dommageable des choses inanimées*. (*Jurisprudence de la Cour de Liège*, 1898, p. 341.)

Louis Tort. *De la responsabilité des choses mobilières inanimées*. (*Ibid.*, 1898, p. 113.)

une faute de la personne assignée en réparation ».

Le 2 juillet 1908, elle jugeait encore « qu'au point de vue tant de la raison que de l'équité, il se conçoit que le principe de la responsabilité soit intimement lié non au fait de l'homme, même s'il cause préjudice, mais à sa faute, à sa négligence ou à son imprudence ; qu'en effet, le fait de l'homme le plus légitime ou résultant de la force majeure ou du cas fortuit peut causer préjudice et qu'il serait exorbitant qu'il engendrât une responsabilité, tandis que l'idée de faute correspond nécessairement à celle de réparation ». C'est la répudiation formelle de la doctrine objective. Elle ajoutait, pour répudier en même temps la théorie de la faute présumée, « qu'aucune présomption de faute n'existe contre celui qui a sous sa garde des choses inanimées et qu'il incombe à celui qui a souffert un dommage par leur fait de préciser et de prouver le vice dont elles étaient infectées ou la faute, l'imprudence ou la négligence apportées dans leur garde ».

La théorie qui fait reposer la responsabilité du fait des choses sur une faute présumée a pourtant, en dehors de Laurent qui l'a esquissée, des défenseurs convaincus (1).

1. Laurent, t. XX, n° 639. — Sainctelette. *Mémoire dans l'affaire de M^{me} Voe De Sitter*. — Herman de Buets. *De la responsabilité du fait des animaux et des choses*, dans *Journal des tribunaux belges*, 1889, n°s des 2, 9, 12, 16 et 19 nov. — Pirmez. *De la responsabilité*. — Thiéry. *Droit civil*, t. III, n° 205. — Staes. *Des accidents du travail*, p. 16 à 48.

B. — *Législation italienne.* — Le Code italien est, en matière de responsabilité, la reproduction presque textuelle de notre Code. L'article 1153 est identique à notre article 1384. « Chacun est pareillement obligé, dit ce texte, non seulement pour le dommage qu'il occasionne par son fait, mais encore par celui qui est causé par le fait des personnes dont il doit répondre, ou par les choses qu'il a sous sa garde. » Le principe posé, la suite du texte en fait application au fait des personnes et contient la même distinction que notre article 1384 entre les père et mère, instituteurs et artisans, d'une part, et les maîtres et commettants, d'autre part, les premiers seuls pouvant se soustraire à la responsabilité que la loi leur impose, en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable. L'article 1154 édicte ensuite, dans des termes identiques à ceux de notre article 1385, la responsabilité du propriétaire de l'animal ou de celui qui s'en sert. Enfin, l'article 1155 reproduit la disposition de notre article 1386 relatif à la responsabilité résultant de la chute d'un bâtiment.

La jurisprudence paraît bien avoir interprété ces dispositions comme le fait la jurisprudence française, si nous nous en rapportons à l'analyse qu'en donne Orlando (1).

1. *Saggi di una nuova teoria della responsabilita civile.* — V. aussi Coviello. *La responsabilita senza colpa* dans la *Rivista italiana delle scienze giuridiche.* — Venezian. *Archivio giuridico*, 1898, p. 135 et suiv.

Une partie de la doctrine se rallie, comme en France, à la doctrine du risque (1).

C. — *Législation espagnole.* — Le Code espagnol (art. 1902 à 1910), après avoir proclamé l'obligation pour toute personne de réparer le dommage causé par sa faute ou sa négligence (art. 1902), oblige les père et mère, les tuteurs, les chefs d'ateliers, les propriétaires et directeurs d'établissements ou d'entreprises à réparer le dommage causé par leurs enfants, leurs pupilles, leurs apprentis ou leurs subordonnés ; mais, pour tous sans distinction, il admet la faculté de se dégager, en prouvant qu'ils ont employé, pour prévenir le dommage, le soin d'un bon père de famille (art. 1903).

Le fait des animaux engage la responsabilité du propriétaire ou de celui qui s'en sert, à moins que le dommage ne provienne de force majeure ou de la faute de celui qui l'a souffert (art. 1905).

Quant au fait des choses, il n'existe pas de règle générale. L'article 1907 oblige le propriétaire à répondre des dommages résultant de la ruine totale ou partielle d'un édifice, si elle a été occasionnée par le manque de réparations nécessaires. L'article 1908

1. Orlando, *op. cit.*, p. 65 et suiv. — Barassi. *Contributo alla teoria della responsabilita per fatto non proprio*, dans *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, 1897 et 1898. — *Contra* : Giorgi. *Teoria delle obbligazioni*, t. V, p. 382 et s.

contient en outre l'énumération d'un certain nombre de dommages dont la réparation est imposée aux propriétaires des choses qui les ont causés. Les propriétaires répondront, dit ce texte, du préjudice causé : 1° par l'explosion des machines qui n'ont pas été dirigées avec les soins convenables et par l'inflammation des matières explosibles qui n'auraient pas été placées en lieu sûr et approprié ; 2° par les fumées excessives qui seraient nuisibles aux personnes ou aux propriétés ; 3° par la chute des arbres placés dans les lieux de passage, lorsqu'elle n'a pas été occasionnée par la force majeure ; 4° par l'émanation des cloaques ou dépôts de matières insalubres établis sans les précautions nécessitées par le lieu où ils se trouvent.

Mais il est à remarquer que la loi ne semble pas établir une présomption de faute. C'est à la victime à justifier que la machine n'a pas été dirigée avec les soins convenables, que la matière explosive n'a pas été placée en lieu sûr et approprié, que les dépôts de matières insalubres n'ont pas été établis avec les précautions requises. Il n'y a guère que la chute des arbres qui engage la responsabilité des propriétaires, à moins qu'ils ne prouvent qu'elle résulte de la force majeure.

D. — *Législation portugaise.* — On trouve, au contraire, dans le Code civil portugais une disposition générale qui consacre la théorie de la présomp-

tion de faute relativement au fait des choses et des animaux. Mais cette présomption est seulement relative et peut être combattue par la preuve contraire. Aux termes de l'article 2394, en effet, « le propriétaire d'un animal ou autre objet répondra du dommage causé par cet animal ou cet objet s'il ne prouve qu'il est exempt de faute ou de négligence. »

*
**

Les législations sur lesquelles s'est fait sentir l'influence germanique adoptent aussi le principe de la faute subjective.

E. — *Législation suisse.* — Il en est ainsi du Code fédéral suisse des obligations qui consacre aux actes illicites les articles 50 à 69. Aux termes de l'article 50, « quiconque cause sans droit un dommage à autrui, soit à dessein soit par négligence ou par imprudence, est tenu de le réparer ». Celui auquel incombe légalement la surveillance d'une autre personne est responsable du dommage causé par elle, à moins qu'il ne justifie avoir exercé cette surveillance de la manière usitée et avec l'attention commandée par les circonstances (art. 61). La même responsabilité incombe au maître ou patron pour le dommage causé par ses ouvriers ou employés dans l'accomplissement de leur travail, à moins qu'il ne

justifie avoir pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir ce dommage (art. 62).

En cas de dommage causé par un animal, la personne qui le détient est responsable, à moins qu'elle ne justifie l'avoir gardé et surveillé avec le soin voulu et sauf son recours si l'animal a été excité soit par un tiers soit par un animal appartenant à autrui (art. 65).

Le Code ne contient pas de dispositions générales concernant le fait des choses. Les articles 67 et 68 règlent seulement la responsabilité du propriétaire d'un bâtiment, ou de tout autre ouvrage. Cette responsabilité, comme dans notre Code civil, est engagée par le défaut d'entretien ou le vice de construction. Mais celui qui est menacé d'un dommage provenant du bâtiment ou de l'ouvrage d'autrui a, en outre, le droit de contraindre le propriétaire à prendre les mesures nécessaires pour écarter le danger.

F. — *Législation allemande.* — Le nouveau Code civil allemand consacre, dans les termes les plus absolus, le principe de la responsabilité fondée sur la faute prouvée. On n'y trouve pas de disposition générale analogue à celles de notre article 1384. La faute personnelle est donc le principe unique d'où résulte la responsabilité. Le fait d'autrui, le fait des choses n'engage la responsabilité que si une faute est établie à la charge de celui à qui on demande

réparation. En toute hypothèse, c'est à la victime du délit à faire la preuve du fait constitutif d'une faute engageant la responsabilité du défendeur.

Le paragraphe 823 qui contient le principe dispose : « Celui qui à dessein ou par négligence porte illégalement atteinte au corps, à la vie, à la liberté, à la propriété, ou à tout autre droit d'une autre personne, est tenu envers cette dernière à la réparation du préjudice causé ». (Traduction officielle pour l'Alsace-Lorraine.)

L'adoption du principe de la faute subjective comme source de la responsabilité, entraîne cette conséquence que les irresponsables, comme les personnes atteintes d'aliénation mentale ou celles dont le discernement est encore insuffisant pour leur permettre de se rendre compte de la portée de leurs actes (1), ne sont pas responsables du dommage qu'ils causent à autrui (§§ 827 et 828).

Le paragraphe 829 apporte au principe un tempérament d'équité, consistant en ce que celui qui se trouve, par application des paragraphes 827 et 828,

1. Le paragraphe 828 distingue, en ce qui concerne les mineurs, ceux qui n'ont pas atteint l'âge de sept ans, qui ne sont jamais responsables, et ceux qui ont dépassé cet âge sans avoir atteint celui de dix-huit ans, qui ne sont pas responsables « lorsque, au moment de la réalisation du fait dommageable, ils n'avaient pas le discernement nécessaire pour se rendre compte de la responsabilité ».

n'être pas responsable pour un dommage causé par lui n'en doit pas moins, si la réparation du dommage ne peut être obtenu d'un tiers chargé de sa surveillance, réparer le dommage dans la mesure où, d'après les circonstances et en particulier d'après la situation respective des intéressés, l'équité exige un dédommagement, à la condition toutefois qu'il ne sera pas privé par là des moyens dont il a besoin pour son entretien, conformément à sa situation aussi bien que pour l'exécution des devoirs d'entretien qui lui sont imposés par la loi.

La responsabilité du fait d'autrui, écartée d'une manière absolue par le premier projet (art. 711 et 712) qui obligeait la victime à prouver dans tous les cas une faute de celui à qui elle demandait réparation d'un dommage, avait eu devant la seconde commission des partisans nombreux qui avaient soutenu le système de la responsabilité objective. On s'est rangé à une opinion intermédiaire qui est celle de la présomption de faute. Le commettant est responsable. Mais sa responsabilité cesse s'il a apporté, dans le choix de son préposé ou dans sa surveillance, le soin exigé par les rapports d'usage ou si le dommage, même à supposer que pareil soin eût été apporté, aurait dû encore se produire (§ 831).

Les mêmes principes sont applicables à celui qui, en vertu de la loi, est obligé d'exercer une surveillance sur une personne, qui, à raison de sa minorité

ou de son état intellectuel ou physique, a besoin d'être surveillée. Son obligation de réparer le dommage causé par cette personne cesse d'exister s'il a satisfait à son devoir de surveillance ou si le dommage, même à supposer cette surveillance exercée comme elle aurait dû l'être, aurait dû encore se produire (§ 832).

Une grave atteinte au principe de la responsabilité subjective a été admise par le Reichstag, en ce qui concerne les dommages causés par les animaux. Le projet s'en tenait encore à l'idée que le propriétaire de l'animal ne peut être obligé que si la victime prouve une faute à sa charge. Le Reichstag a fait prévaloir le point de vue de la responsabilité objective, ne reposant plus sur l'idée de faute, mais sur l'idée de risque. Aux termes du paragraphe 833, en effet, « si, par le fait d'un animal, un homme est tué ou que le corps ou la santé d'un homme reçoivent une atteinte ou qu'une chose soit endommagée, celui qui a l'animal à sa disposition est obligé envers la personne lésée à réparer le dommage qui en est résulté ». Non seulement le détenteur de l'animal n'est pas admis à prouver que le dommage n'est pas dû à sa faute, en ce qui impliquerait, comme dans le système français tel que le comprend la jurisprudence, une idée de responsabilité fondée sur la faute présumée ; mais toute idée de faute est écartée : la responsabilité repose exclusivement sur un risque

purement objectif. Il suffira donc d'établir un rapport de causalité entre le dommage subi et l'animal qui l'a causé.

Il s'est bien d'observer que cette disposition a soulevé récemment des critiques au sein même du Reichstag. Le 4 mars 1905, on a renvoyé à une commission le projet du député Von Treuenfels, tendant à substituer le principe de la faute à celui du risque, en exonérant le détenteur qui parviendrait à démontrer qu'il a apporté à la surveillance de l'animal tous les soins nécessaires. Ce serait le système de la présomption relative de faute.

Quant aux choses inanimées, le principe de la responsabilité subjective est resté le principe fondamental. C'est donc dans l'article 823 seul que peut résider le principe d'une action contre le propriétaire de la chose à raison des dommages qu'elle a causés. Le premier projet n'y faisait même pas exception pour les bâtiments, soumis par une très ancienne tradition à des règles exceptionnelles. La victime restait toujours tenue de prouver la faute. La seconde commission fit prévaloir un autre point de vue se rapprochant de notre article 1386. C'est bien toujours à celui qui a souffert un dommage à prouver que la chute du bâtiment est due à un vice de construction ou à un défaut d'entretien ; mais, cette preuve faite, elle n'a pas à démontrer que l'une de ces deux causes se rattache à une faute du proprié-

taire ou possesseur (celui que le Code allemand appelle un possesseur pour soi). La responsabilité de celui-ci se trouve donc engagée de plein droit ; mais il peut s'en décharger en prouvant que, pour écarter le danger, il avait pris tous les soins requis par l'usage, soit relativement à la construction, soit relativement à l'entretien (§ 836).

D'ailleurs, dès que le rapport de causable est établi, il importe peu qu'une cause plus immédiate ait été l'occasion de la chute, telle qu'un ouragan, un coup de vent ou autre force étrangère de même nature. Pour que la responsabilité du propriétaire ou plus exactement du possesseur pour soi se trouvât dégagée, il faudrait établir que le défaut d'entretien ou le vice de construction ne sont pour rien dans l'accident : par exemple, s'il s'agissait d'un tremblement de terre, qui eût ébranlé le bâtiment le plus solidement construit et le mieux entretenu.

La règle exceptionnelle du paragraphe 836 ne s'applique qu'aux bâtiments ou aux ouvrages incorporés au sol, tels que des canaux, des conduites d'eau, des baraquements. Elle est donc étrangère à la chute des arbres à laquelle la jurisprudence française l'a plus d'une fois appliquée et à plus forte raison à la chute de tout autre objet mobilier indépendant du sol.

La thèse du risque se trouve donc écartée par

la législation européenne la plus récente (1).

G. — *Législation anglaise.* — En droit anglais, le respect de la liberté individuelle a été longtemps un obstacle au développement des principes de la responsabilité. On pensait que l'initiative privée ne doit pas être gênée par la présomption des risques de dommages qu'elle peut occasionner. En 1904, Sir Frédérick Pollock déclare encore qu'il n'existe pas, dans toute la législation anglaise, un seul texte posant comme règle générale l'obligation pour celui qui a causé un dommage de le réparer (2). Cependant la jurisprudence, subissant l'influence des législations étrangères et du sentiment de justice sociale qui s'est développé en Angleterre comme ailleurs, est arrivée à assurer la réparation du dommage résultant d'un acte illicite désigné généralement sous le nom de *tort*. Le seul préjudice qui donne lieu à réparation est celui qui résulte d'un acte commis sans droit et qui s'est produit dans des conditions telles que la partie lésée n'eût pas pu y échapper par des mesures de prudence.

La loi anglaise ne connaît pas la responsabilité du

1. Elle a pourtant des défenseurs. V. notamment : Rume-
lin. *Die Gründe der Schadenszurechnung.* — Jung. *Delikt
und Schadensverursachung.* — Sjaegren. *Zur Lehre von
Formen des Unrechts in dem Thatbestaenden der Schadens-
tiftung* dans la *Revue d'Ihering*, 1893, p. 343 et 412.

2. *The lawe of Torts*, 7^e édit., p. 21.

fait d'autrui, fondée sur une présomption légale de faute. La victime n'obtient une indemnité qu'en prouvant la faute de celui à qui elle prétend imputer la responsabilité du dommage. Le principe s'est maintenu intact pour toutes les personnes, autres que le patron. Mais, plus récemment, la responsabilité du patron a été considérée comme engagée par le fait de ses ouvriers ou employés. Toutefois, la jurisprudence distinguait entre les dommages causés par un ouvrier à un tiers quelconque et ceux qui avaient été causés à un autre ouvrier du même patron. Par application d'une vieille théorie dite du *common employment* l'ouvrier qui entre au service d'un patron est présumé s'engager par là même à courir tous les risques professionnels, notamment ceux que peut occasionner la négligence d'un camarade d'atelier (1). Mais cette distinction très contestable s'est trouvée supprimée, dans la plupart de ses applications, par la loi de 1897 sur les accidents du travail (*Workmens' compensation act*), qui accorde une indemnité à l'ouvrier victime d'un accident professionnel, sans qu'il y ait à démontrer une faute quelconque.

Il n'existe de même aucune responsabilité à raison du fait des choses qu'une personne a sous sa garde. Cependant celui qui se sert de choses dangereuses

1. Pollock, *op. cit.*, p. 97.

elles-mêmes voit sa responsabilité engagée par cela seul qu'il n'a pas pris les précautions nécessaires pour éviter l'accident. M. Lehr résume ainsi sur ce point la doctrine anglaise : « Lorsqu'un acte ne constitue pas une imprudence par lui-même, le préjudice qui peut en résulter n'engage la responsabilité de son auteur que si celui-ci a commis une faute distincte de cet acte. Au contraire, lorsqu'un acte est par lui-même un fait d'imprudence, il suffit à rendre délictueux tous les dommages qui en découlent, à moins que son auteur ne prouve qu'il en ignorait le danger, car on ne commet pas une imprudence en faisant un acte qu'on croit sans péril (1). »

Enfin, le propriétaire d'animaux est responsable des dommages qu'ils peuvent avoir causés, mais seulement dans le cas où ces dommages résultent d'un défaut de surveillance.

II. — *Cas spéciaux de responsabilité légale*

1° Toutes les législations étrangères ont consacré aujourd'hui le principe du risque professionnel en matière d'accidents du travail (2).

1. Lehr. *Eléments de droit civil anglais*, t. II, p. 281.

2. V. notamment la loi allemande du 6 juillet 1884, la loi autrichienne du 28 déc. 1887, la loi anglaise du 6 août 1896, étendue à l'agriculture le 30 juill. 1900, la loi italienne du 17 mars 1898, la loi norvégienne du 23 juill. 1894, la loi espagnole du 30 janv. 1900, etc.

2° Il est une autre catégorie d'accidents qui, à raison de leur gravité et de leur fréquence, a donné lieu, dans plusieurs pays, à une intervention législative, qui s'est manifestée par une dérogation à la règle traditionnelle de la responsabilité délictuelle : ce sont les accidents de chemins de fer. Déjà une loi prussienne du 3 novembre 1838 § 25 avait déclaré les compagnies de chemins de fer obligées de plein droit à raison de tout dommage arrivé, soit aux personnes, soit aux choses, qu'il s'agisse de personnes ou de marchandises faisant l'objet du contrat de transport, ou de personnes ou de choses étrangères à l'exploitation. La loi autrichienne du 5 mars 1869 et la loi d'Empire du 7 juin 1871 ont consacré le même principe, en faisant exception toutefois pour les dommages causés aux choses qui n'ont pas été confiées à la compagnie. L'accident causé à un tiers, comme celui dont un voyageur peut être victime, fait donc naître à la charge de l'exploitation une responsabilité légale indépendamment de toute faute prouvée. L'ouvrier blessé, qui était autrefois protégé par cette disposition, n'a plus intérêt à l'invoquer aujourd'hui, car il peut se prévaloir des lois d'assurance obligatoire de 1884. La responsabilité de l'exploitation ne peut être écartée que par la preuve d'une faute de la victime ou d'un cas de force majeure : on entend par là exclusivement l'action d'une force étrangère faisant irruption dans l'en-

treprise, suivant l'expression d'Exner, et à laquelle il a été impossible de résister.

En Suisse, la loi des 1^{er} juillet 1875 et 25 juin 1881 contiennent des principes analogues. Plus récemment, la loi fédérale du 28 mars 1905 a édicté la responsabilité des entreprises de chemins de fer à raison des accidents de personnes provenant de la construction ou de l'exploitation, à moins que l'entreprise ne prouve que l'accident est dû à la force majeure, à la faute de tiers ou à celle de la victime. La faute de la victime n'exonère l'entreprise qu'autant qu'elle a été intentionnelle. Si l'accident provient d'une simple imprudence, l'indemnité peut être réduite. A l'inverse, la faute prouvée de la victime permet d'obtenir une indemnité, en dehors de la réparation directe du dommage, consistant dans l'incapacité de travail et les frais occasionnés par l'accident (1).

Une loi anglaise du 4 août 1905 (2) dispose que si un incendie est causé à une exploitation agricole par des étincelles ou des poussières provenant d'une locomotive de chemin de fer, la Compagnie propriétaire de cette locomotive sera responsable du dommage, sans qu'on puisse opposer aux sinistrés que l'emploi de la locomotive est régulier.

1. *Annuaire de législ. étr.*, 1906, p. 351.

2. *Annuaire de législ. étr.*, 1906, p. 5.

3° En présence des accidents multiples résultant de la circulation de plus en plus intense des voitures automobiles, un mouvement se dessine dans la plupart des législations, qui tend à soumettre les propriétaires et conducteurs d'automobiles à un régime spécial dont les dispositions essentielles seraient empruntées à la théorie du risque.

Un projet a été déposé en Belgique, qui soumettait le conducteur à l'obligation de réparer tous les accidents qu'il aurait occasionnés, à moins qu'il ne prouve que la cause en est dans un événement de force majeure ou dans la faute de la victime (1).

En Suisse, un projet du Conseil fédéral inspiré par le professeur Meili fut déposé le 15 décembre 1902. Il contenait une disposition obligeant le détenteur d'une automobile (*Halter des Automobils*) à réparer le dommage causé par ce véhicule aux personnes ou aux choses, à moins qu'il ne prouve que l'accident est dû à la force majeure, à la faute d'un tiers ou de la victime (2). Lors de la discussion du projet, le conseiller national Thélin proposa, d'accord avec l'Automobile Club, de permettre au détenteur de dégager sa responsabilité, en prouvant qu'il avait pris toutes les précautions voulues. Devant les résistances

1. V. le texte du projet dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1907, p. 307 et suiv.

2. V. le texte du projet de M. Meili dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1907, p. 605.

qu'éprouva le projet, la disposition concernant les automobiles fut disjointe de la loi fédérale du 28 mars 1905. Une motion fut présentée pour inviter le Conseil fédéral à préparer un projet spécial (1).

Le Reichstag est saisi depuis le 1^{er} mars 1906 d'un projet de loi inspiré par le professeur Hilse et qui, comme le projet français, rend le détenteur de l'automobile responsable de tous les accidents qu'il a occasionnés, à moins qu'ils ne résultent d'une faute de la victime. Toutefois le projet permet d'invoquer la force majeure comme clause excluant la responsabilité. Il se complète, comme le projet français, qui s'en est inspiré, par la création d'une caisse d'assurances mutuelles obligatoires. Il est déjà venu en discussion devant le Reichstag où il a soulevé de vives objections. Il n'est pas encore voté (2).

Un projet analogue a été présenté par le gouvernement autrichien en 1904. Il rend le propriétaire ou

1. Les discussions auxquelles a donné lieu la responsabilité des propriétaires d'automobiles en Suisse, notamment au Congrès des juristes suisses tenu à Schaffhouse en 1902, ont été publiées dans la *Schweizerische Juristen Zeitung* du 1^{er} nov. 1907, p. 121, et analysées dans les *Annales de droit comm.*, 1907, p. 488.

2. V. le texte du projet adopté par la commission du Reichstag dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1907, p. 614.

l'usager de la voiture responsable des accidents causés aux personnes ou aux choses, à moins que ces accidents ne résultent de la force majeure, de la faute d'un tiers ou de celle de la victime. Toutefois le projet ne serait pas applicable aux voitures qui ne pourraient pas dépasser une certaine vitesse : on a proposé d'abord celle de 20 kilomètres, puis celle de 25 (1). Une restriction analogue a été insérée dans le projet allemand.

Signalons enfin une loi du 25 mai 1905 de la province d'Ontario, qui rend les propriétaires ou conducteurs d'automobiles responsables des dommages causés aux animaux à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont commis ni négligence ni maladresse (2).

1. V. le texte du projet tel qu'il a été adopté par la Chambre des Députés le 26 janvier 1907 dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1907, p. 650.

2. *Annuaire de législ. étrang.*, 1906, p. 789.

CONCLUSION

Le sujet qui fait l'objet de la présente étude n'est certainement pas épuisé, et nous avons dû laisser beaucoup de points dans l'ombre. Après avoir tâché d'exposer le fondement juridique de la responsabilité du fait des choses, nous concluons que l'idée de risque créé est non seulement étrangère au Code civil, mais encore ne doit pas supplanter l'idée de faute dans une législation future.

L'attribution du risque à la victime du dommage, sous réserve de la responsabilité d'autrui, a été dès l'antiquité considérée comme le meilleur moyen de concilier les droits respectifs des individus. Par l'attribution normale du risque à la victime, on respecte le droit à l'action et même on exalte l'action, qui, à n'en pas douter, est un bien social ; alors que l'attribution du risque à son créateur apparaît comme une cause d'inertie et de découragement parmi les hommes.

Depuis quelques années, on s'élève contre cette théorie, en disant qu'elle n'est plus conforme aux besoins des sociétés modernes, qu'elle ne répond plus aujourd'hui aux sentiments de pitié, de charité, de solidarité, inspirés par des situations malheureuses qu'on ne connaissait pas autrefois.

Il n'est pas douteux que les conditions de la vie sociale se sont modifiées depuis l'antiquité. Des

dangers, que l'humanité des temps passés n'avait pas à redouter, sont maintenant engendrés par la vapeur, l'électricité, le prodigieux développement du machinisme. A ces misères nouvelles correspondent des besoins nouveaux. Mais n'y a-t-il pas un autre moyen de satisfaire ces besoins, de faire retomber certains de ces maux sur la tête de ceux qui les ont directement provoqués, sans que l'on efface le principe traditionnel du risque subi, tempéré par l'idée de faute ?

Il consisterait à se faire, en premier lieu, une idée exacte de la faute. C'est-à-dire, en disant avec M. Gény (1) que « la faute n'est pas autre chose qu'une erreur de conduite, une défaillance d'attitude qui normalement s'apprécie d'après le type abstrait de l'homme droit et sûr de ses actes. »

Trop longtemps on a pris comme terme de comparaison l'homme parfait d'une société idéale, on s'est trop longtemps placé à un point de vue exclusivement moral pour déterminer le type abstrait qui doit servir de terme de comparaison pour juger la conduite des hommes. Il faut prendre en considération le temps et le lieu du dommage, avant de conclure à la faute. L'adresse et la prudence à exiger de l'individu doivent être mesurées aux besoins de la vie sociale, besoins essentiellement variables.

1. *Revue Trim. de droit civil*, 1902.

En second lieu, comme il n'est pas douteux que certaines situations dignes d'intérêt restent quand même en dehors du champ d'application de la responsabilité la mieux comprise, le législateur n'a qu'à imposer pour ces situations des réparations sans faute. Cela en vertu du droit et même du devoir qu'a le législateur de surveiller l'application et d'écarter les principes du droit naturel introduits par lui dans la loi positive et qui doivent constituer sa base éternelle, chaque fois qu'ils lui paraissent conduire à des solutions inopportunes. La faute doit donc rester à jamais le fondement de la réparation des dommages, mais il est permis au législateur d'imposer par exception des réparations sans faute, s'il les juge utiles à l'harmonie des rapports sociaux.

Dans ces cas-là, il y aura, si l'on veut, risque, mais il y aura comme fondement la volonté nettement exprimée du législateur et non pas un principe impérieux d'équité. En droit naturel la faute est la seule notion qui peut commander à la répartition des dommages que les divers membres de toute société humaine se font mutuellement éprouver.

Vu : le Président de la thèse,

WEISS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — Monographies et Thèses

Boutaud (E.). — Des clauses de non-responsabilité et de l'assurance de la responsabilité des fautes.

Exner. — La notion de la force majeure. Théorie de la responsabilité dans le contrat de transport. Traduc. E. Seligmann. Paris, Larose, 1892.

Fromageot. — De la faute comme source de la responsabilité en droit privé. Paris, Rousseau, 1891.

Gény. — Méthode d'interprétation et sources en droit positif. Paris, Chevalier-Maresq, 1899.

Ihering (von). — L'esprit du droit romain. Traduc. O. de Meulenaère. Paris, Maresq, 1877.

Meulenaère. — Etudes complémentaires de l'esprit du droit roumain.

— De la faute en droit privé. Traduc. O. de Meulenaère. Paris, Maresq, 1880.

Josserand. — De la responsabilité du fait des choses inanimées. Paris, Rousseau, 1897.

1. Ne sont indiquées dans cette bibliographie que les principales sources auxquelles nous avons puisé, en dehors des Codes, des ouvrages généraux, des répertoires. Les recueils de jurisprudence n'y figurent que pour les notes fondamentales que nous y avons consultées.

- De l'abus des droits. Paris, Rousseau, 1905.
- Laurent.* — De la responsabilité du fait des choses inanimées.
Thèse de Toulouse, 1907-1908.
- Pisier.* — De la responsabilité du fait des choses. (Fondement juridique.) Thèse de Paris, 1898-1899.
- Saleilles.* — Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet du Code civil pour l'empire allemand, 2^e édition. Paris, Pichon, 1901.
- Les accidents de travail et la responsabilité civile. Essai d'une théorie objective de la responsabilité délictuelle. Paris, Rousseau, 1897.
- Saintelette.* — De la responsabilité et de la garantie. Bruxelles, Bruylant-Christophe, 1884.
- Sourdat.* — Traité général de la responsabilité, ou de l'action en dommages et intérêts en dehors des contrats, 5^e éd. Paris, Marchall et Billard, 1902.
- Tart.* — De la responsabilité à raison des choses mobilières inanimées. Liège, Miot, 1898.
- Tarbouriech.* — La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Paris, Giard et Brière, 1896.
- Teisseire.* — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité. Thèse d'Aix, 1900-1901.

II. — Articles de revues et périodiques

- Appert.* — Des droits du propriétaire vis-à-vis de ses voisins.
Revue trimestrielle de droit civil, 1906, p. 71.
- César-Bru et Morin.* — La responsabilité, la faute, le risque,

l'abus du droit. Annales des Facultés de Droit et des Lettres d'Aix, juin 1906, p. 63.

Colin. — Rapport présenté à la Société d'études législatives sur la responsabilité en matière d'accidents d'automobiles. Bulletin de la Société d'études législatives, 1907, no 3, p. 273.

— L'accident d'automobile et la loi. Revue politique et parlementaire, 1908.

Esméin. — La doctrine et la jurisprudence. Revue trimestrielle de droit civil, 1902, p. 11.

Gény. — Risque et responsabilité. Revue trimestrielle de droit civil, 1902, p. 812.

Hitier. — La dernière évolution doctrinale du socialisme. Le socialisme juridique. Revue d'économie politique, 1906, pp. 209, 345, 452.

Lévy. — Responsabilité et contrat. Revue critique de législation et de jurisprudence. 1899, p. 361.

— L'exercice du droit collectif. Revue trimestrielle de droit civil, 1903, p. 95.

Planiol. — Etudes sur la responsabilité civile. Revue critique de législation et de jurisprudence. 1905, p. 277. 1906, p. 80.

Rolin. — De la responsabilité sans faute. Etude de droit comparé. Revue de droit international et de législation comparée, 1906, p. 64

Saleilles. — Le risque professionnel dans le code civil. Réforme sociale, 1898, t. I, p. 635.

Sauzet. — De la responsabilité des patrons vis-à-vis des

ouvriers dans les accidents industriels. Revue critique de législation et de jurisprudence, 1883, pp. 596 et 677.

Wahl. — La responsabilité civile relative aux accidents d'automobiles. Revue trimestrielle de droit civil, 1908.

III. — Notes d'arrêtiſtes

Anonyme. — S. 1871. 1. 9 ; S. 1887. 1. 217 ; D. 900. 2. 265.

Appert. — S. 904. 2. 217 ; S. 905. 2. 105.

Chavegrin. — S. 1896. 2. 225.

Colin. — D. 1904. 2. 73.

Esmein. — S. 1897. 1. 17 ; S. 1898. 1. 65 ; S. 1899. 1. 497 ;
S. 900. 2. 57.

Hauriou. — S. 1900. 3. 1 ; S. 905. 3. 17.

Josserand. — D. 900. 2. 289 ; D. 904. 2. 257 ; D. 905. 2.
417 ; D. 906. 2. 246. D. 907. 1. 177.

Labbé. — S. 1885. 4. 25 ; S. 1886. 2. 97 ; S. 1889. 4. 1 ; S.
1890. 4. 17.

Planiol. — D. 1896. 2. 457 ; D. 1906. 1. 457 ; D. 1907.
2. 17 ; D. 907. 2. 97.

Saleilles. — D. 1897. 1. 433.

Wahl. — S. 906. IV. 25.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Développement historique de la notion de faute.	11
CHAPITRE II. — La doctrine du Code sur la responsabi- lité en général et spécialement sur la responsa- bilité du fait des choses. Théorie fondée sur la faute prouvée.	31
CHAPITRE III. — Interprétation jurisprudentielle. Théo- rie fondée sur la faute présumée.	51
<i>Section I.</i> — Causes qui ont amené un changement dans l'interprétation de l'article 1384-1 ^o <i>in fine</i> du Code civil.	51
<i>Section II.</i> — Application extensive de l'article 1386 du Code civil.	70
<i>Section III.</i> — Théorie de la faute présumée fondée sur l'article 1384-1 ^o <i>in fine</i> du Code civil.	88
§ 1. — Comment cette théorie a été adoptée par la jurisprudence.	88
§ 2. — Conditions d'applications de la présomp- tion.	109
§ 3. — Qui peut invoquer la présomption.	129

§ 4. — Caractère de la présomption.....	137
§ 5. — Causes exclusives de la responsabilité.....	140
CHAPITRE IV. — Doctrine moderne de la responsabilité	
sans faute	151
<i>Section I. — Fondement juridique de la théorie du</i> <i>risque.....</i>	154
<i>Section II. — Conditions et effets de la théorie du</i> <i>risque ..</i>	167
§ 1. — Qui est tenu du risque	167
§ 2. — Causes exclusives du risque.....	170
§ 3. — Fixation de l'indemnité dans la théorie du <i>risque</i>	178
<i>Section III. — La théorie du risque devant la juris-</i> <i>prudence</i>	182
CHAPITRE V. — Mouvement législatif en matière de responsabilité du fait des choses.....	193
<i>Section I. — Aperçu de la législation française</i>	193
<i>Section II. — Aperçu de législation étrangère.....</i>	201
CONCLUSION.....	223

